

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 728

[2009/200780]

19 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon pour les investissements dans le secteur agricole

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CEE) n° 1538/91 de la Commission du 5 juin 1991 portant modalités d'application du Règlement (CEE) n° 1906/90 du Conseil établissant des normes de commercialisation pour la viande de volaille;

Vu le Règlement (CE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires;

Vu le Règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements;

Vu le Règlement (CE) n° 2295/2003 de la Commission du 23 septembre 2003 établissant les modalités d'application du Règlement (CEE) n° 1907/90 du Conseil concernant certaines normes de commercialisation applicables aux œufs;

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

Vu le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le Règlement (CE) n° 509/2006 du Conseil du 20 mars 2006 relatif aux spécialités traditionnelles garanties des produits agricoles et des denrées alimentaires;

Vu le Règlement (CE) n° 510/2006 du Conseil du 20 mars 2006 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires;

Vu le Règlement (CE) n° 1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

Vu le Règlement (CE) n° 1898/2006 de la Commission du 14 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 510/2006 du Conseil relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires;

Vu le Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le Règlement (CE) n° 1857/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'Etat accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le Règlement (CE) n° 70/2001;

Vu le Règlement (CE) n° 1535/2007 de la Commission du 20 décembre 2007 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides *de minimis* dans le secteur de la production de produits agricoles (JO L 337 du 21.12.2007);

Vu le Règlement (CE) n° 1320/2006 de la Commission du 5 septembre 2006 fixant des règles transitoires pour le soutien au développement rural prévu par le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil (JO L 243 du 6.9.2006);

Vu les décisions de la Commission des 27 juin 1977 et 29 juillet 1983 modifiant les limites des zones défavorisées au sens de la Directive 75/268/CEE du Conseil du 28 avril 1975 (Belgique);

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2003 et du 12 août 2003;

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'Investissement agricole, modifiées par les lois du 29 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1981 et 15 février 1990;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime;

Vu le décret de la Communauté germanophone du 29 février 1988 relatif à la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture;

Vu le décret du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

Vu le décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon;

Vu le décret du 14 février 2007 relatif à l'identification des conjoints aidant en agriculture;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1951 fixant la délimitation des régions agricoles du Royaume, modifié par les arrêtés royaux des 15 juillet 1952, 8 mars 1968 et 15 février 1974;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 27 mai 1993 relatif à la formation et au perfectionnement professionnels des personnes travaillant dans l'agriculture et ses modifications postérieures;

Vu l'arrêté royal du 23 janvier 1998 relatif à la protection des veaux dans les élevages de veaux;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} mars 2000 concernant la protection des animaux dans les élevages;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2002 portant exécution du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

Vu l'arrêté royal du 15 mai 2003 relatif à la protection des porcs dans les élevages porcins;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant agrément définitif de l'organisme payeur wallon pour les dépenses cofinancées par Fonds européens d'orientation et de garantie agricole, section garantie;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers modifié le 26 janvier 2006, le 21 décembre 2006 et le 1^{er} mars 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le code de l'eau;

Vu l'arrêté royal du 4 mars 2005 relatif au bien-être des ratites détenus à des fins d'élevage;

Vu l'arrêté royal du 17 octobre 2005 établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2005 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2005 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires d'origine animale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place le régime de soutien direct dans le cadre de la Politique agricole commune;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 fixant les lignes directrices de la conditionnalité en agriculture prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place le régime de soutien direct dans le cadre de la Politique agricole commune ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 juillet 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 2008;

Vu l'avis 45080/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 septembre 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la Directive 75/268/CEE du Conseil du 28 avril 1975 sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées;

Considérant la Directive 75/269/CEE du Conseil du 28 avril 1975 relative à la liste communautaire des zones agricoles défavorisées au sens de la Directive 75/268/CEE (Belgique);

Considérant la Directive 80/666/CEE du Conseil du 24 juin 1980 modifiant la Directive 75/268/CEE sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées;

Considérant les lignes directrices de la Communauté du 27 décembre 2006 concernant les aides d'Etat dans le secteur agricole et forestier 2007-2013 (JO 2006/C 319/01);

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter la réglementation en vigueur en matière d'aides aux investissements et à l'installation en agriculture ainsi que les indemnités compensatoires aux régions défavorisées compte tenu des modifications structurelles des exploitations et de leurs charges;

Considérant que des mesures doivent être prises afin de mettre en exécution les options politiques wallonnes en réponse à l'évolution de l'agriculture;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

Titre 1^{er}. — Dispositions communes

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o « activité agricole » : la production, l'élevage ou la culture de produits agricoles ou horticoles, y compris la récolte, la traite et la détention d'animaux à des fins agricoles, ou le maintien de terres dans de bonnes conditions agricoles et environnementales ainsi que la transformation et/ou la commercialisation des produits qui en sont issus et qui relèvent de l'annexe I^{re} du Traité;

2^o « administration » : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, dont le fonctionnaire dirigeant est ci-après dénommé le Directeur général;

3^o « agriculteur » : personne physique ou morale ou le groupement de personnes physiques ou de personnes morales, qui exerce une activité agricole à titre principal ou non principal dans une exploitation qu'il gère de manière autonome, à son profit et pour son compte. Un agriculteur est identifié par son « numéro de producteur »;

4^o « association agricole » : association qui a pour but de promouvoir l'information et la vulgarisation afin d'assurer dans son environnement, le progrès technique, économique et social des exploitations agricoles et le bien-être des populations rurales;

5^o « activité à titre non principal » : activité professionnelle d'une personne physique ou, le cas échéant, d'un administrateur délégué ou d'un gérant ou d'un associé gérant d'une personne morale, qui retire de ses activités agricoles, touristiques, pédagogiques, ou artisanales exercées sur le site de l'exploitation considérée ou encore de ses activités forestières ou de ses activités d'entretien de l'espace naturel bénéficiant d'aides publiques, un revenu annuel brut total imposable supérieur à 35 % du montant de son revenu annuel global issu de l'activité professionnelle tel que défini au point 3^o, sans toutefois que cette personne n'obtienne de ses activités agricoles dans l'exploitation agricole un revenu annuel brut total imposable inférieur à 25 % du montant de son revenu annuel global issu de l'ensemble de ses activités professionnelles. Il doit en outre consacrer moins de 1 170 heures par an aux activités professionnelles extérieures à l'exploitation;

6^o « activité à titre principal » : activité professionnelle d'une personne physique ou, le cas échéant, d'un administrateur délégué ou d'un gérant ou d'un associé gérant d'une personne morale, qui retire de ses activités agricoles touristiques, pédagogiques, artisanales exercées sur le site de l'exploitation considérée ou encore de ses activités forestières ou de ses activités d'entretien de l'espace naturel bénéficiant d'aides publiques, un revenu annuel brut total imposable supérieur à 50 % du montant de son revenu annuel global issu de l'activité professionnelle tel que défini au point 3^o, sans toutefois que cette personne n'obtienne de ses activités agricoles dans l'exploitation agricole un revenu annuel brut total imposable inférieur à 35 % du montant de son revenu annuel global issu de l'ensemble de ses activités professionnelles. Il doit en outre consacrer moins de 900 heures par an aux activités professionnelles extérieures à l'exploitation;

7^o « association de producteurs laitiers » ou « APL » : association de deux à maximum cinq producteurs tels que définis à l'article 5 du Règlement (CE) 1788/2003 et à l'article 1^{er}, 6, a, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers, constituée par acte authentique pour une durée indéterminée qui ne peut être inférieure à trois périodes, en vue d'effectuer des livraisons ou des ventes directes avec les quantités de référence des associés qui en demeurent les titulaires tel que prévu à l'article 1^{er}, 6^o, c, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 précité. L'objet de l'APL est exclusivement la gestion autonome des moyens de production laitière des associés et la production ainsi que la commercialisation des quantités de référence des associés à partir d'une seule unité de production laitière d'un des associés;

8° « Consultant » : personne ressource possédant les compétences et l'expérience minimale fixée en annexe et choisie par l'exploitant agricole au sein de structures agréées par le Ministre suivant les critères fixés en annexe, en vue de le conseiller lors de la réalisation de son plan de développement ou d'investissements ou lors de leur mise en œuvre et de leur évaluation;

9° « déclaration de superficie et demande d'aides » en abrégé « déclaration de superficie » : le formulaire, établi par l'administration et approuvé par le Ministre, qui inclut les demandes d'aides dans le cadre des régimes de soutien direct et de certaines mesures de développement rural, les éléments de gestion et de contrôle relatifs à ces régimes et mesures et à d'autres régimes communautaires ou nationaux et les éléments permettant l'identification de toutes les parcelles agricoles de l'exploitation, leur superficie, leur localisation et leur utilisation (culture et destination);

10° « expérience pratique » : expérience professionnelle agricole en tant qu'exploitant, aidant ou ouvrier agricole prouvée par les périodes d'affiliation à une caisse d'assurances sociales ou par un contrat de travail;

11° « Exploitation agricole » : l'ensemble des unités de production situées sur le territoire national, gérées de façon autonome par un seul et même agriculteur, quelles que soient les spéculations;

12° « exploitant agricole » : la personne physique ou, dans le cas d'une personne morale, chacun des administrateurs délégués, gérants ou associés gérants de la personne morale, qui s'adonne, au sein d'une exploitation, à l'activité agricole et qui exerce cette activité à titre principal ou non principal;

13° « exploitant agricole personne morale » : la personne morale dont les statuts indiquent comme objet social l'activité agricole et la commercialisation des produits provenant principalement de cette exploitation, qui exerce cette activité à titre principal ou non principal, et qui satisfait en outre aux conditions suivantes :

a) s'il s'agit d'une société agricole visée par l'article 2, § 3, du Code des sociétés, le ou les associés gérants de la société doivent exercer une activité professionnelle à titre principal relativement à l'exploitation considérée, conformément au point 6°;

b) s'il s'agit d'une des autres formes de sociétés visées par l'article 2, § 2, du Code des sociétés :

— la société est constituée pour une durée d'au moins 20 ans;

— les actions ou les parts de la société sont nominatives;

— les actions ou les parts de la société appartiennent en majorité aux administrateurs ou gérants;

— les administrateurs délégués ou gérants de la société sont désignés parmi les associés;

— tous les administrateurs délégués ou gérants de la société ou, à défaut, tous les administrateurs sont des personnes physiques qui gèrent l'exploitation considérée et y exercent une activité à titre principal, conformément au point 6°;

— la moitié au moins du chiffre d'affaires de la personne morale est issue de son activité agricole;

14° « Exploitation en zone défavorisée » : exploitation dont au moins 40 % de la surface agricole utilisée se situe en zone défavorisée;

15° « FEADER » : le Fonds européen agricole pour le développement rural;

16° « Filière de production de qualité différenciée » : opérateur ou groupe d'opérateurs de production, de transformation et de distribution qui respectent un cahier des charges conduisant à un produit de qualité différenciée;

17° « Garantie publique » : aide régionale sous forme d'une garantie de la Région wallonne qui peut être attachée au remboursement en capital, intérêts et accessoires des prêts consentis aux personnes physiques et morales visées aux points 7°, 12°, 13°, 19°, 20°, 32° et 33° en vue de la réalisation des opérations mentionnées au point 21°, pour autant que le prêt soit accordé par un organisme de crédit public ou privé agréé à cette fin;

18° « gestion autonome » : la gestion d'une exploitation qui exclut toute confusion avec un ou plusieurs autres agriculteurs au niveau de la gestion, de l'exécution de l'activité agricole, des moyens de production ou de leur usage;

19° « groupement fourrager » : association de fait ayant pour objet l'acquisition en commun et l'utilisation partagée de matériels destinés à la production fourragère, à l'aménagement et à l'équipement des pâturages, et répondant en outre aux conditions suivantes :

a) être composé d'au moins trois membres agriculteurs exploitant chacun au moins 40 % de la superficie utilisée de son exploitation en zones défavorisées. La superficie utilisée du groupement doit s'élever à au moins trois hectares par membre;

b) garantir une durée d'activité de six ans au moins;

c) faire participer ses membres au financement des achats de matériel proportionnellement aux superficies de cultures destinées à l'alimentation du bétail faisant partie de leur exploitation et devant être traitées par le matériel acquis;

d) tenir une comptabilité de l'utilisation des matériels par chacun des utilisateurs ainsi que de la prise en charge des coûts par chacun des utilisateurs;

20° « Groupement de producteurs laitiers », en abrégé « GPL » : groupement de deux producteurs laitiers qui gère de manière autonome, à son profit et pour son compte, une seule exploitation résultant exclusivement de la mise en commun des deux exploitations de ses membres, c'est-à-dire, l'ensemble des unités de production que chacun des membres du groupement gèrait préalablement à la constitution dudit groupement de producteurs laitiers.

Ce groupement vend directement du lait ou d'autres produits laitiers ou livre du lait à un acheteur et répond aux conditions fixées à l'article 1^{er}, 6, b, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

21° « Investissements » : les opérations qui consistent à acquérir, construire, établir, accroître, rénover ou améliorer, au profit des personnes physiques ou morales bénéficiaires des aides couvertes par le présent arrêté, des biens de nature durable, tels le sol, les bâtiments, l'équipement, les installations, les machines, les outils, le matériel, ainsi que les plantations de cultures horticoles;

22° « Investissement de remplacement » : un investissement qui remplace simplement une machine ou un bâtiment existant, ou des parties d'une machine ou d'un bâtiment existant, par une nouvelle machine ou un nouveau bâtiment, sans augmenter la capacité de production d'au moins 25 % ou sans changer fondamentalement la nature de la production ou de la technologie utilisée. Ni la démolition complète d'un bâtiment agricole d'au moins 30 ans et son remplacement par un bâtiment moderne ni la rénovation lourde d'un bâtiment d'exploitation ne sont considérés comme un investissement de remplacement. La rénovation est considérée comme lourde lorsque son coût représente au moins 50 % de la valeur du nouveau bâtiment;

23° « Ministre » : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

24° « Mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage » : travaux réalisés pour assurer une capacité de stockage de six mois des effluents d'élevage provenant du cheptel enregistré à la date du 9 décembre 2002 ou correspondant à la capacité d'hébergement des bâtiments d'élevage à cette même date;

25° « Mise aux normes des infrastructures de stockage des effluents d'élevage » : travaux réalisés pour assurer une capacité de stockage de six mois des effluents d'élevage provenant du cheptel enregistré au-delà du cheptel pris en compte pour la mise en conformité au sens du 24°;

26° « Plan de développement » : plan à présenter par un jeune agriculteur sollicitant l'aide à l'installation. Ce plan doit notamment comprendre un état de la situation initiale de l'exploitation ainsi que des étapes et des objectifs globaux à six ans ainsi que des objectifs spécifiques à trois ans définis en vue du développement de ses activités. Il présente également une description détaillée des investissements, des formations, des services de conseil ou de toute autre action, nécessaires afin de développer les activités de l'exploitation agricole. Le plan de développement est élaboré par le demandeur avec l'aide d'un consultant qui est tenu de le contresigner;

27° « Plan d'investissements » : document qui, au départ des caractéristiques de l'exploitation, fixe des objectifs et liste les investissements à réaliser sur une période de 3 ans pour atteindre lesdits objectifs et pour rendre l'exploitation plus durable;

28° « Produit de qualité différenciée » : produit se distinguant des productions standards par une différenciation de son mode de production (amélioration de la traçabilité du produit, amélioration du bien-être animal, amélioration de l'environnement, spécificité traditionnelle garantie, en abrégé « S.T.G. », entre autres) ou par une plus value qualitative sur le produit fini (notamment l'amélioration des qualités gustatives) ou par une identification géographique reconnue (appellation d'origine protégée, en abrégé « A.O.P. », ou indication géographique protégée, en abrégé « I.G.P. »).

Répondent à cette définition :

— les produits enregistrés au sens du Règlement (CE) n° 510/2006 du Conseil du 20 mars 2006 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires;

— les produits enregistrés au sens du Règlement (CE) n° 509/2006 du Conseil du 20 mars 2006 relatif aux attestations de spécificité des produits agricoles et des denrées alimentaires;

— les produits issus de l'agriculture biologique au sens du Règlement (CE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires;

— les produits répondant aux exigences minimales fixées pour les « œufs de poules élevées en plein air » ou les « œufs de poules élevées au sol » au sens du Règlement (CE) n° 2295/2003 de la Commission du 23 décembre 2003 établissant les modalités d'application du Règlement (CEE) n° 1907/90 du Conseil concernant certaines normes de commercialisation applicables aux œufs;

— les produits répondant aux exigences minimales fixées pour les modes d'élevage « élevé à l'intérieur - système extensif », « sortant à l'extérieur », « fermier - élevé en plein air », ou « fermier - élevé en liberté » au sens du Règlement (CEE) n° 1538/91 de la Commission du 5 juin 1991 portant modalités d'application du Règlement (CEE) n° 1906/90 du Conseil établissant des normes de commercialisation pour la viande de volaille;

— les autres produits obtenus conformément à un cahier des charges répondant à des exigences minimales, arrêtées par le Ministre;

28°*bis* « Reprise » : achat par un jeune agriculteur de tout ou partie d'une exploitation agricole préexistante, lequel fait l'objet d'une convention datée, signée et qui détermine la date de prise d'effet de la reprise; celle-ci ne peut être antérieure à la date de la signature de la convention;

29° « Zones défavorisées » : les zones défavorisées sont :

a) les régions agricoles entières suivantes : Haute Ardenne, Famenne, Fagnes, Ardenne, Région jurassique;

b) la partie de la région herbagère liégeoise composée :

— des entités communales d'Aywaille, Ferrières, Jalhay, Lierneux, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Theux, Trois-Ponts, Vielsalm;

— des territoires suivants :

* le territoire de la commune de Verviers qui faisait partie des communes de Polleur et Theux avant le 1^{er} janvier 1977;

* le territoire de la commune d'Esneux qui faisait partie de la commune de Dolembreux avant le 1^{er} janvier 1977;

* le territoire situé au sud de la Vesdre, des communes de Baelen, Eupen et Raeren;

* pour la commune de Comblain-au-Pont, la partie de la commune située entre l'Ourthe et l'Amblève et la zone agricole du plan de secteur faisant partie de la section de Poulseur;

* pour la commune d'Esneux, les zones agricoles du plan de secteur de Liège, situées sur la rive droite de l'Ourthe et faisant partie des sections d'Esneux et de Tilff;

* pour la commune de Chaudfontaine, les zones agricoles du plan de secteur de Liège faisant partie des sections de Beaufays et de Chaudfontaine;

* pour la commune de Trooz, les zones agricoles du projet du plan de secteur de Liège faisant partie des sections de Trooz, de Forêt, de Nessonvaux et de Fraipont;

* pour la commune d'Olne, la zone agricole du projet du plan de secteur de Liège située au sud d'une ligne représentée d'ouest en est par le ruisseau de Saint-Hadelin, puis la route se dirigeant vers Olne par les « six chemins », puis d'Olne le chemin se dirigeant vers l'intersection des communes de Xhendelesse et Soiron;

* pour la commune de Pepinster, les zones agricoles du plan de secteur de Verviers faisant partie des sections de Soiron, Wegnez et Pepinster;

* pour la commune de Verviers, les zones agricoles du plan de secteur de Verviers faisant partie des sections de Lambermont, Ensival, Heusy, Stembert et Petit-Rechain;

* pour la commune de Dison, les zones agricoles du plan de secteur de Verviers faisant partie des sections de Dison et Andrimont;

* pour la commune de Limbourg, les zones agricoles du plan de secteur de Verviers faisant partie des sections de Limbourg, Goé et Bilstain au sud de la route de Villers;

* pour la commune de Baelen, les zones agricoles du plan de secteur de Verviers comprenant la partie des sections de Baelen et Membach située au sud de la route Eupen-Limbourg et au nord de celle-ci la zone agricole limitée par le chemin allant du lieu-dit « Au Calvaire » jusque Baelen (Houtem, Les Forges et Medal);

30° « revenu annuel global issu de l'activité professionnelle » : le revenu brut imposable issu de l'ensemble des activités professionnelles et les revenus de remplacement dans le chef d'un exploitant agricole. Ce revenu comprend notamment :

- les revenus provenant d'activités en qualité de travailleur salarié (contrat de travail);
- les revenus provenant d'une activité relevant d'un autre régime de pension établi en vertu d'une loi, par un règlement provincial ou par la société nationale des chemins de fer belges;
- les revenus issus des prestations dans l'enseignement de jour ou du soir;
- les revenus à titre d'indépendant provenant :
 - a) des bénéfices nets d'entreprises agricoles, industrielles ou commerciales; pour un exploitant agricole, le « bénéfice net total » correspond à la rubrique C de la feuille de calcul agriculteur en annexe à la déclaration à l'impôt des personnes physiques ou à l'impôt des non résidents;
 - b) de rémunérations d'administrateurs de sociétés de capital et de personnes situées en Belgique;
 - c) de revenus d'associé actif de sociétés de personnes sises en Belgique;
- les revenus à titre d'aidant indépendant;
- les revenus de pension;
- les revenus de remplacement tels que les allocations sociales (chômage ou indemnités A.M.I., les indemnités pour accident de travail, pour accident sur le chemin du travail ou pour maladie professionnelle, les revenus pour interruption de carrière);

31° « secteur agricole » : ensemble des exploitations agricoles, des coopératives d'utilisation de matériel en commun, des coopératives de transformation et de commercialisation, des groupements fourragers, des APL et des GPL;

32° « société coopérative de transformation et commercialisation » : la société coopérative, constituée conformément à l'article 2, § 2, quatrième tiret du Code des sociétés, qui répond en outre aux conditions suivantes :

- a) l'objet de la société doit se rattacher principalement à l'agriculture, l'horticulture ou à l'élevage et être destiné à favoriser l'amélioration et la rationalisation du traitement, de la transformation ou de la commercialisation des produits agricoles;
- b) la majorité des coopérateurs de la société, avec un minimum de trois, doivent être des agriculteurs;
- c) les statuts doivent prévoir qu'aux assemblées générales tout associé dispose d'au moins une voix et que le nombre de voix dont un associé dispose est limité au maximum à un cinquième des voix attachées aux parts représentées;
- d) le dividende annuel ne peut dépasser le pourcentage défini par le Conseil national de la Coopération;

33° « Société coopérative d'utilisation de matériel agricole », en abrégé « CUMA » : la société coopérative constituée conformément au Code des sociétés, livre I^{er}, titre I^{er}, article 2, § 2, quatrième tiret, dont l'objet social doit se rattacher principalement, dans l'exploitation de ses membres, à l'utilisation en commun du matériel agricole nécessaire à l'activité agricole de ses membres. La majorité des membres de la CUMA, avec un minimum de trois, doivent être des agriculteurs. La CUMA doit en outre remplir les conditions c et d énumérées au 32°;

34° « superficie fourragère » : surfaces fourragères telles que codifiées dans la notice explicative de la déclaration de superficie en vigueur l'année de la demande et arrêtée par le Ministre;

35° « Taux de calcul » : taux servant au calcul de l'aide octroyée sous forme de subvention-intérêt, établi trimestriellement, et pour la première fois pour le premier trimestre 2007; il est égal à la moyenne du taux OLO à 10 ans du trimestre précédent augmenté d'1 %;

36° « Unité gros bétail » en abrégé « UGB » : le nombre d'unités gros bétail est obtenu en multipliant le nombre de bovins, équins, porcins, volailles, brebis ou chèvres par les coefficients suivants :

- Taureaux, vaches et autres bovins de plus de deux ans, équidés de plus de 6 mois 1,0 UGB
- Bovins entre 6 mois et 2 ans 0,6 UGB
- Bovins de moins de 6 mois 0,4 UGB
- Ovins et caprins 0,15 UGB
- Truies reproductrices de plus de 50 kg 0,5 UGB
- Autres porcins 0,3 UGB
- Poules pondeuses 0,014 UGB
- Autres volailles 0,003 UGB;

37° « unité de production » : l'ensemble des moyens de production en connexité fonctionnelle et à l'usage exclusif de l'agriculteur, en ce compris les bâtiments, les infrastructures de stockage, les animaux d'élevage, les terres et les stocks d'aliments, qui sont nécessaires en vue de pratiquer une ou plusieurs spéculations agricoles;

38° « unité de travail », en abrégé « UT » : la fraction de 1 800 heures par an de travail prestées par toute personne active dans une exploitation agricole et affiliée au statut social d'exploitant agricole indépendant soit au titre d'agriculteur, soit au titre d'aidant; cette fraction est établie sur base de l'attestation de la caisse d'assurance sociale; elle ne peut dépasser 1 unité par personne et ne peut dépasser 0,5 unité si la personne travaille plus de 1 170 heures dans des activités professionnelles extérieures à l'exploitation;

39° « zone franche rurale » : la zone faisant partie de celles définies conformément à l'article 38 du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon ».

CHAPITRE II. — Conditions d'éligibilité

Art. 2. La qualification professionnelle suffisante pour bénéficier de l'aide à l'investissement est prouvée lorsque l'exploitant agricole remplit l'une des conditions énumérées ci-dessous :

1° Etre titulaire d'au moins un des diplômes d'enseignement suivant :

- a) enseignement supérieur, de type court ou long, d'une orientation agricole, horticole ou relevant du secteur 1;
- b) master de bio ingénieur ou d'ingénieur agronome ou d'ingénieur chimiste et des industries agricoles;
- c) ingénieur chimiste et des bio-industries ou de docteur en médecine vétérinaire;

d) diplôme ou certificat, homologué ou délivré par un Jury d'Etat, de l'enseignement secondaire supérieur d'une subdivision agricole, horticole ou relevant du secteur 1 ou le certificat de qualification de la 6^e année de l'enseignement secondaire y afférant; ou

2° prouver deux ans d'expérience pratique après l'obtention d'au moins un des diplômes ou certificats homologués ou délivrés par un jury d'Etat autres que ceux visés ci-avant d'enseignement secondaire supérieur, supérieur du type court ou du type long, universitaire ou après l'obtention d'un diplôme ou certificat de qualification délivrés après 4 années au minimum de l'enseignement secondaire, d'une subdivision agricole, horticole ou apparentée; ou

3° prouver trois ans d'expérience pratique après l'obtention d'un certificat de formation post-scolaire agricole du type B ou le certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone; ou

4° prouver une expérience pratique d'au moins cinq ans.

Sans préjudice du respect de l'obligation d'expérience pratique fixée par le présent arrêté, les diplômes ou certificats équivalents délivrés par un autre Etat membre de l'Union européenne et reconnus pour l'accès à l'aide à l'investissement sont acceptés.

Art. 3. § 1^{er}. La qualification professionnelle suffisante pour bénéficier de l'aide à l'installation est prouvée lorsque le demandeur remplit une des conditions énumérées ci-dessous :

1° être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type court ou long, d'une orientation agricole, horticole ou relevant du secteur 1, ou un diplôme de master de bio-ingénieur ou d'ingénieur agronome ou d'ingénieur chimiste et des industries agricoles ou d'ingénieur chimiste et des bio-industries ou de docteur en médecine vétérinaire;

2° être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat homologué ou délivré par un Jury d'Etat d'enseignement secondaire supérieur d'une subdivision agricole, horticole ou relevant du secteur 1, ainsi que le certificat de qualification de la 6^{ème} année de l'enseignement secondaire y afférant;

3° posséder une expérience pratique d'au moins deux ans et être titulaire d'un des diplômes, autres que ceux visés ci-dessus, de l'enseignement supérieur du type court ou de type long, de l'enseignement universitaire ou un des titres équivalents à un de ces diplômes et d'un certificat d'étude de formation post-scolaire agricole du type B ou le certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone;

4° posséder une expérience pratique d'au moins deux ans et être titulaire d'un des diplômes ou certificats, autres que ceux visés ci-dessus, homologué ou délivré par un Jury d'Etat d'enseignement secondaire supérieur, ou un certificat de qualification délivré après quatre années minimum de l'enseignement secondaire d'une subdivision agricole, horticole ou apparentée, soit un titre équivalent à un de ces diplômes ou certificats visés ci-dessus et un certificat d'étude de formation post-scolaire agricole du type B ou le certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone;

5° posséder une expérience pratique d'au moins trois ans et être titulaire :

- a) soit d'un certificat d'étude de formation post-scolaire agricole du type B;
- b) soit d'un certificat d'étude de formation professionnelle au terme d'un programme d'au moins 150 heures,
- c) soit d'un certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone.

Sans préjudice du respect de l'obligation d'expérience pratique fixée par le présent arrêté, les diplômes ou certificats équivalents délivrés par un autre Etat membre de l'Union européenne et reconnus pour l'accès à la première installation sont acceptés.

§ 2. A défaut de pouvoir prouver l'expérience pratique visée au paragraphe précédent par les périodes d'affiliation à une caisse d'assurances sociales, le demandeur peut établir qu'il dispose d'une expertise suffisante. Pour justifier de cette expertise suffisante, le demandeur introduit une demande motivée auprès du Comité d'installation des jeunes agriculteurs. Dans les trente jours ouvrables suivant la réception de cette demande, le Comité d'installation des jeunes agriculteurs auditionne le demandeur et se prononce sur le caractère suffisant de l'expertise du demandeur en tenant compte du type d'exploitation concerné.

Art. 4. § 1^{er}. Seuls les investissements réalisés dans les unités de production situées en Région wallonne peuvent donner droit au bénéfice des aides fixées dans le présent arrêté.

L'exploitant agricole doit disposer d'une adresse de correspondance en Région wallonne.

Lors de l'octroi d'une des aides prévues aux chapitres I^{er} et II du Titre II, il est exigé de l'exploitant agricole qu'il tienne une comptabilité de gestion auprès de personnes physiques ou morales agréées par le Ministre.

Cette comptabilité comporte :

1° l'établissement d'un inventaire annuel d'ouverture et de clôture;

2° l'enregistrement systématique et régulier, au cours de l'exercice comptable, des divers mouvements en nature et espèces concernant l'exploitation.

La présentation annuelle doit comporter :

1° une description des caractéristiques générales de l'exploitation, notamment des facteurs de production mis en oeuvre;

2° un bilan (actif et passif) et un compte d'exploitation (charges et produits) détaillés;

3° les éléments nécessaires à l'appréciation de l'efficacité de la gestion de l'exploitation dans son ensemble, ainsi que de la rentabilité des principales spéculations.

Le Ministre peut fixer la forme de présentation de ces documents.

Cette comptabilité est tenue pendant toute la durée de l'aide, avec un minimum de cinq ans.

§ 2. Par dérogation au paragraphe précédent, pour les exploitations horticoles, toute autre forme de comptabilité est acceptée.

§ 3. Les CUMA et groupements fourragers sont tenus à la présentation d'une comptabilité simplifiée dans la forme définie par le Ministre.

CHAPITRE III. — *Introduction et instruction des plans d'investissements et des demandes réduites à un seul investissement*

Art. 5. § 1^{er}. Tout plan d'investissements ou toute demande réduite à un seul investissement est introduit par le demandeur par courrier auprès de l'administration, selon la présentation fixée par le Ministre. Une copie sous forme informatique est également transmise.

Un accusé de réception envoyé dans les dix jours ouvrables notifie au demandeur que son dossier est complet ou, dans le cas contraire, indique les pièces manquantes.

§ 2. L'administration peut demander au demandeur de présenter ou de défendre son plan.

Le demandeur peut y être accompagné par son consultant.

§ 3. Si, au vu de l'examen du dossier, l'administration estime devoir requérir du demandeur des documents ou des informations complémentaires, elle le fait savoir au demandeur par courrier. Cette demande suspend le traitement du dossier.

§ 3bis. Lorsque le dossier du demandeur a été jugé incomplet ou que l'administration a requis du demandeur qu'il complète son dossier en application du paragraphe précédent, un nouvel accusé de réception est adressé au demandeur lorsque le dossier de celui-ci est considéré comme complet.

§ 4. Dans un délai de six mois à dater de la notification de l'accusé de réception du dossier complet, le Directeur général approuve totalement, partiellement ou conditionnellement, ou refuse le plan d'investissements sur trois ans ou la demande réduite à un seul investissement.

La décision du Directeur général est motivée et, en cas de refus, ou d'approbation partielle ou conditionnelle, reprend intégralement le libellé du paragraphe 5.

§ 5. Le demandeur peut, dans les deux mois de la réception de la décision du Directeur général, introduire une demande de révision de la décision auprès du Ministre. Cette demande est adressée à l'Administration. Dans la demande de révision, le demandeur peut solliciter à être entendu par le Ministre ou son représentant.

§ 6. La notification de l'acceptation par l'autorité compétente du plan d'investissements sur trois ans ou de la demande réduite à un seul investissement précise la valeur et la nature du ou des investissements bénéficiaires de l'aide ainsi que, par investissement, le montant, le calendrier de réalisation, les indicateurs de suivi et les pièces à présenter comme justificatif de celui-ci.

Art. 6. L'article 5 est applicable à toutes les demandes d'aides reprises au chapitre I^{er} du titre II.

Titre 2. — *Aides aux investissements et à l'installation dans le secteur agricole*

CHAPITRE I^{er}. — *Aides aux investissements dans le secteur agricole : le plan d'investissements*

Section 1^{re}. — *Exploitants agricoles*

Art. 7. § 1^{er}. Peut bénéficier des aides aux investissements dans les exploitations (également dénommées « aides »), l'exploitant agricole qui :

1^o est âgé, sauf cas de force majeure précisés à l'article 96, a) et b), de vingt ans minimum à la date du premier paiement de l'aide;

2^o justifie de la qualification professionnelle telle que visée à l'article 2;

3^o fournit selon le modèle fixé par le Ministre les éléments de comptabilité permettant d'apprécier la viabilité de l'exploitation et l'impact des investissements sur cette viabilité; la viabilité est établie lorsque le revenu lié à l'exploitation, au terme du plan d'investissements, est au moins égale à 7.500 euros par 0,5 unité de travail;

4^o retire de son exploitation agricole, à l'origine du plan d'investissements, un revenu par unité de travail inférieur à 40.000 euros;

5^o prouve que l'exploitation qui bénéficiera des aides aux investissements respecte les normes fixées par la réglementation en matière de capacité de stockage des effluents d'élevage et, à défaut, s'engage à réaliser la mise en conformité et la mise aux normes de ses capacités de stockage des effluents d'élevage;

6^o prouve qu'il exerce son activité à titre principal ou non-principal depuis au moins trois ans à la date du dépôt de sa demande sauf s'il bénéficie de l'aide à l'installation visée à l'article 22.

§ 2. Pour bénéficier des aides, le demandeur établit pour son exploitation un plan d'investissements sur trois ans, également dénommé, « plan ». Ce plan respecte les exigences suivantes :

1^o il présente une image complète de la situation initiale de l'exploitation ainsi que les objectifs spécifiques définis en vue du développement de ses activités;

2^o il présente l'ensemble des investissements prévus, éligibles ou non à l'aide, et montre leur cohérence avec les objectifs de l'exploitation, ainsi que leur pertinence économique, environnementale et technique;

3^o il présente les charges et recettes que les investissements vont générer au regard des éléments de la comptabilité de gestion prévue par l'article 4, disponible ou à élaborer.

§ 2bis. Aucun investissement ne peut être réalisé ou entamé avant la date d'acceptation du plan par l'autorité compétente, sauf en cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles couverts par l'article 96 et pour autant que l'investissement soit nécessaire à la continuité de l'exploitation.

§ 3. Le Ministre fixe le contenu du plan.

Le plan d'investissements sur trois ans est rédigé par l'exploitant seul ou avec l'aide d'un consultant. Dans ce dernier cas, le consultant contresigne le plan.

§ 4. Une même exploitation ne peut simultanément faire l'objet de plus d'un plan d'investissements.

Un même exploitant agricole ne peut solliciter, simultanément ou non, sous couvert de deux numéros de producteurs différents ou non, plus d'une aide pour la réalisation d'un plan d'investissements ou d'une demande réduite à un seul investissement.

Une aide pour la réalisation d'un plan d'investissements ne peut simultanément être octroyée à un exploitant agricole personne physique et à la personne morale dont cet exploitant agricole personne physique est administrateur délégué, gérant ou associé gérant ou l'un de ceux-ci.

§ 5. Le ou les investissements prévus par le plan ou la demande respectent les normes communautaires qui leur sont applicables.

§ 6. L'octroi d'aides sollicitées par les associations et groupements autres que les APL et GPL est soumise aux conditions suivantes :

1° tous les membres de l'association signent la demande d'aide;

2° l'association respecte les conditions applicables aux exploitants agricoles; les conditions fixées au § 1^{er}, alinéa 2, sont réputées acceptées si au moins 50 % des personnes composant l'association y répondent;

3° la majoration visée à l'article 15, 1°, est appliquée pour autant que celui-ci soit personnellement éligible.

Art. 8. § 1^{er}. Lors de la mise en œuvre du plan d'investissements sur trois ans dont l'acceptation a été notifiée par l'autorité compétente, ci-après dénommé « le plan accepté », les règles suivantes sont d'application.

§ 2. Seuls les investissements repris dans le plan accepté dans les conditions prévues par ledit plan ou dans le respect d'adaptations préalablement approuvées par l'autorité compétente, peuvent bénéficier d'une aide.

§ 3. Pour les investissements réalisés par un exploitant agricole conformément aux conditions fixées par le plan accepté, le paiement des aides ne pourra être établi que sur la base de la présentation, dans les formes fixées par le Ministre, du justificatif de l'investissement.

Le paiement des aides est acquis tant que l'exploitant agricole satisfait aux conditions d'éligibilité.

§ 4. Les investissements prévus par le plan doivent être réalisés ou, à tout le moins, commencés dans les six mois qui suivent l'année pour laquelle ils sont prévus. Seul le millésime est exigé comme date prévue de réalisation.

Une tolérance de prix de plus ou moins 20 % par rapport au coût d'investissement prévu par le plan accepté dans le respect du plafond général des aides fixé à l'article 18, paragraphe 1^{er}, est appliquée. Le montant de l'aide est adapté à due concurrence. Toutefois, le total des aides effectivement octroyées sur la durée du plan ne peut dépasser le montant total des aides notifiées par l'autorité compétente lors de l'acceptation du plan.

Il revient à l'exploitant agricole de demander à l'autorité compétente une adaptation du montant total des aides qui lui sont accordées préalablement à la réalisation d'un investissement qui peut conduire au dépassement du montant total des aides qui lui a été initialement notifié par l'autorité compétente. Les adaptations ainsi introduites ne peuvent remettre en cause les objectifs et les lignes directrices fixés pour le plan accepté.

§ 5. Au-delà du seuil de tolérance visée au paragraphe 4, toute adaptation du plan accepté portant sur la valeur d'un investissement, sa nature ou le calendrier de réalisation doit faire l'objet d'une demande par courrier auprès de l'administration.

Pour autant que les adaptations introduites ne remettent pas en cause les objectifs et les lignes directrices fixés pour le plan et ne conduisent pas à un dépassement du montant total des aides notifiées par l'autorité compétente, l'administration dispose de vingt jours ouvrables pour répondre à la demande.

En cas d'adaptations qui conduisent en une ou plusieurs fois au dépassement du montant total des aides notifiées par l'autorité compétente lors de l'acceptation du plan, ce montant total pourra être adapté par l'autorité compétente dans le respect du plafond fixé à l'article 18, paragraphe 1^{er}.

Les demandes d'adaptations qui portent uniquement sur le renoncement à un ou plusieurs investissements prévus par le plan accepté peuvent être introduites à tout moment. Dans tous les autres cas, un bénéficiaire de l'aide ne peut introduire de demandes d'adaptations que trois fois par an au cours de la durée du plan. Ces demandes ne peuvent porter que sur les investissements dont la date d'exécution prévue n'est pas dépassée. Elles ne peuvent remettre en cause les objectifs et les lignes directrices fixées pour le plan accepté et doivent renforcer la pertinence et la cohérence du plan accepté.

Toute modification, par suppression ou ajout, doit être motivée et justifiée pour des raisons techniques, économiques ou sociales, par un cas de force majeure ou des circonstances exceptionnelles. Il en est de même pour une demande de prolongation du plan de maximum deux ans.

La majoration de l'aide prévue par l'article 15, paragraphe 3, est perdue lorsqu'une demande d'adaptation d'un plan initialement présenté avec l'aide d'un consultant est introduite sans l'aide d'un consultant. La perte de majoration est appliquée avec effet rétroactif pour toute la durée du plan et sur l'ensemble des investissements couverts par le plan.

§ 6. En dehors des cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles couverts par l'article 96, des cas d'association d'exploitations agricoles tels que prévu à l'article 21 ou des cas d'opportunités exceptionnelles reconnues par le Ministre, un plan d'investissements ne peut être interrompu dans les deux ans suivant la date de son acceptation par le Ministre. Un nouveau plan introduit par un agriculteur, seul ou en association, dans les deux mois suivant l'interruption prématurée autorisée de son ou de leurs plans acceptés bénéficie d'un traitement prioritaire.

§ 7. Le bénéficiaire d'une aide est libre de ne pas réaliser un investissement prévu par son plan accepté. Conformément au paragraphe 4, il doit en avertir l'administration et la moitié du montant de l'aide volontairement abandonnée est déduite du plafond total de l'aide fixé par l'article 18, paragraphe 1^{er}.

Section 2. — CUMA

Art. 9. § 1^{er}. Une CUMA, dont les membres répondent aux exigences de l'article 7, paragraphe 1^{er} et dont la comptabilité démontre qu'elle est et restera au moins à l'équilibre, peut bénéficier d'aides pour les investissements dans la CUMA et introduire un plan d'investissements sur trois ans.

§ 2. Une CUMA, selon les conditions et seuils fixés aux articles 13 à 18, peut bénéficier d'aides pour les investissements suivants :

1° les investissements en matériel, soit liés à des spéculations particulières, soit nécessaires au transport, à la traction, à la manutention, à la récolte en commun de productions des membres;

2° les investissements en biens immeubles, à la condition qu'il s'agisse d'immeubles servant à abriter le matériel appartenant à la CUMA et qu'ils soient érigés sur un fond appartenant à la CUMA ou dont celle-ci a la jouissance pour une durée au moins égale à celle de la garantie publique;

3° les investissements en adaptation de biens immeubles, à la condition qu'il s'agisse d'immeubles appartenant à la CUMA et servant à abriter le matériel appartenant à la CUMA.

§ 3. L'utilisation collective du matériel de la CUMA par au moins trois des agriculteurs membres de la CUMA doit pouvoir être vérifiée à tout moment. En outre, un même agriculteur ne peut justifier l'éligibilité d'un même matériel ou d'un matériel similaire dans plus d'une CUMA.

De même, un agriculteur possédant un matériel similaire et de moins de dix ans ne peut justifier de l'éligibilité de ce matériel ou d'un matériel similaire au sein d'une CUMA.

Pour le matériel appartenant à la CUMA, ce délai est ramené à sept ans.

Un agriculteur ne peut justifier de l'éligibilité d'un même matériel ou d'un matériel similaire dans plus d'une CUMA.

Les mêmes règles sont d'application pour les demandes d'aides introduites par un agriculteur en son nom propre. Il ne sera toutefois tenu compte que du matériel de la CUMA pour lequel il est établi qu'il en est l'un des utilisateurs.

§ 4. Le Ministre fixe le contenu du plan.

§ 5. Lors de l'introduction de la demande de liquidation de l'aide prévue octroyée par le plan, la CUMA doit, pour chaque investissement, en plus du justificatif prévu dans son plan, fournir le procès-verbal de la décision d'investissement contresigné par tous les membres de la CUMA.

§ 6. Lorsqu'au cours de la réalisation du plan, la défection d'un membre de la CUMA conduit au non respect du paragraphe 1^{er}, la CUMA en informe l'administration et dispose de six mois pour trouver un remplaçant. Si, au terme de ce délai, les exigences du paragraphe 1^{er} ne sont toujours pas remplies, le plan est interrompu; les aides déjà versées aux membres restent acquises.

Art. 10. Une CUMA composée d'au moins deux tiers de coopérateurs ayant été associés antérieurement dans une autre CUMA ou associés simultanément dans une autre CUMA bénéficiant déjà d'un plan d'investissements, n'est pas éligible à l'aide.

Section 3. — Groupements fourragers

Art. 11. § 1^{er}. Un groupement fourrager ayant obtenu la reconnaissance de l'administration peut bénéficier d'aides pour les investissements dans le groupement et introduire un plan d'investissements sur trois ans.

§ 2. L'aide n'est accessible que si au moins deux tiers des membres n'ont pas déjà fait partie d'un autre groupement fourrager.

§ 3. Lors de l'introduction de la demande de liquidation de l'aide prévue octroyée par le plan, le groupement fourrager doit, pour chaque investissement, en plus du justificatif prévu dans son plan, fournir le procès-verbal de la décision d'investissement contresigné par tous les membres du groupement fourrager. L'aide est payée directement aux membres, proportionnellement à la part supportée par chacun dans le financement du matériel faisant l'objet de l'aide.

§ 4. Lorsqu'au cours de la réalisation du plan, la défection d'un membre du groupement conduit au non respect du paragraphe 1^{er}, le groupement en informe l'administration et dispose de six mois pour trouver un remplaçant. Si au terme de ce délai les exigences du paragraphe 1^{er} ne sont toujours pas remplies, le plan est interrompu; les aides déjà versées aux membres restent acquises.

§ 5. Un même agriculteur ne peut justifier de l'éligibilité d'un même matériel ou d'un matériel similaire dans plus d'un groupement fourrager.

Section 4. — Les aides

Art. 12. Les aides visées au présent chapitre sont conformes au Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural.

Art. 13. Les aides aux agriculteurs, CUMA, groupements fourragers ou groupements de producteurs laitiers dont les plans d'investissements sur trois ans ont été acceptés conformément aux niveaux maxima d'aides fixés à l'article 14 sont :

1° une aide financière, selon une répartition précisée dans le plan adopté, sous la forme soit :

a) d'une subvention-intérêt égale à la différence entre le taux de calcul défini à l'article 1^{er}, 31°, en vigueur au moment de la signature du prêt avec l'organisme de crédit et le taux minimum de 2,0 % à charge du bénéficiaire. Le taux de subvention intérêt ne peut être supérieur à 5 % et la subvention-intérêt porte sur une durée maximum de sept ans pour les investissements en matériel et de maximum quinze ans pour les investissements en bâtiments.

Par investissement, l'aide ne peut en aucun cas dépasser les montants prévus par les articles 14 et 15;

b) d'une intervention en capital versée en une tranche si le montant de l'aide est inférieur à 10.000 euros, deux tranches s'il est compris entre 10.000 et 20.000 euros et trois tranches s'il est supérieur à 20.000 euros.

Dans les limites des disponibilités budgétaires, l'intervention en capital sera préférée à l'intervention en subvention-intérêt;

c) d'une combinaison d'aides en subvention-intérêt et sous forme de prime en capital.

2° la garantie publique qui peut être accordée pour tout investissement du plan accepté et pour lequel un prêt est demandé auprès d'un organisme public ou privé agréé à cette fin, complète les sûretés constituées par le demandeur de crédit et ne peut couvrir plus de 75 % du solde restant dû du crédit portant sur les investissements éligibles, à l'exclusion de la T.V.A.

Le paiement de la subvention-intérêt est suspendu dès lors qu'il est fait appel à l'exécution de la garantie.

Art. 14. § 1^{er}. Est éligible, au taux de 20 % d'aide, toute dépense ne correspondant pas un investissement de remplacement et relative à :

1° l'acquisition ou l'adaptation de matériel neuf ou d'occasion au sens de l'article 91 et destiné à la poursuite, le développement ou la création d'une activité, y compris la première transformation et la vente à la ferme, dans une exploitation agricole, une CUMA, un groupement fourrager, une APL ou un GPL;

2° l'aménagement, la rénovation lourde, la remise en état suite à des dommages encourus, la construction ou l'acquisition d'infrastructures immobilières agricoles ou horticoles, y compris la première transformation et la vente à la ferme; pour les productions reprises ci-dessous, les conditions correspondantes suivantes doivent être respectées :

a) pour les élevages avicoles ou porcins : respecter ou s'engager à respecter un cahier de charge correspondant à un produit de qualité différenciée et porter sur des investissements ne relevant pas de la classe 1 au sens du permis d'environnement;

b) pour les élevages : avoir un taux de liaison au sol - tel que défini à l'article R 212, paragraphe 3, du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote - inférieur ou égal à 1 pour le dernier millésime connu au moment du dépôt de la demande et ne pas dépasser ce seuil pendant la mise en œuvre du plan;

c) pour les exploitations de production laitière : ne pas conduire à un dépassement de la quantité de référence sauf si une quantité de référence supplémentaire est accordée ou obtenue par un transfert; dans ce cas, les aides ne sont accordées que si l'investissement ne porte pas le nombre de vaches laitières à plus de 200 par exploitation, APL ou GPL;

3° la transplantation de bâtiments d'une exploitation effectuée dans l'intérêt public ou lorsque le bailleur a donné congé à l'exploitant agricole et qu'il en a obtenu validation devant le juge de paix ou justifiée par des prescriptions environnementales dans le respect des conditions fixées au 2°;

4° les travaux d'amélioration foncière;

5° le matériel spécifique à la production de biocarburants et/ou d'énergie renouvelable avec des produits et sous-produits de l'activité agricole de l'exploitation ou de la coopérative ainsi que les installations de traitement des effluents d'élevage avec production de biocarburants et d'énergie renouvelable;

6° l'aménagement de bâtiments ou adaptation de matériel afin de réaliser des économies d'énergie en complément aux autres aides publiques déjà octroyées par la Région et dans le respect des plafonds d'aides fixés par le Règlement (CE) 1698/2005;

7° les aménagements permettant une réduction des émissions de gaz polluants d'origine agricole;

8° l'installation de systèmes de filtrage de l'air de ventilation des bâtiments d'hébergement des animaux ainsi que leurs dispositifs de ventilation à air mélangé;

9° les investissements dans des systèmes d'observation et d'avertissement dans le cadre de la lutte intégrée.

§ 2. Par dérogation au précédent paragraphe, ne sont pas éligibles les dépenses relatives à :

1° l'acquisition de terres, de plantes annuelles, de droits à paiement unique, de quotas, d'animaux ainsi que les simples opérations de remplacement, sauf les exceptions spécifiquement déterminées par le présent arrêté;

2° les travaux de drainage ou d'irrigation, l'acquisition de matériel d'irrigation à moins que ces investissements n'entraînent une réduction de la consommation d'eau d'au moins 25 %;

3° l'adaptation de bâtiments existants pour répondre à des normes légales allant au-delà des normes communautaires minimales ou pour répondre aux normes communautaires minimales dans les domaines de la protection de l'environnement, de la santé publique, du bien être animal ou de la sécurité sur le lieu du travail qui est réalisée au-delà d'un délai de 36 mois suivant leur adoption au niveau communautaire ou au-delà de la période de transition prévue par le règlement;

4° l'adaptation de bâtiments existants pour répondre aux normes communautaires minimales dans les domaines de la protection de l'environnement, de la santé publique, du bien-être animal ou de la sécurité sur le lieu du travail par des jeunes exploitants agricoles tels que définis à l'article 22 du Règlement (CE) 1698/2005 qui est réalisée au-delà du délai de trente six mois suivant leur installation.

§ 3. Les investissements destinés aux activités touristiques, pédagogiques et artisanales peuvent bénéficier d'une aide de 20 % des dépenses relatives à :

1° l'acquisition, l'adaptation, le remplacement dépassant les seuils fixés par l'article 1^{er}, 2^o, de matériel neuf ou d'occasion au titre de l'article 91 destiné à la poursuite ou au développement d'une activité touristique, pédagogique ou artisanale dans une exploitation agricole ou un groupement de producteurs laitiers;

2° la transformation ou l'aménagement de bâtiments existants pour la poursuite ou le développement d'activités touristiques, pédagogiques ou artisanales dans ou en dehors de l'exploitation.

Art. 15. Les niveaux d'aides à l'investissement fixés à l'article 14 sont majorés :

1° de 10 points de pourcent pour tout investissement réalisé dans les six ans qui suivent la date d'installation effective, en qualité de chef d'exploitation, lorsque celle-ci est intervenue au plus tard avant que l'exploitant ait atteint l'âge de quarante ans. Lorsque le bénéficiaire de la majoration est installé depuis moins de six ans est membre d'une association, la majoration est accordée proportionnellement à la participation du bénéficiaire dans l'association; toutefois, pour les investissements immobiliers, la majoration est entièrement acquise pour autant que le bénéficiaire de la majoration soit le propriétaire du fonds. Lorsque le bénéficiaire de cette majoration est administrateur délégué, gérant ou associé gérant d'une personne morale, la majoration est accordée proportionnellement au nombre de parts détenues par le bénéficiaire dans ladite personne morale;

2° de 5 points de pourcent si le plan d'investissements est présenté par un exploitant agricole situé en zone défavorisée telle que définies à l'article 1^{er}, 27°;

3° de 5 points de pourcent si le plan d'investissements est présenté par une CUMA;

4° de 2,5 points de pourcent si le plan d'investissements ainsi que toutes les éventuelles demandes d'adaptation dudit plan sont présentées par un exploitant agricole ayant fait appel à un consultant agréé;

5° de 10 points de pourcent pour tout investissement destiné spécifiquement à une production de qualité différenciée lors de son démarrage ou de sa première extension pour autant qu'il ne relève pas d'un permis d'environnement de la classe 1 au sens du permis d'environnement et que l'exploitant agricole s'engage à poursuivre cette production pendant minimum six ans.

Art. 16. Pas plus de deux majorations prévues à l'article 15 ne peuvent être ajoutées au taux fixé à l'article 14 pour les aides accordées à chacun des éléments repris dans le plan d'investissements de trois ans.

Art. 17. Pour être recevable, un plan d'investissements doit prévoir au minimum 15.000 euros d'investissements sur sa durée et chaque investissement présenté dans le plan, pris individuellement, doit être supérieur à 5.000 euros.

Le montant maximal éligible à l'aide par investissement présenté dans le plan est de 350.000 euros pour les investissements en bâtiments (constructions et équipements) et/ou en matériel. L'aide ne peut toutefois être octroyée, pour des investissements en bâtiment, sur des montants dépassant les maxima par mètre carré fixés par le Ministre conformément à l'article 95.

Ces montants maximaux éligibles à l'aide sont augmentés de 50 % lorsque le plan d'investissements est présenté soit par une CUMA soit pour les investissements spécifiques au secteur horticole.

Art. 18. Un plafond de 100.000 euros est fixé au total cumulé de l'ensemble des aides allouées à une exploitation pour les divers investissements éligibles dans le cadre de son plan d'investissements.

Art. 19. Aucune aide ne sera liquidée ou mise en œuvre si l'exploitation ne s'est pas conformé aux obligations relatives à la mise en conformité des infrastructures de stockage et des effluents d'élevage.

Art. 20. Le Ministre détermine les cas et la mesure dans lesquels l'aide peut être accordée, en tout ou en partie, sous la forme d'amortissements différés de l'emprunt sans que les maxima d'intervention autorisés ne soient dépassés.

Art. 21. § 1^{er}. Lorsque plusieurs agriculteurs mettent en commun leurs exploitations ne résultant pas de la partition d'une exploitation antérieurement unique, et que chaque membre de l'association répond aux exigences de l'article 5, paragraphe 1^{er}, l'article 8, paragraphe 6 n'est pas d'application. Dans ce cas, les membres de l'association peuvent interrompre la réalisation de leur plan d'investissements en cours et l'association peut introduire un nouveau plan d'investissements sur trois ans en son nom propre. Les exploitants agricoles associés doivent produire un contrat d'association, signé par toutes les parties en cause, lesquelles s'engagent solidairement. La durée de l'association doit être au moins égale à la durée de la subvention et ne peut être inférieure à six ans.

§ 2. Pour le premier plan d'investissements présenté par de nouvelles associations d'exploitations créées à compter du 1^{er} janvier 2007 et respectant les exigences du paragraphe 1^{er}, en dérogation à l'article 18, 1^{er} alinéa, le plafond est fixé à 75.000 euros par membre de l'association, plafonné à 250.000 euros pour l'association. Pour son premier plan une nouvelle association peut bénéficier d'une majoration de 50 % des valeurs maximales des investissements éligibles à l'aide fixés à l'article 17. L'association doit présenter un plan d'investissements complet respectant la structure et le contenu fixés à l'annexe I^{re}.

§ 3. Dans le cas d'une APL, le titulaire de l'unité de production à partir de laquelle se feront les livraisons ou les ventes directes de l'APL, peut inscrire dans son plan d'investissements les investissements spécifiques nécessaires au développement des activités de production et de commercialisation de l'APL. Ce plan doit répondre au prescrit de l'annexe I^{re}. Dans ce cas l'article 21, paragraphe 1^{er}, n'est pas d'application.

§ 4. Un GPL peut introduire un plan d'investissements nécessaire au développement des activités du GPL. Ce plan couvre l'ensemble des investissements prévus par les membres du GPL pour l'ensemble de leurs productions. Il doit répondre au prescrit de l'annexe III. Lors de la création du GPL, les plans personnels en cours des membres formant le nouveau GPL sont annulés et l'article 21, paragraphe 1^{er} est d'application.

L'introduction et l'instruction du plan d'investissements se font conformément aux articles 5 et 6.

CHAPITRE II. — Aides à l'installation de jeunes exploitants agricoles

Art. 22. § 1^{er}. Les aides visées au présent chapitre sont conformes au Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural.

Peut bénéficier des aides à l'installation pour une création ou une reprise totale d'une exploitation agricole ou pour une reprise partielle d'une exploitation en maximum deux phases couvrant chacune au minimum 25 % de la valeur totale des investissements éligibles de la reprise, celui qui :

1° s'installe pour la première fois, comme chef d'exploitation, sur une exploitation en qualité d'exploitant agricole à titre principal ^o, et devient agriculteur à la date du dépôt de la demande d'aide; l'installation en qualité d'exploitant agricole à titre principal d'une personne physique est prouvée par une convention de reprise ou, à défaut, par l'affiliation de celle-ci au statut social d'exploitant agricole indépendant à titre principal. Pour les personnes morales, cette condition se vérifie dans le chef de tout administrateur délégué ou gérant qui s'installe pour la première fois;

2° justifie de la qualification professionnelle visée à l'article 3 à la date du dépôt de l'installation; pour les personnes morales, il faut apporter en outre la preuve que tout administrateur délégué ou gérant sollicitant l'aide à l'installation possède la qualification professionnelle visée à l'article 3 à la date du dépôt de la demande d'installation;

3° est âgé de moins de quarante ans à la date du dépôt de la demande d'aide;

4° est âgé, sauf cas de force majeure précisés à l'article 96, 1° et 2°, de vingt ans minimum à la date du premier paiement de l'aide;

5° a réalisé à la date d'installation, sauf cas de force majeure précisés à l'article 96, 1° et 2°, un stage en conformité avec les exigences du décret de la Région wallonne relatif à la formation professionnelle en agriculture du 12 juillet 2001 ou en conformité avec l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 27 mai 1993 relatif à la formation et au perfectionnement professionnels des personnes travaillant dans l'agriculture et ses modifications postérieures; toutefois est dispensé de ce stage celui qui :

— est né avant le 1^{er} janvier 1978, ou

— assume seul la charge de mère ou de père de famille;

6° présente un plan de développement accompagné d'un projet de convention de reprise ou de création. Le contenu du plan est fixé par le Ministre. Des indicateurs de suivi de la mise en œuvre du plan de développement sont fixés par le plan;

7° fait appel à un consultant pour le conseiller dans son projet professionnel de reprise ou de création et s'engage à s'adjoindre les conseils d'un consultant pour une période minimale de trois ans et à tenir une comptabilité conformément aux exigences de l'article 4;

8° prouve que l'exploitation sur laquelle il s'installe respecte les normes de capacité de stockage des effluents d'élevage et, à défaut, s'engage à inscrire la mise en conformité et la mise aux normes des capacités de stockage des effluents d'élevage comme investissement de son plan d'investissements et de le réaliser effectivement dans les trente six mois suivant la date de son installation;

9° justifie la viabilité de l'exploitation au terme du plan de développement; la viabilité est établie lorsque le revenu lié à l'exploitation, au terme du plan d'investissements, est au moins égale à 7.500 euros par 0,5 unité de travail.

En cas de difficultés financières avérées et justifiées, le Ministre peut décider de déroger à l'obligation de rester agriculteur à titre principal, pour une durée à apprécier par lui mais qui ne peut dépasser cinq ans, et de permettre ainsi que le bénéficiaire de l'aide soit agriculteur à titre non principal pendant cette durée.

§ 2. Toute personne qui envisage de solliciter l'aide à l'installation peut introduire auprès de l'Administration une pré-demande. Celle-ci contient les éléments probants portant sur les conditions fixées au § 1^{er}, 2°.

Un accusé de réception envoyé dans les dix jours ouvrables notifie au demandeur que son dossier est complet ou, dans le cas contraire, indique les pièces manquantes.

Si, au vu de l'examen du dossier, l'administration estime devoir requérir du demandeur des documents ou des informations complémentaires, elle le fait savoir au demandeur par courrier. Cette demande suspend le traitement du dossier.

Dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de l'envoi de l'accusé de réception précisant que la pré-demande est complète, l'Administration rend un avis favorable ou défavorable. L'avis de l'Administration est motivé en cas de refus ou d'acceptation conditionnelle.

§ 2bis. Toute personne qui envisage de solliciter l'aide à l'installation introduit auprès de l'Administration un plan de développement lequel précise, le cas échéant, les investissements pour lesquels une aide à l'investissement sera sollicitée conformément au chapitre 1^{er} du présent titre.

Un accusé de réception envoyé dans les dix jours ouvrables notifie au demandeur que son dossier est complet ou, dans le cas contraire, indique les pièces manquantes.

Si, au vu de l'examen du dossier, l'administration estime devoir requérir du demandeur des documents ou des informations complémentaires, elle le fait savoir au demandeur par courrier. Cette demande suspend le traitement du dossier.

L'administration peut inviter le demandeur à présenter son plan. Le demandeur peut décider d'être accompagné par son consultant.

Dans un délai de 6 mois à compter de l'envoi de l'accusé de réception précisant que la demande est complète, l'Administration rend un avis favorable ou défavorable. En cas d'avis favorable ou favorable sous condition, l'Administration précise le montant estimé des aides à l'installation.

L'avis de l'Administration est motivé en cas de refus ou d'acceptation conditionnelle.

§ 3. Le jeune exploitant introduit une demande d'aide à l'installation dans un délai n'excédant pas douze mois après la date de son installation comme agriculteur, exploitant agricole à titre principal, sur base du formulaire établi par l'administration accompagnée des pièces probantes.

Si le jeune exploitant a reçu un avis favorable sur sa pré-demande, la condition fixée au § 1^{er}, 2°, est réputée acceptée.

Si le jeune exploitant a reçu un avis favorable sur son plan de développement, celui-ci est réputé accepté.

Si le jeune exploitant a reçu un avis favorable conditionnel sur son projet de plan de développement, celui-ci sera examiné sur base des éléments précisés dans l'avis motivé.

Un accusé de réception envoyé dans les dix jours ouvrables notifie au demandeur que sa demande est complète ou, dans le cas contraire, indique les pièces manquantes.

L'administration peut demander au demandeur de présenter sa demande. Le demandeur peut décider d'être accompagné par son consultant.

Si, au vu de l'examen du dossier, l'administration estime devoir requérir du demandeur des documents ou des informations complémentaires, elle le fait savoir au demandeur par courrier. Cette demande suspend le traitement du dossier. L'administration peut également, dans les mêmes formes et conditions, demander la révision de tout ou partie du plan.

§ 4. Dans un délai de deux mois à dater de la réception du dossier complet de demande d'aide à l'installation, et pour autant que le plan de développement ait reçu un avis favorable ou favorable sous conditions de l'administration, le Directeur général approuve ou refuse le plan de développement et l'aide à l'installation et notifie sa décision au demandeur.

§ 5. La décision d'octroi des aides à l'installation est prise dans les 18 mois de la signature de convention de reprise ou de la création de l'exploitation

§ 6. Le demandeur peut, dans les deux mois de la réception de l'avis de l'Administration sur le plan de développement, introduire une demande motivée de révision de celui-ci auprès du Ministre. Dans la demande de révision, le demandeur peut solliciter à être entendu par le Comité d'installation des jeunes agriculteurs.

Dans les 30 jours ouvrables de la réception de la demande motivée de révision, le Comité d'installation des jeunes agriculteurs auditionne le demandeur et adresse son avis au Ministre.

Dans un délai de 15 jours ouvrables à dater de la transmission de l'avis, le Ministre révisé ou non l'avis antérieur.

Art. 23. Par dérogation à l'article 7, paragraphe 1^{er}, 2°, celui qui s'installe pour la première fois sur une exploitation en qualité d'exploitant à titre principal doit, pour pouvoir introduire un plan d'investissement dans son plan de développement, démontrer une qualification professionnelle suffisante au sens de l'article 3.

Par dérogation à l'article 14, le plan de développement peut comporter, par espèce animale, un investissement de (re)garnissage du ou des troupeaux de l'exploitation reprise ou créée. Cet investissement doit être réalisé dans les douze mois suivant la date de reprise ou de création.

Art. 24. § 1^{er}. Il est créé un Comité d'installation des jeunes agriculteurs composé comme suit :

1° un agent de l'administration;

2° un expert en économie agricole;

3° trois experts techniques représentatifs des différentes orientations technico-économique.

Le Ministre nomme les membres du Comité pour une durée de trois ans renouvelables.

Lorsque le Comité d'installation des jeunes agriculteurs est saisi d'une demande de révision, il rend son avis sur celle-ci et sur le plan de développement. Il apprécie notamment la valeur des investissements de reprise ou de création, la pertinence pour le demandeur de cette reprise ou de cette création sur le plan technique et économique ainsi que, le cas échéant, la pertinence et la cohérence du projet de plan d'investissements prévu en complément.

Le secrétariat du Comité est assuré par l'Administration.

Le Comité rend un avis motivé positif, négatif ou sous conditions d'adaptation des conditions du plan de développement.

Le Ministre arrête le règlement d'ordre intérieur du Comité.

Les membres du Comité ont droit à un jeton de présence de 50 euros et au remboursement de leur frais de déplacement sur le barème établi pour les agents de la Région wallonne.

Art. 25. § 1^{er}. La notification des aides à l'installation précise la valeur et la nature des investissements éligibles à l'aide ainsi que, par investissement, le montant, la forme de l'aide, le calendrier de réalisation, les indicateurs de suivi et les pièces à présenter comme justificatif de l'investissement. Chaque investissement individuel recevant une aide peut bénéficier, pour le prêt relatif à l'investissement considéré, de la garantie publique telle que prévue à l'article 12, paragraphe 2. La couverture exacte de la garantie est appréciée par l'administration au cas par cas au moment de la conclusion du prêt;

§ 2. Lorsque l'aide est fournie sous forme de subvention-intérêt, le taux de calcul retenu dans les conditions sera le taux de calcul en vigueur au moment de la signature effective du prêt par le bénéficiaire avec l'organisme de crédit. Le cas échéant la durée de l'aide devra être adaptée pour rester dans les limites du plafond par investissement fixé aux articles 13 et 26;

§ 3. Si le repreneur est un exploitant agricole personne morale, l'aide sera octroyée proportionnellement au nombre de parts détenues par le ou les administrateurs-gérants ou gérants qui satisfont aux conditions reprises à l'article 22.

Art. 26. Les aides maximales prévues pour un plan de développement sont :

1^o sur la première tranche de 100.000 euros d'investissements éligibles une aide en capital, égale à 45 % de l'investissement versée suivant les modalités fixées à l'article 12, paragraphe 1^{er}, point 2;

2^o sur la deuxième tranche d'investissements éligibles de 100.001 euros à 175.000 euros une subvention-intérêt égale à la différence entre le taux de calcul défini à l'article 1^{er}, 35^o, en vigueur au moment de la signature du prêt avec l'organisme de crédit et le taux minimum d'1,00 % à charge du bénéficiaire. Le montant maximal de l'aide sous forme de subvention-intérêt est fixé à 10.000 euros. Le taux de subvention-intérêt ne peut être supérieur à 5 % et la subvention-intérêt porte sur une durée maximum de quinze ans pour les investissements en bâtiments et de sept ans maximum pour les autres investissements. Le cas échéant, la durée de la subvention est réduite pour respecter le plafond de 10.000 euros;

3^o la garantie publique, aux conditions fixées par l'article 12, paragraphe 2, accordée pour tous les emprunts portant sur des investissements éligibles au titre du présent chapitre et pour une durée maximale de dix ans.

Art. 27. La valeur cumulée totale des aides à l'installation prévue à l'article 26, en une ou deux phases, ne peut dépasser 55.000 euros; aucune aide ne sera liquidée ou mise en œuvre si l'exploitation ne s'est pas conformé aux obligations relatives à la mise en conformité des infrastructures de stockage et des effluents d'élevage.

Art. 28. Le total des aides à l'installation octroyées pour les deux phases ne peut dépasser le plafond fixé à l'article 27. Le Ministre fixe les modalités d'octroi des aides pour la phase de reprise ultérieure lorsque la première phase relevait d'une législation antérieure.

Art. 29. Le Ministre détermine les cas et la mesure dans lesquels l'aide peut être accordée, en tout ou en partie, sous la forme d'amortissements différés de l'emprunt.

Art. 30. Les investissements éligibles pour la partie « reprise » ou « création » du plan de développement sont les suivants :

1^o la reprise ou l'achat de matériel;

2^o la reprise de cheptel et le regarnissage éventuel ou l'achat de cheptel en 1^{re} année;

3^o la reprise (achat de bâtiments faisant partie de l'exploitation reprise) ou la construction et l'achat de bâtiments;

4^o la reprise ou l'achat de stocks pour un maximum de 20.000 euros par exploitation;

5^o l'indemnisation d'arrière-engrais pour un maximum de 350 euros par hectare;

6^o l'indemnisation des cultures agricoles en croissance existantes pour un maximum de 750 euros par ha ainsi que la reprise de cultures horticoles sur justification de la valeur;

7^o le rachat de parts au sein d'une exploitation agricole personne morale déjà existante à concurrence de la valeur représentative de chaque part des investissements de reprise figurant aux 1^o à 6^o, sans préjudice de toutes les dispositions du présent chapitre. Cette valeur est établie sur base d'une expertise avec inventaire détaillé par un réviseur d'entreprise agréé par l'Institut des réviseurs d'entreprises;

8^o les frais de conception du plan de développement hors frais de consultant.

CHAPITRE III. — Encadrement pour la préparation et l'exécution des plans d'investissements et des plans de développement

Art. 31. § 1^{er}. Les aides visées au présent chapitre sont conformes au Règlement (CE) n^o 1535/2007 de la Commission du 20 décembre 2007 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis dans le secteur de la production de produits agricoles.

§ 2. Le conseil pour la préparation ou le suivi de l'exécution des plans d'investissements et des plans de développement ne peut se faire que par un consultant.

Art. 32. § 1^{er}. Le Ministre agréé les structures de consultation et reconnaît les consultants suivant les critères énoncés à l'annexe I^{re}.

§ 2. Un consultant qui contresigne au cours d'une même année plus de trois plans d'investissements ou de développement qui sont refusés pour plus de 50 % de la valeur des aides demandées par plan perd son agrément. Au-delà de dix plans, le seuil de sanction est fixé à 30 % des plans introduits qui sont refusés pour plus de 50 % de la valeur des aides demandées par plan.

§ 3. Une structure de consultance qui se voit, chaque année pendant deux années consécutives, retirer la reconnaissance de plus de cinq de ses consultants ou, si la structure compte moins de vingt consultants, de plus de 25 % des consultants, perd son agrément.

§ 4. En cas de retrait de l'agrément ou de la reconnaissance visés au paragraphe 1^{er}, un préavis de deux mois est accordé à la structure ou au consultant.

Un tel retrait ne peut être décidé qu'après avoir entendu les représentants de la structure de consultance ou le consultant intéressé.

Art. 33. L'exploitant agricole n'est pas tenu de suivre l'avis du consultant lors de la conception de son plan de développement. En cas de divergence de vues, le consultant, qui doit contresigner le plan de développement, est tenu d'indiquer dans une annexe au plan la ou les propositions alternatives qu'il formule;

Art. 34. L'exploitant agricole peut faire appel à des consultants différents pour la rédaction du plan de développement et pour sa mise en œuvre. Lorsque plusieurs consultants se succèdent pour la rédaction d'un plan de développement, leurs noms et les motivations de leur remplacement doivent être indiqués dans le plan introduit auprès de l'administration.

Art. 35. Une aide régionale *de minimis* couvrant à 80 % les frais liés à la rédaction d'un plan est attribuée à tout exploitant agricole qui en fait la demande. Le plafond des frais éligibles est fixé à 800 euros pour un plan d'investissements et à 1.200 euros pour un plan de développement comprenant ou non un plan d'investissements.

La moitié de cette aide est honorée lors de l'introduction du plan auprès de l'administration, le solde lors de son acceptation. Le solde n'est pas honoré en cas de refus du plan.

Le Ministre fixe les modalités d'attribution de cette aide.

Si l'aide à la rédaction du plan n'a pas été entièrement utilisée, le solde peut couvrir le coût du consultant pour les adaptations introduites.

Art. 36. Une aide régionale *de minimis* couvrant 80 % des frais liés au suivi de la mise en œuvre d'un plan est attribuée à tout exploitant agricole bénéficiant d'un plan adopté qui en a fait la demande lors de l'introduction de son plan. Le plafond des frais éligibles pour ce suivi est, pour la durée de mise en œuvre du plan, fixé à 900 euros pour un plan de d'investissements et à 1.200 euros pour un plan de développement comprenant ou non un plan d'investissements.

Le tiers de l'aide est honoré lors de l'introduction auprès de l'administration, des rapports annuels ou du rapport final de mise en œuvre du plan rédigé par le consultant selon la présentation fixée par l'administration.

Lorsque le rapport de mise en œuvre du plan n'est pas introduit auprès de l'administration dans les trois mois suivant la fin de l'année considérée ou la fin du plan le solde n'est pas honoré et le consultant perd son agrément, dans les formes et selon les modalités prévues à l'article 32, § 4.

Le Ministre fixe les modalités d'attribution de cette aide.

CHAPITRE IV. — Aides régionale en faveur du démarrage des groupements

Art. 37. § 1^{er}. Les aides visées au présent chapitre sont conformes au Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural.

§ 2. Une aide régionale pour le démarrage est accordée à des groupements reconnus ayant au moins un des buts suivants :

- 1° l'entraide entre exploitations pouvant bénéficier des aides couvertes par le présent arrêté;
- 2° l'introduction de pratiques agricoles alternatives;
- 3° une utilisation en commun plus rationnelle des moyens de production agricoles;

Cette aide de démarrage est destinée à contribuer à couvrir les coûts de gestion pendant les trois premières années après la création des groupements.

§ 3. Les fédérations de groupements peuvent bénéficier de l'aide régionale de démarrage dans les mêmes conditions que celles prévues pour les groupements eux-mêmes.

Toutefois, l'octroi d'une aide de démarrage à une fédération ne peut avoir pour effet qu'un groupement bénéficie plus d'une fois de l'aide prévue au paragraphe 1^{er}.

Art. 38. Pour pouvoir être aidé, le groupement ou la fédération doit comprendre au moins trois membres agriculteurs actifs, ne peut être dissout avant la sixième année suivant sa création et doit être constitué soit :

- 1° sous la forme d'une société coopérative de transformation et commercialisation;
- 2° sous la forme d'un groupement fourrager;
- 3° sous la forme d'une CUMA;
- 4° sous la forme d'une association agricole, ayant opté pour la personnalité juridique.

En outre, il ne peut être aidé que si au moins deux tiers de ses membres n'ont pas, antérieurement à la demande d'aide, déjà fait partie d'un groupement ou fédération ayant le même objet.

Art. 39. Le groupement ou la fédération de groupements doit apporter la preuve que la coopération est socialement ou économiquement justifiée.

Art. 40. Au moment de la demande, le groupement ou la fédération de groupements soumet ses statuts et un état prévisionnel des dépenses et des recettes, accompagné de leur éventuelle justification.

Art. 41. L'aide régionale de démarrage est destinée à contribuer à couvrir les coûts de gestion.

On entend par coûts de gestion ceux qui découlent d'opérations qui, par nature, n'apportent pas de valeur ajoutée aux exploitations des exploitants agricoles intéressés, en ce compris les frais inhérents à la gestion de main-d'œuvre et du matériel requis par l'objet social.

L'aide de démarrage ne peut dépasser annuellement le total des coûts de gestion réellement justifiés de la première année d'activité. Elle ne peut dépasser 50 % du budget global du groupement ou de la fédération de groupements.

L'aide de démarrage est de maximum 22.500 euros par groupement ou fédération de groupements et ne peut être supérieure à quatre fois la valeur des cotisations annuelles payées par les membres du groupement ou de la fédération de groupements, et ce, durant cinq années au moins. Cette aide est payée à raison de 50 % la première année et de 25 % à la fin de chacune des deux années suivantes.

CHAPITRE V. — *Aides aux coopératives de transformation et de commercialisation*

Art. 42. § 1^{er}. Les aides visées au présent chapitre sont conformes au Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural.

§ 2. Les coopératives de transformation et commercialisation peuvent bénéficier d'aides spécifiques pour les investissements en vue de la réalisation de leur objet social. Ces aides concernent tant les biens meubles qu'immubles.

L'utilisation collective doit pouvoir être vérifiée à tout moment.

Le volume des produits agricoles ou horticoles transformés ou commercialisés doivent avoir été élaborés principalement dans les exploitations des coopérateurs

Art. 43. Pour bénéficier des aides, la coopérative doit établir un plan d'investissements sur trois ans, également dénommé, « plan ». Ce plan respecte les exigences suivantes :

1° il présente une image complète de la situation initiale de la coopérative ainsi que les objectifs spécifiques définis en vue du développement de ses activités;

2° il présente l'ensemble des investissements prévus sur la période de trois ans en conformité avec les articles 48 à 53, montre leur cohérence avec les objectifs de la coopérative et prouve leur pertinence économique et technique ainsi que les charges et recettes qu'ils génèrent;

3° il indique le montant des aides et par investissement et globalement, auxquelles prétend la coopérative.

Le Ministre fixe le détail du contenu de ce plan. La demande d'aide doit être introduite par courrier auprès de l'administration et selon la présentation fixée par celle-ci. Une copie sous format informatique est également être transmise.

Une même coopérative ne peut simultanément bénéficier de plus d'un plan d'investissements.

Le ou les investissements prévus par le plan respectent les normes communautaires qui leurs sont applicables.

Art. 44. Les modalités de présentation, de réception et d'appréciation par l'administration, de décision par le Ministre, et également d'adaptation et de mise en œuvre du plan qui ont été fixées aux articles 5 et 8, paragraphes 1^{er}, 3, 4 et 5, sont d'application.

Art. 45. Sauf en cas de modification de l'objet social de la coopérative en vue de la réorientation des activités ou en cas de circonstances exceptionnelles reconnues par le Ministre, un plan d'investissements ne peut être interrompu dans les deux ans suivant la date de la notification de son acceptation par le Ministre.

Art. 46. Aucun investissement réalisé ou entamé avant l'acceptation formelle du plan par le Ministre n'est éligible à l'aide.

Art. 47. Une coopérative est libre de ne pas réaliser un investissement prévu par son plan accepté. Le cas échéant, elle en informe l'administration; le montant d'aide volontairement abandonné est déduit du plafond de l'aide fixé par l'article 52.

Art. 48. § 1^{er}. Une aide régionale maximale égale à 14 % de la valeur éligible de l'investissement est accordée aux investissements qui répondent à au moins un des critères suivants :

1° les investissements qui contribuent à l'orientation de la production en fonction de l'évolution prévisible des marchés ou qui favorisent l'émergence de nouveaux débouchés pour la production agricole, en facilitant notamment la production et la commercialisation de nouveaux produits ou de produits de qualité, y compris ceux issus de l'agriculture biologique;

2° les investissements qui contribuent à l'amélioration ou à la rationalisation des circuits de commercialisation ou du processus de transformation des produits agricoles;

3° les investissements qui contribuent à l'amélioration de la qualité, de la présentation et du conditionnement des produits ou au meilleur emploi des sous-produits, notamment par le recyclage des déchets;

4° les investissements qui contribuent à faciliter l'adoption de nouvelles technologies axées sur la protection de l'environnement;

5° les investissements qui encouragent la mise en œuvre de l'amélioration et du contrôle de la qualité ainsi que des conditions sanitaires.

§ 2. Pour les investissements répondant aux critères fixés par le Programme wallon de Développement rural 2007-2013, l'aide est portée à 20 %.

Art. 49. L'achat de terres, de plantes annuelles, de plantations de plantes annuelles, de droits à paiement unique, de quotas, d'animaux, de charroi et de matériel destiné à la gestion administrative de la coopérative ainsi que les simples opérations de remplacement, ne peuvent, saufs exceptions fixées par le présent arrêté, bénéficier de l'aide à l'investissement.

Il en est de même pour les travaux de drainage et des travaux ou achat de matériel d'irrigation à moins que ces investissements n'entraînent une réduction de la consommation d'eau d'au moins 25 %.

Art. 50. Pour être recevable, un plan d'investissements doit prévoir au minimum 30.000 euros d'investissements sur sa durée et chaque investissement présenté dans le plan, pris individuellement, doit être supérieur à 10.000 euros.

Pour ce qui concerne les investissements en matériel ou équipement, la valeur maximale éligible par investissement présenté dans le plan est de 250.000 euros. Pour ce qui concerne les investissements en bâtiments, la valeur maximale éligible par investissement présenté dans le plan est de 500.000 euros.

Art. 51. Les plafonds d'éligibilité des investissements fixés à l'article 50 sont augmentés de 30 % pour les investissements dans :

1° de nouvelles technologies axées sur la protection de l'environnement;

2° des aménagements de bâtiments ou des adaptations de matériel afin de réaliser des économies d'énergie en complément des autres aides publiques déjà fournies.

Art. 52. § 1^{er}. Par plan d'investissements prévu pour trois ans, un plafond d'aides est fixé au total cumulé de l'ensemble des aides allouées aux divers investissements présentés dans le plan d'investissements.

Le niveau de ce plafond est proportionnel au nombre de voix à l'assemblée générale détenues par des exploitants agricoles, CUMA, groupements ou associations membres d'une coopérative de transformation et commercialisation, actifs au moment de l'introduction du plan d'investissements. Il s'établit comme suit :

1° de 3 à 9 voix : 200.000 euros;

2° de 10 à 29 voix : 200.000 euros plus un supplément de 5.000 euros par voix;

3° de 30 à 54 voix : 300.000 euros plus un supplément de 2.000 euros par voix;

4° au-delà de 54 voix : pas de supplément.

§ 2. Le demandeur doit veiller à ce que le total des aides auxquelles il prétend lorsqu'il introduit son plan ne dépasse pas le seuil fixé au paragraphe 1^{er}.

§ 3. En cas de dépassement du plafond, et ce avant analyse de la demande et refus éventuel de certains investissements, une réduction proportionnelle est appliquée sur toutes les aides demandées pour atteindre le seuil fixé au paragraphe 1^{er}.

Art. 53. Les aides aux coopératives dont les plans d'investissements sur trois ans ont été adoptés conformément aux niveaux maxima d'aides fixés aux articles 48 à 52 sont accordées, selon une répartition précisée dans le plan adopté, sous la forme de soit :

1° une subvention-intérêt égale à la différence entre le taux de référence défini à l'article 1^{er}, 35°, en vigueur au moment de la signature du prêt avec l'organisme de crédit et le taux minimum de 3,0 % à charge de la coopérative. Le taux de subvention intérêt ne peut être supérieur à 5 % et la subvention-intérêt porte sur une durée maximum de sept ans pour les investissements en matériel et de maximum quinze ans pour les investissements en bâtiments;

2° une intervention en capital versée en une tranche si le montant de l'aide est inférieur à 50.000 euros, deux tranches si il est inférieur à 100.000 euros et trois tranches s'il est supérieur à 100.000 euros. Dans les limites des disponibilités budgétaires, l'intervention en capital bénéficie prioritairement aux investissements en matériel;

3° une combinaison d'aides en subvention-intérêt et d'aide sous forme de prime en capital.

Art. 54. Une garantie publique peut être accordée pour une période égale à sept ans pour les investissements en matériel ou équipement et n'excédent pas dix ans pour les investissements en bâtiments. Cette garantie est accordée pour tous les investissements du plan d'investissements bénéficiant d'une aide et faisant l'objet d'un prêt accordé par un organisme public ou privé agréé à cette fin.

Art. 55. Les investissements en matériel, équipement et/ou en biens immeubles destinés à la transformation des productions de la coopérative réalisés en un lieu situé dans une zone franche rurale, bénéficient d'un complément aux aides prévues aux articles 48 et 51 portant l'aide globale à 40 % du montant éligible de l'investissement. Ce complément est alloué via la clé de répartition des moyens budgétaires repris au Fonds d'impulsion du développement économique rural, telle que prévue à l'article 42, paragraphe 4, du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon. Si l'investissement est éligible à un concours du FEADER dans le cadre de la mesure « accroissement de la valeur ajoutée des produits agricoles et sylvicole » du programme de développement rural, l'aide régionale est plafonnée à 28 % des investissements éligibles.

CHAPITRE VI. — *Contrôles et sanctions*

Art. 56. Sauf accord préalable de l'administration, tout investissement ayant bénéficié d'une aide couverte par le présent arrêté doit être conservé et affecté à la destination prévue par le plan pendant une période minimale de cinq ans suivant la date de réalisation effective de l'investissement.

La vente, mise en location, mise à disposition gratuite ou tout changement d'affectation et/ou d'utilisation ayant pour but ou pour effet de détourner l'investissement de l'objectif fixé dans le plan autorise l'administration à exiger le remboursement de toutes les aides versées en faveur de l'investissement concerné.

Un bénéficiaire de l'aide qui souhaite modifier l'affectation ou utilisation d'un investissement bénéficiant ou ayant bénéficié d'une aide couverte par le présent arrêté doit informer préalablement l'administration. Il indique l'ancienne et la nouvelle affectation ou utilisation de l'investissement, motive le changement et précise si l'objectif prévu dans son plan pour cet investissement est conservé ou non, ainsi que les conséquences pour l'objectif général du plan. Ces modifications d'affectation ou d'utilisation des investissements sont soumises à l'approbation préalable du Directeur général.

Art. 57. Tout bénéficiaire d'aides pour un plan d'investissements ou de développement accepté est responsable de l'évaluation de sa mise en œuvre. Il est tenu de relever annuellement les indicateurs de résultat prévu par le plan et d'inscrire ses observations dans le tableau récapitulatif du plan.

Art. 58. L'administration contrôle le relevé des indicateurs prévus par le plan et vérifie leur conformité à la situation de l'exploitation. Le bénéficiaire de l'aide est tenu de fournir au contrôleur toutes les informations et documents nécessaires pour lui permettre d'apprécier la qualité de son évaluation. En cas d'indicateur en deçà des objectifs fixés, le bénéficiaire de l'aide doit être en mesure d'expliquer la situation et de présenter les nouvelles mesures mise en œuvre pour répondre à cette situation.

Art. 59. En cas, de refus de fournir les informations et documents nécessaires pour apprécier la qualité de l'évaluation ou en cas de retard ou lacune grave dans la mise en œuvre du plan et en l'absence de mesures spécifiques pour répondre à cette situation, le plan peut être suspendu. Dans cette hypothèse, le bénéficiaire d'aides est tenu au remboursement de celles-ci à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 60. Les CUMA et coopératives de transformation ou de commercialisation sont tenues de transmettre à l'administration le rapport de leur assemblée générale annuelle, pour les CUMA contresigné par tous les membres, dans les trois mois de la clôture des comptes annuels. Ce rapport devra au moins présenter les activités, les comptes et la répartition de l'utilisation du matériel entre les membres. A défaut de rapport ou dans le cas de non-respect des objectifs du plan adopté, les aides prévues par le plan sont suspendues et le bénéficiaire d'aides est tenu au remboursement de celles-ci à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 61. Les groupements fourragers, les GPL et les APL sont tenus de transmettre à l'administration le rapport de leurs activités annuelles, contresigné par tous les membres, au plus tard dans les trois mois de la clôture annuelle du plan. Ce rapport devra au moins présenter leurs activités, les comptes, sauf pour les groupements fourragers, qui devront produire la répartition de l'utilisation du matériel entre les membres. A défaut de rapport ou dans le cas de non-respect des objectifs du groupement ou du plan accepté, les aides prévues par le plan sont suspendues et le bénéficiaire d'aides est tenu au remboursement de celles-ci à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 62. Lorsque la condition fixée par l'article 9, paragraphe 1^{er}, pour une CUMA ou par l'article 11, paragraphe 1^{er}, pour un groupement fourrager, n'est pas remplie pendant plus de six mois consécutifs et que l'administration n'en est pas informée, la CUMA ou le groupement n'est plus reconnu. Les aides prévues par le plan sont interrompues et les aides versées sont récupérées à concurrence de la partie non justifiée, y compris auprès du ou des membres ayant quitté la CUMA ou le groupement. Le même traitement est applicable aux aides apportées à des GPL ne répondant plus aux définitions de l'article 1^{er}, 20^o.

Art. 63. L'exploitant agricole bénéficiaire d'une aide à l'installation est tenu, en plus du respect des articles du présent chapitre, de présenter à l'administration, selon la présentation fixée par le Ministre, un rapport de mise en œuvre du plan de développement dans les 3 mois qui suivent la fin de chaque année de mise en œuvre du plan. A défaut, l'administration peut suspendre les paiements des aides ou refuser d'analyser un nouveau plan d'investissements.

Art. 64. Lorsque le rapport prévu à l'article 63 montre que les objectifs fixés par le plan de développement ne seront pas atteints, le jeune agriculteur, avec l'aval de son consultant, doit introduire une demande d'adaptation de son plan voire une révision de ses objectifs. Les demandes d'adaptations doivent respecter la structure et le contenu fixés par l'annexe I^{re}.

A défaut, l'administration peut, en concertation avec le consultant, imposer les adaptations nécessaires du plan pour atteindre lesdits objectifs ou, le cas échéant, la révision des objectifs et des moyens pour les atteindre.

Art. 65. Lorsqu'il y a une non-conformité de la mise en œuvre du plan de développement, l'administration suspend les paiements des aides et procède au recouvrement des aides perçues pour des investissements non conformes au plan de développement.

Art. 66. Lorsque, lors de la mise en œuvre d'un plan comptant des investissements en bâtiments d'élevage, le taux de liaison au sol inférieur ou égal à un n'est pas respecté pendant plus de deux années consécutives, l'administration suspend les paiements des aides et procède au recouvrement des aides perçues pour des investissements dans des bâtiments d'élevage à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 67. L'administration est tenue d'informer le bénéficiaire d'une aide de son intention de suspendre cette dernière ou de procéder à sa récupération à concurrence de la partie non justifiée en application des articles 59 à 66. L'administration est tenue de motiver son intention et le bénéficiaire dispose de trente jours pour faire valoir ses observations par écrit, en y joignant des pièces justificatives s'il y a lieu, et en demandant à être entendu s'il le souhaite.

Titre 3. — Aides spécifiques aux régions défavorisées

Art. 68. Les aides visées au présent chapitre sont conformes au Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural.

Art. 68bis. Une indemnité compensatoire annuelle est octroyée à l'agriculteur qui exploite des superficies fourragères situées dans les régions défavorisées définies à l'article 1^{er}, 29^o.

Art. 69. Pour pouvoir bénéficier de l'indemnité compensatoire, l'agriculteur doit satisfaire aux conditions suivantes :

1^o être identifié auprès de l'administration dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGEC) conformément aux dispositions du règlement CE n° 796/2004 du Conseil du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système de gestion et de contrôle prévu par le règlement CE n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

2^o introduire auprès d'une des directions des services extérieurs de l'administration une demande annuelle conformément aux conditions visées à l'article 70. Cette demande annuelle constitue l'engagement du point 3^o;

3^o respecter toutes les conditions d'octroi du bénéfice de l'indemnité considérée et à accepter tout contrôle sur place;

4^o introduire annuellement auprès d'une des directions des services extérieurs de l'administration et selon ses instructions, une déclaration de superficie et demande d'aides;

5^o gérer une exploitation dont la superficie agricole reprise dans la déclaration de superficie située dans les régions défavorisées s'élève au moins à 40 % de la superficie agricole totale de l'exploitation reprise dans la déclaration de superficie située sur le territoire national et atteint au minimum trois hectares;

6^o exercer une activité à titre principal. Lorsqu'il s'agit d'un groupement d'exploitants agricoles, seules la ou les personnes physiques qui répondent à cette condition peuvent bénéficier de l'indemnité. Dans le cas de personne morale, le droit à l'indemnité est uniquement ouvert aux administrateurs délégués, gérants ou associés gérants qui répondent à cette condition;

7^o ne pas avoir atteint l'âge de soixante cinq ans avant le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la demande;

8^o s'engager à poursuivre l'activité agricole dans une zone défavorisée pendant au moins cinq ans à compter du premier versement d'une indemnité compensatoire. L'agriculteur est libéré de cet engagement dans les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles prévus à l'article 96 ou lorsqu'il cesse l'activité et si l'exploitation ininterrompue des surfaces concernées est assurée. Le bénéfice de l'indemnité cesse cependant dès le premier janvier de l'année durant laquelle intervient cette libération de l'engagement;

9° disposer d'une charge en bétail moyenne sur l'année supérieure ou égale à 0,6 UGB pâturant (bovins, ovins, caprins et équidés présents sur l'exploitation) par hectare de superficie déclaré en superficie fourragère dans la déclaration de superficie;

10° respecter un taux de liaison au sol global ou, le cas échéant, un taux de liaison au sol « zone vulnérable », inférieur ou égal à un.

Art. 70. L'indemnité compensatoire est composée de deux tranches :

— une première tranche qui s'élève à 122 € par hectare de superficie fourragère situé dans les régions défavorisées avec, pour une exploitation, une superficie maximum éligible de 14,23 hectares;

— une seconde tranche qui s'élève à 122 € par hectare de superficie fourragère situé dans les régions défavorisées avec, pour une exploitation, une superficie supplémentaire maximum éligible de 5 hectares; toutefois, le montant de cette seconde tranche ne peut porter le montant total des droits à prime unique, des primes à la vache allaitante, de la première et de la seconde tranches au delà de 30.000 euros par unité de travail.

L'indemnité est versée à l'agriculteur ayant introduit une demande d'indemnité compensatoire au moyen du formulaire de déclaration de superficie, sur le numéro de compte précisé dans son identification auprès de l'administration.

Art. 71. La demande annuelle d'indemnité de l'agriculteur, doit être exprimée sur le formulaire de déclaration de superficie et demande d'aides introduit au plus tard à la date limite fixée par l'administration. En outre, elle doit être accompagnée de tous les documents nécessaires, notamment d'une attestation d'affiliation de l'agriculteur considéré à une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, comme indépendant à titre principal, en qualité d'agriculteur, horticulteur ou d'éleveur, indiquant précisément cette qualité et qu'il est en règle de cotisation. Cette attestation doit être établie durant l'année de la demande considérée et concerner la même année.

Toutefois, s'il s'agit d'un groupement d'agriculteurs, chacune des personnes physiques membres du groupement, qui ouvre le droit à l'indemnité, doit joindre à la demande l'attestation d'affiliation susmentionnée. Si le demandeur est une personne morale, chacun des administrateurs délégués, gérants ou associés gérants qui ont la responsabilité de la gestion de l'exploitation considérée doit joindre à la demande l'attestation d'affiliation susmentionnée.

L'introduction tardive de la demande annuelle d'indemnité entraîne une diminution du montant de l'indemnité d'1 % par jour ouvrable de retard par rapport à la date fixée par l'administration. Lorsque le retard est de plus de vingt-cinq jours civils, la demande est considérée comme irrecevable.

Lorsque la demande introduite est incomplète, l'administration notifie à l'agriculteur le ou les documents incomplets ou manquants. Ces documents doivent parvenir à l'administration dans un délai de trente jours calendrier comptés à partir du premier jour ouvrable qui suit la date de la notification. Le non-respect de ce délai entraîne la nullité de la demande d'indemnité compensatoire pour les régions défavorisées.

Art. 72. Sans préjudice des réductions et exclusions prévues à l'article 16 du Règlement (CE) 1975/2006, en cas de non-respect des conditions prévues à l'article 69 du présent arrêté, l'aide est refusée. Lorsque le non respect revêt un caractère intentionnel, le bénéficiaire est exclu de la mesure en question pendant l'année FEADER concernée et la suivante.

En outre, le producteur qui a reçu des indemnités compensatoires a l'obligation de rembourser les montants perçus au cas où il ne respecterait pas l'engagement prévu à l'article 69, point 8.

Art. 73. Pour la détermination des superficies éligibles au paiement de l'indemnité compensatoire, les modalités fixées dans le Règlement 1975/2006 s'appliquent.

Art. 74. Lorsque les bénéficiaires d'indemnités compensatoires ne respectent pas, sur l'ensemble de l'exploitation, en raison d'un acte ou d'une omission qui leur est directement imputable, les exigences contraignantes couvertes par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 fixant les lignes directrices de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, le montant total des paiements qui doivent leur être versés pour l'année civile au cours de laquelle le non respect est constaté, est réduit ou supprimé en application des dispositions de l'article 51 du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Aucune réduction ou suppression du montant des paiements visés au paragraphe 1 n'est appliquée pendant la période de grâce pour les normes pour lesquelles un délai de grâce a été accordé en vertu de l'article 26, paragraphe 1^{er}, point b) du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Art. 75. L'agriculteur qui a reçu des indemnités compensatoires a l'obligation de rembourser les montants perçus au cas où il ne respecterait pas l'engagement prévu à l'article 69, point 8°.

En cas de paiement indu, le bénéficiaire concerné a l'obligation de rembourser les aides ou indemnités perçues, conformément à l'article 73 du Règlement (CE) n° 796/2004 précité.

Titre 4. — Mesures en faveur des exploitations en difficultés financières
et de la lutte contre les maladies infectieuses

CHAPITRE I^{er}. — Mesures en faveur des agriculteurs en difficultés financières

Art. 76. L'agriculteur qui apporte la preuve qu'il éprouve des difficultés financières suite à un cas de force majeure peut bénéficier des aides régionales suivantes :

1° une prolongation de la subvention-intérêt et de la garantie pour un ou des prêts bénéficiant déjà de ces aides, ou une prime en capital récupérable ou à fonds perdus;

2° une subvention-intérêt et la garantie sur un crédit de soudure.

Le Ministre, en accord avec le Ministre du Budget, fixe les conditions d'application de ces aides, les durées de la subvention-intérêt et de la garantie ainsi que les minima et maxima d'investissement à prendre en considération. Il détermine les cas et la mesure dans lesquelles l'aide peut être accordée, en tout ou en partie, sous la forme d'amortissements différés.

CHAPITRE II. — *Mesures à la lutte contre les maladies infectieuses*

Art. 77. § 1^{er}. Les aides visées au présent chapitre sont conformes au Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural.

§ 2. L'exploitant agricole justifiant la qualification professionnelle suffisante telle que visée à l'article 2 peut bénéficier des aides régionales prévues à l'article suivant à condition qu'il s'agisse d'achat de bétail pour cause de repeuplement, soit :

- 1° suite au stamping out du cheptel dans le cadre de la lutte contre la brucellose bovine;
- 2° suite à l'épuration pour cause de tuberculose bovine, d'au moins 30 % du cheptel;
- 3° suite à l'éradication de la fièvre aphteuse, de la leucose bovine enzootique, de l'encéphalite spongiforme bovine, de la fièvre aphteuse porcine, de la peste porcine, de la maladie d'Aujeszky et de la peste aviaire.

Art. 78. Ces aides sont :

1° la subvention-intérêt : lors de la première occurrence de la maladie dans l'exploitation du demandeur, elle est, avec un maximum de 5 % , égale à la différence entre le taux de calcul et le taux d'intérêt minimum de 3 % restant à la charge du bénéficiaire; le taux d'intérêt restant à la charge du bénéficiaire est de 5 % dans les autres cas. Le montant maximum de l'emprunt sur lequel porte l'aide est fixé à 30 % du coût total du repeuplement sans dépasser 90.000 euros par UT et 180.000 euros par exploitation. La durée maximale de la subvention-intérêt est de neuf ans en cas de lutte contre la brucellose bovine et de cinq ans dans les autres cas;

2° la garantie publique, d'une durée maximale de dix ans.

Art. 79. L'exploitant agricole qui désire bénéficier des aides régionales prévues au présent chapitre introduit auprès d'un des établissements de crédit agréés par le Ministre une demande en vue de l'obtention d'un prêt. Cette demande sera appuyée par :

- 1° une copie de l'ordre d'abattage;
- 2° une attestation établie par l'inspecteur vétérinaire compétent de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire mentionnant, outre l'identité et l'adresse complète :
 - le nombre de bêtes avant abattage, le nombre de bêtes abattues, ainsi que la date des abattages;
 - le coefficient de réfaction appliqué aux indemnités accordées par le Ministre;
 - son avis sur les aspects réglementaires d'un éventuel repeuplement du cheptel.

Le Ministre détermine les cas et la mesure dans lesquels l'aide peut être accordée, en tout ou en partie, sous la forme d'amortissements différés de l'emprunt.

La valeur de la subvention ne pourra en aucun cas dépasser 20 % du montant de l'investissement subsidiable.

Titre 5. — Dispositions modificatives, transitoires, générales et finales

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions transitoires et dérogatoires*

Art. 80. Les demandes d'aides introduites sur la base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture continuent à être appréciées conformément à celui-ci.

Toutefois, le demandeur peut, sur la base du présent arrêté, introduire une demande d'aide qui remplace la demande antérieure n'ayant pas fait l'objet d'une décision. Cette demande renouvelée fait l'objet d'un traitement prioritaire par l'Administration. La demande renouvelée est traitée conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 81. Par dérogation à l'article 2, mais sans préjudice des autres dispositions du présent arrêté, les agriculteurs qui ont bénéficié d'aides à l'investissement agricole ou à l'installation, antérieures au 1^{er} janvier 2007, sont éligibles pour les demandes d'aides introduites après le 1^{er} janvier 2007.

Art. 82. Un exploitant agricole, une association d'exploitations, une CUMA, ou un GPL qui répond aux critères d'accès au bénéfice de l'aide le concernant tels qu'ils sont fixés dans le chapitre I^{er} du Titre II, mais qui n'a pas encore de plan d'investissements en cours de réalisation, peut bénéficier, sur une période de trois ans à compter de l'introduction de sa première demande, de trois aides séparées d'un montant individuel maximum de 5.000 euros d'aides par investissement lequel doit être de minimum 5.000 euros. A l'exception de l'article 15 et de l'article 7, § 1^{er}, 5° qui ne sont pas d'application, les montants de l'aide ainsi que les procédures, formes et modalités d'octroi sont celles fixées par le chapitre I^{er} du Titre II. Le détail du contenu de la demande d'aide individuelle est fixé par le Ministre.

L'introduction d'une demande d'aides pour un plan d'investissements met fin à cette dérogation.

Art. 83. Jusqu'au 31 décembre 2011, la personne qui assure, seul ou avec son conjoint, la charge d'un ou plusieurs enfants est dispensé du stage requis par l'article 22, § 1^{er}, 5°, du présent arrêté.

Art. 83bis. Dans le cadre des aides prévues par le chapitre V du titre II du présent arrêté, les investissements répondant à un (ou des) objectif(s) d'économie d'énergie fossile, de réduction des émissions de polluant et/ou de production d'énergie renouvelable en particulier par la valorisation de la biomasse issue des activités agricoles, sylvicoles et du secteur vert, bénéficient d'un traitement amélioré dans les limites du budget disponible, fixé à 3,5 millions d'euros :

- le niveau d'aide est porté à 40 %;
- les plafonds d'éligibilité des investissements fixés à l'article 50 sont triplés;
- les montants maximum d'aides attribués dans le cadre du plan d'investissement fixé à l'article 52 est triplé.

Pour être éligible à l'aide améliorée fixée par le présent article les investissements doivent être terminés et les factures introduites auprès de l'administration avant le 30 septembre 2010.

Art. 84. § 1^{er}. Un exploitant agricole ou une association d'exploitants agricole dont le quota de livraison de betteraves sucrières et/ou de chicorées a été réduit pour la campagne 2008/2009 et qui répond aux critères d'accès au bénéfice de l'aide le concernant tels qu'ils sont fixés dans le chapitre I^{er} du Titre II, peut, en dehors de son plan d'investissement, introduire une ou plusieurs demandes d'aides portant uniquement sur des investissements en matériel s spécifiques à la culture et à la récolte des betteraves sucrières et des chicorées. A l'exception des articles 12, 13, 15 et de l'article 7, § 1^{er}, 5^o qui ne sont pas d'application, les procédures, formes et modalités d'octroi sont celles fixées par le chapitre I^{er} du Titre II. Le détail du contenu de la demande d'aide individuelle est fixé par le Ministre. Le montant de l'aide est fixé à 40 % de la valeur de l'investissement. Ce montant n'intervient pas dans le calcul du montant total de l'aide à l'investissement sur la programmation 2007-2013 fixé à l'article 89.

Pour être éligible à l'aide améliorée fixée par le présent article les investissements doivent être terminés et les factures introduites auprès de l'administration avant le 30 septembre 2010.

Une CUMA dont la majorité des membres ont eu leur quota de livraison de betteraves sucrières et/ou de chicorées réduit pour la campagne 2008/2009 est également éligible.

§ 2. Un exploitant agricole ou une association d'exploitants agricole dont le quota de livraison de betteraves sucrières et/ou de chicorées a été totalement abandonné pour la campagne 2008/2009 et qui répond aux critères d'accès au bénéfice de l'aide le concernant tels qu'ils sont fixés dans le chapitre I^{er} du Titre II, peut, en dehors de son plan d'investissement, introduire une ou plusieurs demandes d'aides portant uniquement sur des investissements en matériel nécessaire pour le lancement d'une nouvelle production et/ou activité dans le cadre de leur exploitation. A l'exception de l'article 12, 13, 15 et de l'article 7, § 1^{er}, 5^o qui ne sont pas d'application, les procédures, formes et modalités d'octroi sont celles fixées par le chapitre I^{er} du Titre II. Le détail du contenu de la demande d'aide individuelle est fixé par le Ministre. Le montant de l'aide est fixé à 40 % de la valeur de l'investissement. Ce montant n'intervient pas dans le calcul du montant total de l'aide à l'investissement sur la programmation 2007-2013 fixé à l'article 89.

Art. 84bis. Les structures de consultance agréées sur la base de l'arrêté du gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture sont réputées agréées conformément au présent arrêté.

Les consultants reconnus sur la base de l'arrêté du gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture sont réputés agréés conformément au présent arrêté.

Art. 85. A titre transitoire, l'aide en faveur des mises en conformité des capacités de stockage des effluents d'élevage fixée par l'arrêté ministériel relatif à la mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage du 1^{er} avril 2004, reste en vigueur jusqu'au 31 décembre 2008.

La notification de l'agrément par l'administration telle que prévue par l'article 8 du même arrêté ministériel constitue la décision d'aide pour cet investissement.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives*

Art. 86. L'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture est complété par un paragraphe 7, rédigé comme suit :

« § 7. Les exploitations agricoles constituées sous la forme d'association sont éligibles si :

1^o tous les membres de l'association signent la demande d'aide;

2^o l'association respecte les conditions applicables aux exploitants agricoles; les conditions fixées au § 1^{er}, alinéa 2, sont réputées acceptées si au moins 50 % des personnes composant l'association y répondent. »

Art. 87. A l'article 8, § 4, alinéa 2, du même arrêté, les mots « dans le mois qui suit » sont remplacés par les mots « dans les trois mois qui suivent ».

Art. 87bis. A l'article 80 du même arrêté, les mots « juillet 2008 » sont remplacés par les mots « janvier 2009 ».

CHAPITRE III. — *Dispositions générales et finales*

Art. 88. Aucune aide n'est accordée lorsque l'exploitation agricole compte un nombre d'employés et d'UT supérieur à douze.

Tous les montants repris au présent arrêté s'entendent hors T.V.A.

Art. 89. Sur la durée de la programmation 2007-2013, un exploitant agricole agriculteur, une CUMA, ou un groupement fourrager ne peut se voir notifier un montant total d'aides à l'investissement supérieur à 200.000 euros. Sur la durée de la programmation 2007-2013, une association d'agriculteurs ne peut se voir notifier un montant total d'aides supérieur à 350.000 euros et une coopérative de transformation ou de commercialisation ne peut se voir notifier un montant total d'aides supérieur à 700.000 euros.

Art. 90. L'exploitant agricole qui désire bénéficier des aides prévues au présent arrêté doit s'engager à ne pas solliciter et reconnaître qu'il n'aura pas sollicité auprès de la Région wallonne d'autres aides, sous forme de subvention-intérêt, subside ou prime quelconque pour les investissements visés aux chapitres I^{er}, II, IV et V du Titre II du présent arrêté qui aurait comme effet un dépassement du niveau des aides fixées par le Règlement CE 1698/2005.

Art. 91. L'achat de matériel d'occasion peut être considéré comme dépense éligible dans des cas dûment motivés, lorsque les quatre conditions suivantes sont remplies simultanément :

1^o une déclaration du vendeur confirmant l'origine exacte du matériel et attestant que celui-ci n'a pas déjà fait l'objet d'une aide régionale, nationale ou communautaire;

2^o l'achat du matériel constitue un avantage particulier pour le programme ou le projet ou est justifié par des circonstances exceptionnelles, absence de matériel neuf disponible en temps voulu, ce qui compromettrait l'exécution correcte du projet;

3^o réduction des coûts et partant du montant de l'aide par rapport au coût du même matériel acheté à l'état neuf, avec maintien d'un bon rapport prix-avantage;

4^o le matériel d'occasion doit présenter les caractéristiques techniques et technologiques nécessaires pour se conformer aux spécifications du plan.

La reprise du matériel dans le cadre de l'installation n'est pas assimilée à l'achat de matériel d'occasion.

Art. 92. § 1^{er}. Les demandes introduites sont honorées jusqu'à épuisement de l'autorisation d'engagement disponible.

§ 2. Toutefois, lorsque le volume des engagements nécessaires pour honorer les demandes visées à l'alinéa 1^{er} du présent article pendant une période de douze mois dépasse l'autorisation d'engagement précitée, le montant de l'aide visée par le présent arrêté sera réduite en fonction du volume des engagements indispensables pour honorer ces demandes.

Dans cette hypothèse, le Ministre arrête pour l'année concernée, avec l'accord du Ministre du Budget, les modalités de calcul de la réduction précitée.

Art. 93. Le délai de validité des conventions de reprise en première installation, non enregistrées, est d'un an.

Art. 94. Toute demande par un organisme de crédit à l'administration d'une intervention en subvention-intérêt implique, pour l'organisme de crédit en condition d'agrément, de joindre au dossier de demande une copie certifiée conforme à l'original de l'acte d'octroi de crédit, ainsi que les annexes éventuelles, signé par les parties. Les organismes de crédit doivent notifier à l'administration les dates des versements successifs opérés dans le cadre de la libération du crédit.

Lors de la dénonciation de crédit, la banque adresse à l'administration copie de la lettre adressée au client, cette lettre de dénonciation doit mentionner un constat détaillé de la situation comptable de chaque crédit au jour de la dénonciation.

En cas de pluralité d'organismes bancaires, les concernés s'organisent pour une présentation conjointe d'un appel à la garantie. Une demande de provision en garantie doit être déposée à l'administration dans les trois mois de la date de la lettre de dénonciation. Le paiement de la provision met fin à la charge en intérêts dus par la Région.

Art. 95. Le Ministre fixe les modalités d'application du présent arrêté. Il fixe la forme et le contenu minimal des différents formulaires d'introduction de plans et de demandes d'aides.

Art. 96. Les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles reconnus sont les suivants :

- 1° le décès de l'exploitant agricole allié au deuxième degré;
- 2° l'incapacité professionnelle de longue durée de l'exploitant agricole allié au deuxième degré;
- 3° l'expropriation d'une partie importante de la surface agricole de l'exploitation gérée par l'exploitant agricole si cette expropriation n'était pas prévisible le jour du dépôt de la demande;
- 4° une catastrophe naturelle grave qui affecte de façon importante la surface agricole de l'exploitation;
- 5° la destruction accidentelle des bâtiments de l'exploitation destinés à l'élevage;
- 6° une épizootie touchant tout ou partie du cheptel de l'exploitant agricole.

Art. 97. Pour l'application du présent arrêté :

1° demeurent agréés, les organismes de crédit agréés à ce jour en application de la loi précitée du 15 février 1961 et de l'arrêté royal du 25 octobre 1990;

2° demeurent agréées, les personnes physiques et morales agréées à ce jour pour la tenue des comptabilités de gestion, en application de l'arrêté royal du 21 mars 1986 relatif à l'octroi de subventions pour encourager la tenue des comptabilités de gestion agricoles ou horticoles et favoriser le développement de groupes de gestion.

Art. 98. L'Inspecteur général de l'administration, ou en cas d'empêchement le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux aides prévues par le présent arrêté.

Art. 99. Les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Les infractions au présent arrêté peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'article 8 de la loi du 28 mars 1975 précitée.

Est désigné en qualité de fonctionnaire compétent pour accomplir les actes et prendre les décisions concernant les amendes administratives visées à l'alinéa précédent, le Directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace.

Art. 100. Le Ministre est compétent pour modifier l'annexe du présent arrêté.

Art. 101. Sans préjudice des articles 80, 86 et 87 du présent arrêté, l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture est abrogé.

Les demandes d'aides introduites au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté poursuivent leur instruction selon les dispositions de procédure et de fond du présent arrêté.

Art. 102. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 janvier 2009 à l'exception des articles 85 à 87bis qui entrent en vigueur le jour de sa promulgation.

Art. 103. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ANNEXE

Critères d'agrément de structures de consultance et de reconnaissance des consultants

Les structures de consultance doivent, pour être agréées et le rester :

- avoir leur siège d'activité principale ou être reconnu en Région wallonne être constituées sous la forme d'une société commerciale, d'une association sans but lucratif, d'une association professionnelle active dans le secteur agricole ou d'une institution publique ne faisant pas partie du Service public de Wallonie;
- leurs activités doivent se rapporter, totalement ou partiellement, à la formation et vulgarisation, à la recherche appliquée ou à l'assistance à la gestion des exploitations agricoles et, s'il échet, à la tenue de comptabilités;
- être actif dans leur domaine d'activité depuis au minimum 5 ans et pouvoir démontrer des contacts réguliers en suivi, conseil, formation ou information avec au moins 50 agriculteurs;
- être structuré de telle façon qu'un nombre minimal de 3 techniciens agricoles, horticoles, sylvicoles ou d'élevage possédant une qualification et une expérience professionnelle reconnue participent activement au fonctionnement de la structure;
- être dirigées par un responsable ayant le diplôme de master de bio-ingénieur ou d'ingénieur agronome ou d'ingénieur industriel, orientation agricole ou horticole ou pouvant démontrer d'une expérience professionnelle en matière de conseil et de gestion de l'exploitation agricole qui sera reconnue par l'Administration;

Les consultants doivent, pour être reconnus et le rester :

- être employés par la structure de consultance agréée;
- être porteurs, au minimum, d'un diplôme d'enseignement secondaire supérieur d'une orientation agricole horticole, sylvicole ou d'élevage complété par une expérience professionnelle minimale de 5 ans en conseil d'exploitations agricoles, horticoles, sylvicoles ou d'élevage;
- sur base de leur expérience professionnelle, pouvoir prouver leur connaissance de la réglementation communautaire, belge et régionale en matière normative et de développement rural;
- sur base de leur expérience professionnelle, pouvoir prouver leur connaissance en matière de comptabilité agricole et de gestion des exploitations.

Un consultant ne peut, annuellement, assurer la rédaction et le suivi de la mise en œuvre des plans de développement et/ou d'investissements de plus de 40 exploitations.

L'agrément des structures de consultance, et la reconnaissance individuelle des consultants est octroyée pour une durée de 5 ans renouvelable, sur présentation d'un dossier prouvant le respect des critères ci-dessus.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre pour les investissements dans le secteur agricole.

Namur, le 19 décembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 728

[2009/200780]

19. DEZEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Investitionen im Agrarsektor

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1538/91 der Kommission vom 5. Juni 1991 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EWG) Nr. 1906/90 des Rates über Vermarktungsnormen für Geflügelfleisch;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2092/91 des Rates vom 24. Juni 1991 über biologische Produktionsmethoden von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) und zur Änderung bzw. Aufhebung bestimmter Verordnungen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2295/2003 der Kommission vom 23. Dezember 2003 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EWG) Nr. 1907/90 des Rates über bestimmte Vermarktungsnormen für Eier festgelegt worden sind;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 509/2006 des Rates über die garantiert traditionellen Spezialitäten bei Agrarerzeugnissen und Lebensmitteln;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 510/2006 des Rates vom 20. März 2006 zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1975/2006 der Kommission vom 7. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1898/2006 der Kommission vom 14. Dezember 2006 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 510/2006 des Rates zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1857/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 EG-Vertrag auf staatliche Beihilfen an kleine und mittlere in der Erzeugung, Verarbeitung und Vermarktung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen tätige Unternehmen und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 70/2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1535/2007 der Kommission vom 20. Dezember 2007 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 EG-Vertrag auf De-minimis-Beihilfen im Agrar- und Fischereisektor (AB L 337 vom 21. Dezember 2007);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1320/2006 der Kommission vom 5. September 2006 mit Bestimmungen für den Übergang auf die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

Aufgrund der Entscheidungen der Kommission vom 27. Juni 1977 und 29. Juli 1983 zur Änderung der Grenzen der benachteiligten Gebiete im Sinne der Richtlinie des Rates 75/268/EWG vom 28. April 1975 (Belgien);

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2003 und vom 12. August 2003;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Juni 1971, 15. März 1976, 3. August 1981 und 15. Februar 1990;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei;

Aufgrund des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 29. Februar 1988 zur beruflichen Aus- und Weiterbildung von im landwirtschaftlichen Bereich tätigen Personen;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 12. Juli 2001 über die Berufsbildung in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft;

Aufgrund des Dekrets vom 14. Februar 2007 über die Identifizierung der mithelfenden Ehepartner in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Februar 1951 zur Festlegung der Grenzen der landwirtschaftlichen Gebiete des Königreichs, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 15. Juli 1952, 8. März 1968 und 15. Februar 1974;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 27. Februar 1993 über die berufliche Aus- und Weiterbildung der in der Landwirtschaft arbeitenden Personen und seiner späteren Abänderungen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. Januar 1998 über den Schutz von Kälbern in Kälberzuchtbetrieben;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. März 2000 über den Schutz der Tiere in den Tierzuchtbetrieben;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2002 zur Ausführung des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die Berufsbildung in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 15. Mai 2003 über den Schutz von Schweinen in Schweinezuchtbetrieben;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 zur endgültigen Zulassung der wallonischen Zahlstelle für die durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft, Abteilung Garantie, mitfinanzierten Ausgaben;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 26. Januar 2006, 21. Dezember 2006 und 1. März 2007;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. März 2005 über das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 4. März 2005 über das Wohlergehen der zu Zuchtzwecken gehaltenen Laufvögel;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. Oktober 2005 zur Festlegung von Mindestnormen bezüglich des Schutzes von Legehennen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 2005 über die Lebensmittelhygiene;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 2005 über die Hygiene von Lebensmitteln tierischen Ursprungs;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Region vom 22. Juni 2006 zur Festlegung der Richtlinien für die in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des am 14. Juli 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. Juli 2008 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 24. September 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 45080/4;

In Erwägung der Richtlinie 75/268/EWG des Rates vom 28. April 1975 über die Landwirtschaft in Berggebieten und in bestimmten benachteiligten Gebieten;

In Erwägung der Richtlinie 75/269/EWG des Rates vom 28. April 1975 über die betreffend das Gemeinschaftsverzeichnis der benachteiligten landwirtschaftlichen Gebiete im Sinne der Richtlinie 75/268/EWG (Belgien);

In Erwägung der Richtlinie 80/666/EWG des Rates vom 24. Juni 1980 zur Abänderung der Richtlinie 75/268/EWG über die Landwirtschaft in Berggebieten und in bestimmten benachteiligten Gebieten;

Aufgrund der Rahmenregelung der Gemeinschaft vom 27. Dezember 2006 für staatliche Beihilfen im Agrar- und Forstsektor 2007-2013 (AB 2006/C 319/01);

In der Erwägung, dass es notwendig ist, die auf dem Gebiet der Beihilfen bei Investitionen und der Niederlassung in der Landwirtschaft gültigen Rechtsbestimmungen sowie die Ausgleichszulagen in benachteiligten Gebieten an die strukturellen Änderungen der Betriebe und deren Lasten anzupassen;

In der Erwägung, dass diese Maßnahmen zu treffen sind, um die politischen Entscheidungen in der Wallonie umzusetzen und so der Entwicklung in der Landwirtschaft Rechnung zu tragen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
Beschließt:

Titel 1 — Gemeinsame Bestimmungen

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "landwirtschaftliche Tätigkeit": die Erzeugung, die Zucht oder der Anbau von landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Erzeugnissen, einschließlich der Ernte, des Melkens und der Haltung von Tieren zu landwirtschaftlichen Zwecken oder die Erhaltung von Ländereien in gutem landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand sowie die Verarbeitung und/oder die Vermarktung der Erzeugnisse, die aus dieser Tätigkeit entstanden sind und die in der Anlage I des Vertrags angeführt werden;

2° "Verwaltung": die operative Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt, deren leitender Beamter nachstehend der Generaldirektor genannt wird;

3° "Landwirt": die natürliche oder juristische Person oder der Zusammenschluss von natürlichen oder juristischen Personen, die bzw. der hauptberuflich oder nebenberuflich eine landwirtschaftliche Tätigkeit in einem Betrieb ausübt, den er autonom, zu seinen Gunsten und für seine Rechnung verwaltet; Ein Landwirt wird durch seine "Erzeugernummer" identifiziert;

4° "Landwirtschaftliche Vereinigung": Vereinigung, deren Ziel es ist, die Information und die Beratung zu fördern, um in ihrem Umfeld den technischen, wirtschaftlichen und sozialen Fortschritt der landwirtschaftlichen Betriebe sowie das Wohlergehen der ländlichen Bevölkerung zu gewährleisten;

5° "nicht-hauptberufliche Tätigkeit": die berufliche Tätigkeit einer natürlichen Person oder gegebenenfalls eines geschäftsführenden Verwalters oder eines Geschäftsführers oder eines geschäftsführenden Gesellschafters einer juristischen Person, die aus ihren landwirtschaftlichen, touristischen, pädagogischen und handwerklichen Tätigkeiten, die sie auf dem betreffenden Betriebssitz ausübt, oder aber aus den forstwirtschaftlichen Tätigkeiten oder den Tätigkeiten zum Unterhalt der Umwelt, für die öffentliche Hilfen gewährt werden, jährlich insgesamt ein steuerpflichtiges Nettoeinkommen bezieht, das mehr als 35% des steuerpflichtigen Nettobetrags ihres unter Punkt 30° definierten jährlichen, mit der Ausübung der beruflichen Tätigkeit verbundenen Gesamteinkommens ausmacht, ohne dass diese Person jedoch aus den landwirtschaftlichen Aktivitäten im Betrieb ein steuerpflichtiges Nettoeinkommen bezieht, das unter 25% des steuerpflichtigen Nettobetrags ihres jährlichen, mit der Ausübung der beruflichen Tätigkeit verbundenen Gesamteinkommens liegt. Zudem muss die Person weniger als 1 170 Stunden pro Jahr den beruflichen Tätigkeiten außerhalb des Betriebs widmen;

6° "hauptberufliche Tätigkeit": die berufliche Tätigkeit einer natürlichen Person oder gegebenenfalls eines geschäftsführenden Verwalters oder eines Geschäftsführers oder eines geschäftsführenden Gesellschafters einer juristischen Person, die aus ihren landwirtschaftlichen, touristischen, pädagogischen und handwerklichen Tätigkeiten, die sie auf dem betreffenden Betriebssitz ausübt, oder aber aus den forstwirtschaftlichen Tätigkeiten oder den Tätigkeiten zum Unterhalt der Umwelt, für die öffentliche Hilfen gewährt werden, jährlich insgesamt ein steuerpflichtiges Nettoeinkommen bezieht, das mehr als 50% des steuerpflichtigen Nettobetrags ihres unter Punkt 30° definierten jährlichen, mit der Ausübung der beruflichen Tätigkeit verbundenen Gesamteinkommens ausmacht, ohne dass diese Person jedoch aus den landwirtschaftlichen Aktivitäten im Betrieb ein steuerpflichtiges Nettoeinkommen bezieht, das unter 35% des steuerpflichtigen Nettobetrags ihres jährlichen, mit der Ausübung der beruflichen Tätigkeit verbundenen Gesamteinkommens liegt. Zudem muss die Person weniger als 900 Stunden pro Jahr den beruflichen Tätigkeiten außerhalb des Betriebs widmen;

7° "Milcherzeugervereinigung" (MEV): Vereinigung von zwei bis höchstens fünf Erzeugern, wie sie in Artikel 5 der Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 und in Artikel 1, Punkt 6°, a des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse bestimmt sind, die durch eine authentische Urkunde für eine unbestimmte Dauer von wenigstens drei Zeiträumen gegründet wird, um direkte Lieferungen und/oder Verkäufe mit den Referenzmengen der Teilhaber, die gemäß Artikel 1, 6°, c des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 Inhaber dieser Mengen bleiben, vorzunehmen. Ziel der MEV ist ausschließlich die autonome Führung der Milchproduktionsmittel der Teilhaber und die Produktion sowie die Vermarktung der Referenzmengen der Teilhaber ab einer einzigen Milchproduktionseinheit eines der Teilhaber;

8° "Berater": Beratende Person, die die in der Anlage festgelegten Mindestbedingungen im Bereich der Fachkenntnis und der Erfahrung erfüllt und die von dem landwirtschaftlichen Betreiber innerhalb der nach den in der Anlage bestimmten Kriterien durch den Minister zugelassenen Strukturen auserwählt wird, um diesen Betreiber bei der Durchführung seines Entwicklungs- oder Investitionsplans und/oder bei der Durchführung und der Bewertung des Plans oder der Pläne zu beraten;

9° "Flächenerklärung und Beihilfeantrag", kurz "Flächenerklärung": das von der Verwaltung erstellte und durch den Minister genehmigte Formular, das die Anträge auf Beihilfen im Rahmen der Direktzahlungen und bestimmter Maßnahmen zur ländlichen Entwicklung umfasst, sowie die Aspekte der Durchführung und der Kontrolle im Zusammenhang mit diesen Maßnahmen und mit anderen gemeinschaftlichen oder nationalen Regelungen und die Informationen, die die Identifizierung aller landwirtschaftlichen Parzellen des Betriebs, ihrer Fläche und ihrer Nutzung (Kultur und Zweckbestimmung) ermöglicht;

10° "Praktische Erfahrung": Berufserfahrung in der Landwirtschaft als landwirtschaftlicher Betreiber, Hilfskraft oder Arbeiter, die durch die Zeiträume der Mitgliedschaft in dieser Eigenschaft bei einer Sozialversicherungskasse oder durch einen Arbeitsvertrag belegt wird;

11° "Landwirtschaftlicher Betrieb": alle Produktionseinheiten, die auf dem Hoheitsgebiet Belgiens gelegen sind und die von ein und demselben Erzeuger autonom verwaltet werden, ungeachtet um welche landwirtschaftlichen Produktionen es sich handelt;

12° "landwirtschaftlicher Betreiber": die natürliche Person oder im Falle einer juristischen Person jeder der Geschäftsführer, Betriebsleiter oder geschäftsführenden Gesellschafter der juristischen Person, die innerhalb eines Betriebs einer landwirtschaftlichen Tätigkeit nachgehen und zwar entweder hauptberuflich oder nicht-hauptberuflich;

13° "landwirtschaftlicher Betreiber als juristische Person": die juristische Person, deren Satzungen

als Hauptgesellschaftszweck die landwirtschaftliche Bewirtschaftung und die Vermarktung der Erzeugnisse, die hauptsächlich aus dieser Bewirtschaftung hervorgehen, angeben, die diese Tätigkeit hauptberuflich oder nicht hauptberuflich ausübt und die zudem die folgenden Bedingungen erfüllt:

a) wenn es sich um eine in Artikel 2, § 3 des Gesetzbuches über die Gesellschaften erwähnte landwirtschaftliche Gesellschaft handelt, muss/müssen der/die geschäftsführende(n) Gesellschafter der Gesellschaft eine Hauptbeschäftigung in Zusammenhang mit dem betreffenden Betrieb gemäß Punkt 6° ausüben;

b) wenn es sich um eine der anderen in Artikel 2, § 2 des Gesetzbuches über die Gesellschaften erwähnten Gesellschaftsformen handelt:

— ist die Gesellschaft für eine Dauer von wenigstens 20 Jahren gegründet;

— müssen die Aktien oder die Anteile der Gesellschaft auf einen Namen lauten;

— müssen die Aktien oder die Anteile der Gesellschaft mehrheitlich den Geschäftsführern oder Gesellschaftern gehören;

— müssen die Geschäftsführer oder Gesellschafter der Gesellschaft unter den Teilhabern bezeichnet sein;

— müssen die gesamten geschäftsführenden Verwalter oder Geschäftsführer der Gesellschaft oder, wenn diese abwesend sind, die gesamten Verwalter natürliche Personen sein, die den betreffenden Betrieb verwalten und dort gemäß Punkt 6° eine Hauptbeschäftigung ausüben;

— muss wenigstens die Hälfte des Umsatzes der juristischen Person aus seiner landwirtschaftlichen Tätigkeit stammen;

14° "Betrieb in einem benachteiligten Gebiet": Betrieb, dessen genutzte landwirtschaftliche Flächen zu wenigstens 40% in einem benachteiligten Gebiet gelegen sind;

15° "ELER": der Europäische Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums;

16° "auf differenzierte Produktqualität spezialisierten Sparten": Operator oder Gruppe von Operatoren, die mit der Erzeugung, der Verarbeitung und der Vermarktung beauftragt sind und die ein Lastenheft beachten, das zu einem Produkt von differenzierter Qualität führt;

17° "Öffentliche Bürgschaft": regionale Beihilfe in Form einer Bürgschaft der Wallonischen Region, die an die aus Kapital, Zinsen und Nebenkosten bestehende Rückzahlung der den in Punkten 7°, 12°, 13°, 19°, 20°, 32° und 33° genannten natürlichen und juristischen Personen gewährten Darlehen gebunden sein kann, und dies zur Verwirklichung der im vorerwähnten Punkt 21° angeführten Operationen, unter der Bedingung, dass das Darlehen durch eine zu diesem Zweck anerkannte öffentliche oder private Kreditanstalt gewährt wird;

18° "autonome Führung": die Führung eines Betriebs, die jegliche Verwechslung mit einem oder mehreren anderen Landwirten auf dem Gebiet der Führung, der Ausübung der landwirtschaftlichen Tätigkeit, der Produktionsmittel oder ihrer Verwendung ausschließt;

19° "Maschinenring": Faktische Verbindung, die als Zweck die gemeinsame Anschaffung und die geteilte Nutzung von Material zur Erzeugung von Futter sowie die Ein- und Ausrüstung von gemeinsam bewirtschafteten Weiden hat. Der Maschinenring erfüllt zudem folgende Bedingungen:

a) Er muss aus wenigstens drei Landwirten gebildet sein, die jeder Flächen bewirtschaften, die zu wenigstens 40% in benachteiligten Gebieten liegen. Die bewirtschaftete Fläche des Verbandes muss sich auf wenigstens 3 Ha pro Mitglied belaufen;

b) Die Tätigkeit muss über eine Dauer von wenigstens 6 Jahren gewährleistet sein;

c) Die Mitglieder müssen sich an der Finanzierung der Materialankäufe beteiligen und zwar im Verhältnis zu den Flächen, die für die Fütterung des Viehs, das Teil ihres Betriebs ist, bestimmt sind, und auf denen das erworbene Material angewandt wird;

d) Er muss Buch führen über die Verwendung des Materials durch jedes der Mitglieder sowie über die Übernahme der Kosten durch jedes der Mitglieder;

20° "Milcherzeugergemeinschaft", kurz "MEG": der Zusammenschluss von zwei Milcherzeugern, die autonom, zu ihren Gunsten und für ihre Rechnung einen einzigen Betrieb verwalten, der ausschließlich aus der Zusammensetzung der beiden Betriebe ihrer Mitglieder hervorgeht, d.h. aus der Gesamtheit der Produktionseinheiten, die jedes der Mitglieder der Gemeinschaft vor deren Gründung verwaltete.

Diese Erzeugergemeinschaft verkauft Milch oder Milcherzeugnisse direkt an einen Endverbraucher oder liefert Milch an einen Käufer und erfüllt die in Artikel 1, 6, b des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse angeführten Bedingungen;

21° "Investitionen": der Ankauf, der Bau, die Einrichtung, der Zuwachs, die Erneuerung oder Verbesserung zugunsten der natürlichen oder juristischen Personen, die in den Genuss der in dem vorliegenden Erlass beschriebenen Beihilfen gelangen, von Gütern dauerhafter Natur wie Boden, Gebäude, Ausrüstung, Einrichtungen, Maschinen und Werkzeug, Gerätschaften sowie die wachsenden Kulturen des Gartenbaus;

22° "Ersatzinvestition": eine Investition, die lediglich eine Maschine oder ein bestehendes Gebäude oder aber einen Teil einer Maschine oder eines bestehenden Gebäudes durch eine neue Maschine oder ein neues Gebäude ersetzt, ohne dass dabei die Produktionskapazität um 25% oder mehr erhöht wird oder ohne dass die Art der Produktion oder die angewandte Technologie sich grundlegend ändert. Der vollständige Abriss eines landwirtschaftlichen Gebäudes, das wenigstens 30 Jahre alt ist, und sein Ersatz durch ein modernes Gebäude oder die tiefgreifende Renovierung eines Betriebsgebäudes werden nicht als Ersatzinvestitionen gewertet. Die Renovierung wird als tiefgreifend gewertet, falls die anfallenden Kosten wenigstens 50% des Wertes eines Neubaus ausmachen;

23° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

24° "Angleichung der Lagerinfrastrukturen für Tierzucht abwässer an die geltenden Vorschriften": Arbeiten, die durchgeführt werden, um eine Aufnahmekapazität zu gewährleisten, die ausreicht, um während sechs Monaten Tierzucht abwässer aus dem am 9. Dezember 2002 registrierten Viehbestand aufzunehmen, oder die der Aufnahmekapazität der Gebäude an diesem Datum entspricht;

25° "Angleichung der Lagerinfrastrukturen für Tierzucht abwässer an die geltenden Normen": Arbeiten, die durchgeführt werden, um eine Aufnahmekapazität zu gewährleisten, die ausreicht, um während sechs Monaten Tierzucht abwässer aus dem Viehbestand aufzunehmen, der über den für die in Punkt 24° erwähnte Angleichung berücksichtigten Viehbestand hinausgeht;

26° "Entwicklungsplan": Plan, den ein Junglandwirt, der eine Einrichtungsbeihilfe beantragt, einreichen muss. Dieser Plan muss insbesondere eine Bestandsaufnahme der Ausgangslage des Betriebs umfassen sowie die geplanten Schritte und die auf sechs Jahre geplanten globalen Zielsetzungen sowie die auf drei Jahre geplanten spezifischen Zielsetzungen, die zur Ausweitung der Aktivitäten bestimmt worden sind. Er beinhaltet zudem eine ausführliche Beschreibung der Investitionen, der Ausbildungen, der Beratungsdienste oder aller sonstigen Aktionen, die notwendig sind, um die Aktivitäten des Betriebs auszudehnen. Der Entwicklungsplan wird durch den Antragsteller mit der Unterstützung eines Beraters ausgearbeitet. Letzterer muss diesen Plan gegenzeichnen;

27° "Investitionsplan": Dokument, das auf der Grundlage der Charakteristiken des Betriebs Ziele bestimmt und Investitionen aufführt, die über einen Zeitraum von drei Jahren hinweg auszuführen sind, um die genannten Ziele zu erreichen und den Fortbestand des Betrieb zu sichern;

28° "Produkt von differenzierter Qualität": Produkt, das sich von den standardisierten Produktionen durch eine Differenzierung seiner Produktionsart (u.a. Verbesserung der Rückverfolgbarkeit, Verbesserung des tierischen Wohlbefindens, Verbesserung seiner Umwelt, garantierte traditionelle Spezifität (G.T.S.)) und/oder durch einen qualitativen Mehrwert auf dem Endprodukt (insbesondere Verbesserung der Geschmacksqualitäten) und/oder durch eine anerkannte geographische Identifizierung (geschützte Ursprungsbezeichnung (g.U.), geschützte geographische Angabe (g.g.A.)) unterscheidet.

Folgendes entspricht dieser Definition:

— die im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 510/2006 des Rates vom 20. März 2006 zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel registrierten Produkte;

— die im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 509/2006 des Rates vom 20. März 2006 über Bescheinigungen besonderer Merkmale von Agrarerzeugnissen und Lebensmitteln registrierten Produkte;

— die Produkte, die im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 2092/91 des Rates vom 24. Juni 1991 über biologische Produktionsmethoden von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel aus der biologischen Landwirtschaft stammen;

— die Produkte, die den Mindestanforderungen genügen, die für die "Eier aus intensiver Auslaufhaltung" oder "Eier aus Bodenhaltung" im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 2295/2003 der Kommission vom 23. Dezember 2003 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EWG) Nr. 1907/90 des Rates über bestimmte Vermarktungsnormen für Eier festgelegt worden sind;

— die Produkte, die den Mindestanforderungen genügen, die für die Haltungsformen "extensive Bodenhaltung", "Auslaufhaltung", "Bäuerliche Auslaufhaltung" oder "Bäuerliche Freilandhaltung" im Sinne der Verordnung (EWG) Nr. 1538/91 der Kommission vom 5. Juni 1991 mit ausführlichen Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EWG) Nr. 1906/90 des Rates über bestimmte Vermarktungsnormen für Geflügelfleisch festgelegt worden sind;

— die sonstigen Produkte, die gemäß eines Lastenheftes erzeugt worden sind, das den von der Wallonischen Regierung festgelegten Mindestnormen genügt;

28°*bis* "Übernahme": Ankauf durch einen Junglandwirt eines bestehenden landwirtschaftlichen Betriebs oder eines Teils davon, für den eine datierte und unterzeichnete Vereinbarung besteht, in der das Datum des Wirksamwerdens der Übernahme angeführt wird : dieses Datum darf nicht vor dem Datum der Unterzeichnung der Vereinbarung liegen;

29° "Benachteiligte Gebiete": bei den benachteiligten Gebieten handelt es sich um:

a) die gesamten nachfolgenden landwirtschaftlichen Gebiete: Hochardennen, Famenne, Venn, Ardennen, Juragebiet;

b) den Teil des Lütticher Weidegebietes, bestehend aus:

— den Gemeinden Aywaille, Ferrières, Jalhay, Lierneux, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Theux, Trois-Ponts, Vielsalm;

— den folgenden Gebieten:

* das Gebiet der Gemeinde Verviers, das vor dem 1. Januar 1977 den Gemeinden Polleur und Theux angehörte;

* das Gebiet der Gemeinde Esneux, das vor dem 1. Januar 1977 der Gemeinde Dolembreux angehörte;

* das Gebiet südlich der Weser der Gemeinden Baelen, Eupen und Raeren;

* für die Gemeinde Comblain-au-Pont, das zwischen der Ourthe und der Amel gelegene Gebiet der Gemeinde sowie die landwirtschaftliche Zone des Sektorenplans, die dem Abschnitt von Poulseur angehört;

* für die Gemeinde Esneux, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Lüttich, auf dem rechten Ufer der Ourthe gelegen und zu den Abschnitten von Esneux und Tilff gehörend;

* für die Gemeinde Chaudfontaine, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Lüttich, die zu den Abschnitten von Beaufays und Chaudfontaine gehören;

* für die Gemeinde Trooz, die landwirtschaftlichen Zonen des Entwurfs des Sektorenplans von Lüttich, die zu den Abschnitten Trooz, Forêt, Nessonvaux und Fraipont gehören;

* für die Gemeinde Olne, die landwirtschaftliche Zone des Entwurfs des Sektorenplans von Lüttich, gelegen südlich einer Linie, die von Westen nach Osten verläuft, gebildet durch den Bach von Saint-Hadelin, anschließend durch die Straße nach Olne, über die "six chemins", dann von Olne über den Weg Richtung Schnittpunkt der Gemeinden Xhendelesse und Soiron;

* für die Gemeinde Pepinster, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Verviers, die zu den Abschnitten Soiron, Wegnez und Pepinster gehören;

* für die Gemeinde Verviers, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Verviers, die zu den Abschnitten Lambermont, Ensival, Heusy, Stembert und Petit-Rechain gehören;

* für die Gemeinde Dison, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Verviers, die zu den Abschnitten Dison und Andrimont gehören;

* für die Gemeinde Limbourg, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Verviers, die zu den Abschnitten Limbourg, Goé und Bilstain südlich der Straße nach Villers gehören;

* für die Gemeinde Baelen, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Verviers, einschließlich des Teils der Abschnitte von Baelen und Membach, südlich von der Straße Eupen-Limbourg gelegen sowie nördlich dieser Straße die landwirtschaftliche Zone, die durch den Weg, der vom Ort genannt "Au Calvaire" bis nach Baelen (Houtem, Les Forges und Medal) verläuft, abgegrenzt wird;

30° "Jährliches, mit der Ausübung der beruflichen Tätigkeit verbundenes Gesamteinkommen": das steuerpflichtige Bruttoeinkommen aus allen beruflichen Tätigkeiten und die Ersatzeinkommen des landwirtschaftlichen Betreibers. Dieses Einkommen umfasst unter anderem:

— die Einkünfte aus Aktivitäten als Arbeitnehmer (Vertragsverhältnis);

— die Einkünfte aus einer Tätigkeit, die einer anderen Ruhestandsregelung zugeordnet wird, die durch ein Gesetz, eine Provinzialverordnung oder durch die Nationale Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen eingeführt worden ist;

— Einkünfte aus Leistungen im Unterrichtswesen des Tages- oder Abendunterrichts;

— Einkünfte als Selbständiger durch:

a) den Nettogewinn landwirtschaftlicher, industrieller oder kommerzieller Unternehmen; für einen landwirtschaftlichen Betriebsinhaber entspricht der "gesamte Nettogewinn" der Rubrik C des Berechnungsblatts "Landwirt", das die Anlage der Erklärung der Einkommensteuer der natürlichen Personen oder der Steuer der Gebietsfremden bildet;

b) Vergütungen als Geschäftsführer der Kapital- und Personengesellschaften mit Sitz in Belgien;

c) Einkünfte als aktiver Teilhaber der Personengesellschaften mit Sitz in Belgien;

— Einkünfte als selbständige Hilfskraft;

— Pensionseinkommen;

— Ersatzeinkommen wie zum Beispiel Sozialzulagen (Arbeitslosigkeit oder K.I.V.-Entschädigungen, Entschädigungen für Arbeitsunfälle, für Unfälle auf dem Weg zur Arbeit oder für Berufskrankheiten, Einkünfte bei einer Laufbahnunterbrechung);

31° "Agrarsektor": die gesamten landwirtschaftlichen Betriebe, die Genossenschaften zur Verwendung von landwirtschaftlichem Material, die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung, die Maschinenringe, die Milcherzeugervereinigungen und die Milcherzeugergemeinschaften;

32° "Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung": die gemäß Artikel 2, § 2., vierter Gedankenstrich des Gesetzbuches über die Gesellschaften gegründete Genossenschaft, die zudem folgende Bedingungen erfüllt:

a) der Gesellschaftszweck hat sich hauptsächlich auf die Landwirtschaft, den Gartenbau oder die Zucht zu beziehen und muss dazu dienen, die Verbesserung und die Rationalisierung der Behandlung, der Verarbeitung oder der Vermarktung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse zu fördern;

b) die Mehrheit der Gesellschafter der Genossenschaft muss den Beruf eines Landwirts, eines Gärtners oder eines Züchters ausüben;

c) in den Satzungen muss festgelegt sein, dass bei den Hauptversammlungen jeder Teilhaber mindestens über eine Stimme verfügt, und dass die Anzahl der Stimmen pro Teilhaber auf höchstens ein Fünftel der an die vertretenen Anteile gebundenen Stimmen begrenzt ist;

d) die jährlich ausgezahlte Dividende darf den vom Nationalen Rat für die Kooperation festgelegten Prozentsatz nicht überschreiten;

33° "Gerätenutzungsgenossenschaft", kurz "CUMA": die gemäß Buch I, Titel I, Artikel 2, § 2, vierter Gedankenstrich des Gesetzbuches über die Gesellschaften, gegründete Genossenschaft, deren Gesellschaftszweck, was den Betrieb der Mitglieder betrifft, sich hauptsächlich auf die gemeinsame Nutzung der zur Verwirklichung des Gesellschaftszwecks notwendigen landwirtschaftlichen Gerätschaften beziehen muss. Die Mehrheit der Mitglieder dieser Genossenschaft (Mindestanzahl drei) muss den Beruf eines Landwirts ausüben. Die Genossenschaft muss zudem die unter Punkt 32° erwähnten Bedingungen c und d erfüllen;

34° "Futteranbaufläche": Futteranbaufläche, die als solche in den Erläuterungen zur Flächenerklärung, die im Antragsjahr gültig ist und vom Minister festgelegt worden ist, kodifiziert worden sind;

35° "Berechnungssatz": Satz, der alle drei Monate festgelegt wird und als Grundlage für die Berechnung der Beteiligung in Form einer Zinssubvention dient. Er wurde zum ersten Mal im ersten Quartal 2007 bestimmt und entspricht dem durchschnittlichen Wert des OLO-Satzes auf zehn Jahre des vorangehenden Quartals, erhöht um 1%;

36° "Großvieheinheiten" kurz "GVE": Die Anzahl der Großvieheinheiten wird errechnet, indem die Anzahl der Rinder, Pferde, Mutterschafe oder Ziegen mit den folgenden Koeffizienten multipliziert wird:

— Stiere, Kühe und andere Rinder, 1ter als zwei Jahre, Pferde, 1ter als sechs Monate 1,0 GVE

— Rinder im Alter von 6 Monaten bis 2 Jahren 0,6 GVE

— Rinder, jünger als 6 Monate 0,4 GVE

— Schafe und Ziegen 0,15 GVE

— Zuchtsäue von mehr als 50 Kg 0,5 GVE

— Andere Schweine 0,3 GVE

— Legehennen 0,014 GVE

— Sonstiges Geflügel 0,003 GVE

37° "Produktionseinheit": alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, einschließlich der Gebäude, der Lagereinrichtungen, der Zuchttiere und der landwirtschaftlichen Flächen und der Futtervorräte, die der Erzeuger für seinen ausschließlichen Nutzen benötigt, um eine oder mehrere Spekulationen im Bereich der Landwirtschaft durchzuführen;

38° "Arbeitskräfteeinheit", kurz "AKE": der Bruchteil von 1 800 Arbeitsstunden pro Jahr, geleistet von einer in einem landwirtschaftlichen Betrieb tätigen Person, die dem Sozialstatut der selbständigen landwirtschaftlicher Betreibers angehört, entweder als Landwirt oder als Mithelfender; dieser Bruchteil wird auf der Grundlage einer Bescheinigung der Sozialversicherungskasse bestimmt; er darf 1 Einheit pro Person nicht übersteigen. Falls diese Person mehr als 1 170 Stunden den außerhalb des Betriebs ausgeübten beruflichen Tätigkeiten widmet, so darf dieser Bruchteil 0,5 Einheiten nicht übersteigen;

"39° "ländliche Freizone": die Zone, die zu jenen gehört, die gemäß Artikel 38 des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft definiert worden sind.

KAPITEL II — Zulässigkeitsbedingungen

Art. 2 - Die ausreichende berufliche Qualifikation um in den Genuss einer Investitionsbeihilfe zu gelangen, ist erwiesen, wenn der landwirtschaftliche Betriebsinhaber eine der nachfolgenden Bedingungen erfüllt:

1) er besitzt wenigstens eines der nachfolgenden Abschlusszeugnisse des Hochschulwesens:

a) Hochschulwesen des kurzen oder langen Studienganges in einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder einer in dem Sektor 1 angeführten Abteilung;

b) Master als Bioingenieur, Agraringenieur oder Ingenieur für Chemie und Agrarindustrien;

c) Diploms eines Ingenieurs für Chemie und Bio-Industrien oder eines Doktors der Veterinärmedizin;

d) durch den Zentralprüfungsausschuss anerkanntes oder ausgestelltes Abschlusszeugnis oder Zertifikat der Oberstufe des Sekundarunterrichts einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder einer in dem Sektor 1 angeführten Abteilung oder Qualifikationszertifikat der sechsten Klasse des damit verbundenen Sekundarunterrichts; oder

2° eine Berufserfahrung von wenigstens zwei Jahren aufweisen nach der Ausstellung wenigstens eines der durch den Zentralprüfungsausschuss anerkannten oder ausgestellten Abschlusszeugnisse oder Zertifikate (mit Ausnahme der vorerwähnten) der Oberstufe des Sekundarunterrichts, des Hochschulwesens des kurzen oder langen Studienganges oder einer Universität oder nach der Ausstellung eines nach mindestens vier Jahren des Sekundarunterrichts in einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder ähnlichen Abteilung gewährten Qualifikationszertifikat oder -zeugnis; oder

3° er besitzt eine Berufserfahrung von wenigstens drei Jahren und ein Abschlusszeugnis einer post-schulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B oder ein von der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgestelltes Ausbildungszertifikat; oder

4° eine Berufserfahrung von wenigstens fünf Jahren aufweisen.

Unbeschadet der Beachtung der durch den vorliegenden Erlass festgelegten Bedingung für die Berufserfahrung, werden die Abschlusszeugnisse oder Zertifikate, die in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union für den Zugang zur Investitionsbeihilfe anerkannt werden, zugelassen.

Art. 3 - § 1. Die ausreichende berufliche Qualifikation um in den Genuss einer Beihilfe für die Ersteinrichtung zu gelangen, ist erwiesen, wenn der landwirtschaftliche Betriebsinhaber eine der nachfolgenden Bedingungen erfüllt:

1° er ist Inhaber des Abschlusszeugnisses des Universitäts- oder Hochschulwesens des kurzen oder langen Studienganges einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder einer in dem Sektor 1 angeführten Abteilung oder des Diploms eines Masters als Bioingenieur oder eines Agraringenieurs, oder eines Ingenieurs für Chemie und Agrarindustrien, oder eines Ingenieurs für Chemie und Bio-Industrien oder eines Doktors der Veterinärmedizin;

2) er ist Inhaber eines durch den Zentralprüfungsausschuss anerkannten oder ausgestellten Abschlusszeugnisses oder Zertifikats der Oberstufe des Sekundarunterrichts einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder einer in dem Sektor 1 angeführten Abteilung sowie des Qualifikationszertifikats der sechsten Klasse des damit verbundenen Sekundarunterrichts;

3° er besitzt eine Berufserfahrung von wenigstens zwei Jahren und ist Inhaber eines der Diplome (mit Ausnahme der oben erwähnten) des Hochschulwesens des kurzen oder langen Studienganges, des Universitätswesens oder aber eines Diploms oder Abschlusszeugnisses, das den oben erwähnten gleichgestellt werden kann und ein Abschlusszeugnis einer post-schulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B oder ein von der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgestelltes Ausbildungszertifikat als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber;

4) er besitzt eine Berufserfahrung von wenigstens zwei Jahren und ist Inhaber eines der durch den Zentralprüfungsausschuss anerkannten oder ausgestellten Abschlusszeugnisse oder Zertifikate der Oberstufe des Sekundarunterrichts, oder eines nach mindestens vier Jahren des Sekundarunterrichts in einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder ähnlichen Abteilung gewährten Qualifikationszertifikats, oder aber ein Diplom oder Abschlusszeugnis, das den vorerwähnten gleichgestellt werden kann und ein Abschlusszeugnis einer post-schulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B oder ein von der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgestelltes Ausbildungszertifikat als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber;

5° eine Berufserfahrung von wenigstens drei Jahren aufweisen in Verbindung mit:

a) entweder dem Abschlusszeugnis der post-schulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B;

b) entweder dem Abschlusszeugnis der landwirtschaftlichen Ausbildung von wenigstens 150 Unterrichtsstunden;

c) oder dem von der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgestellten Ausbildungszertifikat als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber;

Unbeschadet der Beachtung der durch den vorliegenden Erlass festgelegten Bedingung für die Berufserfahrung, werden die gleichgestellten Abschlusszeugnisse oder Zertifikate, die in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union für den Zugang zur Ersteinrichtung anerkannt werden, zugelassen.

§ 2. Falls er nicht in der Lage ist, die in dem oben vorangeführten Absatz erwähnte Berufserfahrung in der Landwirtschaft durch die Zeiträume der Mitgliedschaft in dieser Eigenschaft bei einer Sozialversicherungskasse zu belegen, so kann der Antragsteller den Beweis erbringen, dass er ein ausreichendes Fachwissen besitzt; Um dieses ausreichende Fachwissen zu rechtfertigen reicht der Antragsteller einen begründeten Antrag bei dem Ausschuss für die Niederlassung von Junglandwirten ein. Innerhalb von dreißig Arbeitstagen nach dem Eingang dieses Antrags hört der Ausschuss für die Niederlassung von Junglandwirten den Antragsteller an und befindet darüber, ob das Fachwissen des Antragsteller ausreichend ist, wobei die betreffende Art des Betriebes berücksichtigt wird.

Art. 4 - § 1. Nur für die Investitionen, die in der Wallonischen Region gelegenen Produktionseinheiten getätigt werden, können die in dem vorliegenden Erlass bestimmten Beihilfen gewährt werden.

Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber muss eine Korrespondenzanschrift in der Wallonischen Region besitzen.

Bei der Bewilligung einer der in den Kapiteln I und II des Titels II angeführten Beihilfen, wird von dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber verlangt, dass er bei von dem Minister anerkannten natürlichen oder juristischen Personen eine Betriebsbuchhaltung führt.

Diese Buchhaltung umfasst:

1° die jährliche Erstellung einer Eröffnungs- und einer Schlussbestandsaufnahme;

2° die systematische und regelmäßige Eintragung aller den Betrieb betreffenden Sach- und Barbewegungen während des Rechnungsjahres;

Die jährliche Vorlage muss u.a. umfassen:

1° eine Beschreibung der allgemeinen Merkmale des Betriebs, insbesondere der eingesetzten Produktionsmittel;

2° eine ausführliche Bilanz (Aktiva und Passiva) und einer ausführlichen Betriebsrechnung (Lasten und Erträge);

3° die erforderlichen Unterlagen zur Beurteilung der Effizienz der gesamten Betriebsführung sowie der Wirtschaftlichkeit der wichtigsten Betriebstätigkeiten.

Der Minister ist befugt, die Formvorschriften für diese Dokumente festzulegen.

Diese Buchführung ist über die gesamte Dauer der Beihilfe hinweg zu führen, mit einer Mindestdauer von fünf Jahren.

§ 2. Abweichend von dem vorangeführten Absatz wird für die gartenbaulichen Betriebe jegliche andere Form der Buchführung zugelassen.

§ 3. Die CUMA und Maschinenringe sind verpflichtet eine vereinfachte Buchführung einzureichen, für die der Minister die Formvorschriften festlegt.

KAPITEL III — Einreichen und Prüfung der Investitionspläne und der Anträge, die eine einzige Investition betreffen

Art. 5 - § 1. Jeder Investitionsplan oder jeder Antrag, der sich auf eine einzige Investition bezieht, wird durch den Antragsteller schriftlich bei der Verwaltung eingereicht nach dem durch den Minister festgelegten Muster. Eine Kopie in Form eines Datenträgers muss ebenfalls übermittelt werden.

Durch eine innerhalb von zehn Arbeitstagen übermittelte Empfangsbestätigung wird dem Antragsteller mitgeteilt, ob seine Akte vollständig ist oder nicht. Gegebenenfalls wird mitgeteilt, welche Unterlagen fehlen.

§ 2. Die Verwaltung kann den Antragsteller auffordern, seinen Plan vorzustellen oder zu verteidigen.

Der Antragsteller kann in Begleitung seines Beraters erscheinen.

§ 3. Falls die Verwaltung aufgrund der Prüfung der Akte der Ansicht ist, von dem Antragsteller ergänzende Dokumente oder Informationen verlangen zu müssen, so teilt sie ihm dies schriftlich mit. Diese Anfrage führt zur Aussetzung der Aktenprüfung.

§ 3bis. Falls die Akte des Antragsteller als unvollständig gewertet wurde oder falls die Verwaltung den Antragsteller aufgefordert hat, seine Akten in Anwendung des vorangeführten Absatzes zu ergänzen, so wird diesem Antragsteller eine neue Empfangstätigung übermittelt, wenn seine Akte als vollständig betrachtet wird.

§ 4. Innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab der Notifizierung der Empfangsbestätigung darüber, dass die Akte vollständig ist, genehmigt der Generaldirektor den Investitionsplans mit einer Laufzeit von drei Jahren oder den Antrag, der sich auf eine einzige Investition bezieht, völlig, teilweise oder bedingt, oder er lehnt den Plan oder den Antrag ab.

Der Beschluss des Generaldirektors wird begründet und im Falle einer Ablehnung oder einer teilweisen oder bedingten Genehmigung wird dabei der vollständige Wortlaut von Paragraph 5 übernommen.

§ 5. Innerhalb von zwei Monaten nach der Zustellung des Beschlusses des Generaldirektors ist der Antragsteller berechtigt, einen Antrag auf Revision des Beschlusses bei dem Minister einzureichen. Dieser Antrag wird bei der Verwaltung gestellt. In seinem Revisionsantrag kann der Antragsteller beantragen, durch den Minister oder dessen Vertreter angehört zu werden.

§ 6. In der Mitteilung zur Genehmigung des Investitionsplans mit einer Laufzeit von drei Jahren oder des Antrags, der sich auf eine einzige Investition bezieht, durch die zuständige Behörde werden der Wert und die Art der Investition(en), für die eine Beihilfe gewährt wird, sowie pro Investition der Betrag, der Zeitplan der Ausführung, die Begleitindikatoren sowie die zur Rechtfertigung der Investition vorzulegenden Dokumente angegeben.

Art. 6 - Artikel 5 ist auf alle in Titel II, Kapitel I angeführten Beihilfeanträge anwendbar.

Titel 2 — Beihilfen für Investitionen und die Niederlassung im Agrarsektor

KAPITEL I — *Beihilfen für Investitionen im Agrarsektor: der Investitionsplan*

Abschnitt 1 — Landwirtschaftliche Betriebe

Art. 7 - § 1. Der landwirtschaftliche Betreiber, der folgende Bedingungen erfüllt, kann in den Genuss von Beihilfen für Investitionen in den Betrieben (auch "Beihilfen" genannt) gelangen:

1° er ist zum Zeitpunkt der ersten Zahlung der Beihilfe wenigstens 20 Jahre alt, außer in den in Artikel 96, ab und b) angeführten Fällen höherer Gewalt;

2° er kann eine ausreichende berufliche Qualifikation gemäß Artikel 2 vorweisen;

3° er liefert gemäß dem von dem Minister festgelegten Muster die Informationen der Buchführung, die eine Bewertung der Tragfähigkeit des Betriebs und der Auswirkungen der Investitionen auf diese Tragfähigkeit ermöglichen; die Tragfähigkeit ist erwiesen, wenn das Betriebseinkommen nach Abschluss des Investitionsplans sich auf wenigstens 7.500 Euro pro 0,5 Arbeitseinheiten beläuft;

4° er bezieht aus seinem landwirtschaftlichen Betrieb, auf den sich der Investitionsplan bezieht, ein Einkommen pro Arbeitseinheit, das unter 40.000 Euro liegt;

5° er erbringt den Beweis, dass der Betrieb, für den Investitionsbeihilfen gewährt werden, die Normen für die Lagerkapazitäten der Tierzucht abwässer erfüllt und er sich - falls er diese nicht erfüllt - verpflichtet, die Angleichung an die geltenden Vorschriften und die Anpassung an die Normen der Lagereinrichtungen für Tierzucht abwässer durchzuführen.

6° er erbringt den Beweis, dass er seit wenigstens 3 Jahren ab dem Datum der Hinterlegung seines Antrags einer landwirtschaftlichen Tätigkeit nachgeht und zwar entweder hauptberuflich oder nicht-hauptberuflich, es sei denn er gelangt in den Genuss der in Artikel 22 angeführten Beihilfe für die Ersteinrichtung.

§ 2. Um in den Genuss von Beihilfen zu gelangen, muss der Antragsteller für seinen Betrieb einen Investitionsplan, auch kurz "Plan" genannt, der sich über drei Jahre erstreckt, ausarbeiten. Dieser Plan genügt den folgenden Anforderungen:

1° Er muss ein vollständiges Bild der Ausgangslage des Betriebs widerspiegeln sowie die spezifischen Zielsetzungen, die zur Ausweitung der Aktivitäten bestimmt worden sind, anführen;

2° Er führt die gesamten geplanten Investitionen auf - ob beihilfefähig oder nicht - und verdeutlicht, dass sie mit den Zielsetzungen des Betriebs übereinstimmen, und zeigt seine wirtschaftliche, umwelttechnische und technische Zweckmäßigkeit auf;

3° er zeigt die Ausgaben und Einnahmen auf, die diese Investitionen in Bezugnahme auf die bestehende oder noch auszuarbeitende in Artikel 4 vorgesehene Betriebsführung zur Folge haben

§ 2bis. Außer in Fällen höherer Gewalt oder bei außergewöhnlichen Umständen, die in Artikel 96 angeführt werden, und unter der Bedingung, dass die Investition für die Fortführung der Betriebstätigkeit notwendig ist, darf keine Investition getätigt oder begonnen werden, bevor die zuständige Behörde den Plan genehmigt hat.

§ 3. Der Minister bestimmt den Inhalt des Plans.

Der Dreijahresplan für die Investitionen wird durch den Betriebsinhaber allein oder mit der Unterstützung eines Beraters verfasst. Ist letzteres der Fall, so muss der Berater den bei der Verwaltung eingereichten Plan gegenzeichnen.

§ 4. Ein und derselbe Betrieb darf nicht gleichzeitig Gegenstand mehr als eines Investitionsplans sein.

Ein und derselbe landwirtschaftliche Betreiber darf nicht gleichzeitig oder nicht und mit zwei unterschiedlichen Erzeugernummern oder nicht mehr als eine Beihilfe für die Durchführung eines Investitionsplans beantragen oder mehr als einen Antrag, die eine einzige Investition betreffen, stellen.

Des weiteren kann ein landwirtschaftlicher Betreiber nicht gleichzeitig in den Genuss einer Beihilfe für die Durchführung eines Investitionsplans als natürliche Person einerseits und als juristische Person, deren geschäftsführender Verwalter, Geschäftsführer oder geschäftsführender Gesellschafter dieser Betreiber als natürliche Person ist, andererseits gelangen.

§ 5. Die in dem Plan vorgesehene(n) Investition(en) müssen außerdem die auf sie anwendbaren gemeinschaftlichen Normen beachten.

§ 6. Die Gewährung der Beihilfen, die von Vereinigungen oder Zusammenschlüssen mit Ausnahme der Milcherzeugervereinigungen und die Milcherzeugergemeinschaften beantragt werden, unterliegt den folgenden Bedingungen:

1° alle Mitglieder der Vereinigung unterzeichnen den Beihilfeantrag;

2° die Vereinigung beachtet die auf die landwirtschaftlichen Betreiber anwendbaren Bedingungen; die in § 1, Absatz 2 festgelegten Bedingungen gelten als erfüllt, falls wenigstens 50% der Personen, die die Vereinigung bilden, diese erfüllen;

3° die in Artikel 15, 1° angeführte Anhebung wird angewandt, insofern der Bezugsberechtigte persönlich beihilfefähig ist.

Art. 8 - § 1. Bei der Umsetzung des Investitionsplans mit einer Laufzeit von drei Jahren, für den der Minister eine Genehmigung erteilt hat und der nachstehend der "verabschiedete Plan" genannt wird, sind die folgenden Bestimmungen anwendbar:

§ 2. Nur für die Investitionen, die in dem verabschiedeten Plan angeführt werden und die unter den in dem besagten Plan angeführten Bedingungen oder unter Beachtung der vorab von der zuständigen Behörde genehmigten Anpassungen ausgeführt werden, kann eine Beihilfe gewährt werden.

§ 3. Für die Investitionen, die von einem landwirtschaftlichen Betreiber unter den in dem besagten Plan angeführten Bedingungen getätigt werden, wird die Zahlung der Beihilfe nur auf Vorlage des zur Rechtfertigung der Investition vorzulegenden Dokuments gemäß den vom Minister festgelegten Formen getätigt.

Die Beihilfen werden gezahlt, so lange der landwirtschaftliche Betriebsinhaber die Zulässigkeitsbedingungen erfüllt.

§ 4. Die in dem Plan vorgesehenen Investitionen müssen durchgeführt oder zumindest begonnen werden innerhalb einer Frist von sechs Monaten das auf das Jahr folgt, für das sie vorgesehen sind. Als Datum für die voraussichtliche Durchführung wird lediglich die Jahreszahl verlangt.

Des weiteren wird eine preisliche Toleranz von mehr oder weniger 20% im Vergleich zu der in dem verabschiedeten Plan vorgesehenen Investition unter Beachtung der in Artikel 18, § 1 festgelegten allgemeinen Grenzbeträge für die Beihilfen angewandt. Der Betrag der Beihilfe wird entsprechend angepasst. Der über die Dauer des Plans effektiv gezahlte Gesamtbetrag der Beihilfen darf den Gesamtbetrag für die Beihilfen, die der Minister bei der Genehmigung des Plans mitgeteilt hat, jedoch nicht übersteigen.

Es obliegt dem landwirtschaftlichen Betreiber, bei der zuständigen Behörde eine Anpassung des Gesamtbetrags der ihm gewährten Beihilfen zu beantragen, bevor er eine Investition tätigt, die dazu führen kann, dass der Gesamtbetrag für die Beihilfen, die die zuständige Behörde bei der Genehmigung des Plans mitgeteilt hat, überstiegen wird. Die auf diese Weise durchgeführten Anpassungen dürfen die Zielsetzungen und Richtlinien, die für den Plan bestimmt worden sind, nicht gefährden.

§ 5. Über diese in § 4 angeführten Toleranzgrenzen hinaus muss jede Anpassung des verabschiedeten Plans, die den Wert einer Investition, ihre Art oder den Zeitplan der Durchführung betrifft, Gegenstand eines mit einem Einschreibebrief bei der Verwaltung eingereichten Antrags sein.

Unter der Bedingung, dass die eingereichten Anpassungen die Zielsetzungen und Richtlinien, die für den Plan bestimmt worden sind, nicht gefährden und nicht dazu führen, dass der Gesamtbetrag für die Beihilfen, die die zuständige Behörde mitgeteilt hat, überstiegen wird, verfügt die Verwaltung über zwanzig Arbeitstage, um auf den Antrag zu antworten.

Für den Fall, dass eine oder mehrere Anpassungen dazu führen, dass der Gesamtbetrag für die Beihilfen, die die zuständige Behörde bei der Genehmigung des Plans mitgeteilt hat, überstiegen wird, hat die zuständige Behörde die Möglichkeit, diesen Gesamtbetrag unter Beachtung des in Artikel 18, § 1 festgelegten Grenzbetrags anzupassen.

Die Anpassungsanträge, die sich ausschließlich auf den Verzicht auf eine oder mehrere in dem verabschiedeten Plan vorgesehene Investitionen beziehen, können jederzeit eingereicht werden. In allen anderen Fällen kann eine Person, die Beihilfen bezieht, Anträge auf Anpassungen höchstens drei mal jährlich im Laufe der Dauer des Plans einreichen. Diese Anträge dürfen sich nur auf Investitionen beziehen, deren geplantes Ausführungsdatum noch nicht abgelaufen ist. Die auf diese Weise durchgeführten Anpassungen dürfen die Zielsetzungen und Richtlinien, die für den Plan bestimmt worden sind, nicht gefährden. Sie müssen zudem die Zweckmäßigkeit und die Kohärenz des verabschiedeten Plans verstärken.

Jede Änderung durch Streichung oder Hinzufügung muss begründet werden und aus technischen, wirtschaftlichen oder sozialen Gründen durch höhere Gewalt oder außergewöhnliche Umstände gerechtfertigt sein. Dies gilt ebenfalls für einen Antrag auf Verlängerung des Plans um maximal zwei Jahre.

Die in Artikel 15, § 3 vorgesehene Erhöhung der Beihilfe geht verloren, falls ein Antrag auf Anpassung eines ursprünglich mit der Unterstützung eines Beraters eingereichten Plans ohne die Unterstützung eines Beraters eingereicht wird. Der Verlust des Anrechts auf die Erhöhung wird rückwirkend für die gesamte Laufzeit des Plans und für alle Investitionen, die der Plan vorsieht, angewandt.

§ 6. Außer in Fällen höherer Gewalt, die in Artikel 96 angeführt werden, in Fällen von Verbindungen landwirtschaftlicher Betriebe gemäß Artikel 21 oder bei durch den Minister anerkannten außergewöhnlichen Gelegenheiten darf ein Investitionsplan innerhalb von zwei Jahren nach dem Datum der Notifizierung der Genehmigung durch den Minister nicht unterbrochen werden. Ein neuer Plan, den ein Landwirt alleine oder im Rahmen einer Verbindung innerhalb von zwei Monaten nach der genehmigten vorzeitigen Unterbrechung des/der verabschiedeten Plans/Pläne einreicht, wird vorrangig behandelt.

§ 7. Es steht dem Beihilfeberechtigten frei, eine Investition, die in seinem verabschiedeten Plan vorgesehen war, nicht auszuführen. Gemäß § 4 hat er in diesem Fall die Verwaltung darüber zu informieren. Die Hälfte der Beihilfe wird in diesem Fall freiwillig überlassen und von dem in Artikel 18, § 1 festgelegten Gesamthöchstbetrag der Beihilfe abgezogen.

Abschnitt 2 — Gerätenutzungsgenossenschaft

Art. 9 - § 1. Eine Gerätenutzungsgenossenschaft, deren Mitglieder die Anforderungen von Artikel 7, § 1 erfüllen, und deren Buchführung belegt, dass sie zumindest im Gleichgewicht ist und bleiben wird, kann für Investitionen, die diese Genossenschaft betreffen, Beihilfen beziehen sowie einen Investitionsplan mit einer Laufzeit von drei Jahren einreichen.

§ 2. Der Gerätenutzungsgenossenschaft können nach den in den Artikeln 13 bis 18 festgelegten Bedingungen und Grenzen für folgende Investitionen Beihilfen gewährt werden:

1° Materialinvestitionen, entweder für bestimmte Betriebstätigkeiten, oder für den Transport, das Schleppen, den innerbetrieblichen Transport oder die gemeinsame Ernte der Erzeugnisse der Mitglieder;

2° Immobilieninvestitionen, unter der Bedingung, dass es sich um Gebäude handelt, die zur Unterbringung der Geräte der Gerätenutzungsgenossenschaft dienen, und dass sie sich auf einem Grundstück befinden, das Eigentum der Genossenschaft ist oder für das diese über ein Nutzungsrecht verfügt, über eine Dauer, die mindestens der Dauer der öffentlichen Bürgschaft entspricht;

3° Investitionen für die Anpassung der Gebäude, unter der Bedingung, dass es sich um Gebäude handelt, die der Genossenschaft gehören und zur Unterbringung ihrer Geräte dienen.

§ 3. Die kollektive Nutzung des Materials der Genossenschaft durch wenigstens drei Landwirte, die der Genossenschaft angehören, muss jederzeit überprüft werden können. Ein und derselbe Landwirt kann die Beihilfefähigkeit ein und desselben Materials oder eines ähnlichen Materials in mehr als einer Genossenschaft nicht rechtfertigen.

Ein Landwirt, der ähnliches Material besitzt, das nicht älter als zehn Jahre ist, kann die Zulässigkeit dieses Materials oder eines ähnlichen Materials innerhalb einer Genossenschaft nicht rechtfertigen.

Für Material, das der Gerätenutzungsgenossenschaft gehört, wird diese Frist auf sieben Jahre verringert.

Ein Landwirt kann die Beihilfefähigkeit ein und desselben Materials oder eines ähnlichen Materials in mehr als einer Genossenschaft nicht rechtfertigen.

Diese Regeln sind ebenfalls anwendbar für die Beihilfeanträge, die der Landwirt in seinem eigenen Namen einreicht. Dabei wird jedoch lediglich das Material der Genossenschaft berücksichtigt, für das belegt ist, dass er einer der Benutzer ist.

§ 4. Der Minister bestimmt den Inhalt des Plans.

§ 5. Bei der Einreichung des Antrags auf Auszahlung der durch den Plan gewährten Beihilfe muss die Gerätenutzungsgenossenschaft für jede Investition zusätzlich zu dem in ihrem Plan vorgesehenen Beleg das Protokoll über den Investitionsbeschluss übermitteln, das von allen Mitgliedern der Genossenschaft gegengezeichnet worden ist.

§ 6. Wenn im Rahmen der Ausführung eines Plans der Austritt eines Mitglieds aus der Genossenschaft dazu führt, das die Auflagen von § 1 nicht mehr erfüllt sind, so hat die Genossenschaft die Verwaltung darüber zu informieren und innerhalb von 6 Monaten ein Ersatzmitglied zu finden. Falls die Auflagen von § 1 nach Ablauf dieser Frist noch immer nicht erfüllt sind, wird der Plan unterbrochen. Die bereits gezahlten Beihilfen bleiben jedoch erhalten.

Art. 10 - Eine Gerätenutzungsgenossenschaft, die zu wenigstens zwei Dritteln aus Mitgliedern gebildet wird, die gleichzeitig in einer anderen Gerätenutzungsgenossenschaft, die bereits einen Investitionsplan vorgelegt hat, vertreten sind, oder die in der Vergangenheit einer anderen in einer anderen Gerätenutzungsgenossenschaft vertreten waren, ist nicht beihilfefähig.

Abschnitt 3 — Maschinenringe

Art. 11 - § 1. Ein Maschinenring, der von der Verwaltung anerkannt worden ist, kann für Investitionen, die ihn betreffen, Beihilfen beziehen sowie einen Investitionsplan mit einer Laufzeit von drei Jahren einreichen.

§ 2. Die Beihilfe ist nur zugänglich, wenn wenigstens zwei Drittel der Mitglieder nicht bereits Mitglied eines anderen Maschinenringes waren.

§ 3. Bei der Einreichung des Antrags auf Auszahlung der durch den Plan gewährten Beihilfe muss der Maschinenring für jede Investition zusätzlich zu dem in seinem Plan vorgesehenen Beleg das Protokoll über den Investitionsbeschluss übermitteln, das von allen Mitgliedern des Verbandes gegengezeichnet worden ist. Die Beihilfe wird direkt an die Mitglieder gezahlt und zwar im Verhältnis ihrer Beteiligung an der Finanzierung des Materials, für das diese Beihilfe gewährt wird.

§ 4. Wenn im Rahmen der Ausführung eines Plans der Austritt eines Mitglieds aus dem Verband dazu führt, das die Auflagen von § 1 nicht mehr erfüllt sind, so hat der Verband die Verwaltung darüber zu informieren und innerhalb von 6 Monaten ein Ersatzmitglied zu finden. Falls die Auflagen von § 1 nach Ablauf dieser Frist noch immer nicht erfüllt sind, wird der Plan unterbrochen. Die bereits gezahlten Beihilfen bleiben jedoch erhalten.

§ 5. Ein Landwirt kann die Beihilfefähigkeit ein und desselben Materials oder eines ähnlichen Materials in mehr als einem Maschinenring nicht rechtfertigen.

Abschnitt 4 — Die Beihilfen

Art. 12 - Die in dem vorliegenden Kapitel erwähnten Beihilfen entsprechen der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. Mai 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Art. 13 - Die Beihilfen für Landwirte, Gerätenutzungsgenossenschaften, Maschinenringe oder Milcherzeugergemeinschaften deren Investitionspläne mit einer Laufzeit von drei Jahren unter Berücksichtigung der in den Artikel 14 festgelegten Höchstbeträge verabschiedet worden sind, sind:

1° eine finanzielle Beihilfe nach einem in dem verabschiedeten Plan bestimmten Verteilerschlüssen als:

a) eine Zinssubvention; sie entspricht der Differenz zwischen dem in Artikel 1, 31° definierten Referenzsatz zum Zeitpunkt der Unterzeichnung des Darlehens mit der Kreditanstalt und dem zu Lasten des Beihilfeempfängers verbleibenden Zinssatzes von 2,0%. Der Satz der Zinssubvention darf nicht über 5% liegen und die Zinssubvention bezieht sich auf einen Zeitraum von maximal sieben Jahren für die Investitionen in Geräte und maximal fünfzehn Jahren für die Investitionen in Gebäude.

Pro Investition darf die Beihilfe in keinem Fall die in den Artikeln 14 und 15 vorgesehenen Beträge übersteigen;

b) eine Kapitalbeteiligung, die in einem Mal ausgezahlt wird, wenn der Betrag der Beihilfe unter 10.000 Euro liegt, in zwei Teilbeträgen, wenn er zwischen 10.000 und 20.000 Euro liegt und in drei Teilbeträgen, wenn er über 20.000 Euro liegt.

Innerhalb der Grenzen der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel wird die Kapitalbeteiligung der Beteiligung in Form einer Zinssubvention vorgezogen;

c) eine Kombination von Beihilfen in Form von Zinssubventionen und in Form einer Kapitalprämie.

2° Die öffentliche Bürgschaft, die für jede Investition des Investitionsplans, für den eine durch den vorliegenden Erlass vorgesehene Beihilfe gewährt wird und für die ein Darlehen bei einer zu diesem Zweck anerkannte öffentliche oder private Kreditanstalt beantragt wird, vervollständigt die durch den Antragsteller gelieferten Bürgschaften und darf höchstens 75% des Darlehens, das die zulässigen Investitionen betrifft (ausschließlich MwSt.).

Die Zahlung der Zinssubvention wird aufgehoben, sobald die Bürgschaft in Anspruch genommen wird.

Art. 14 - § 1. Jede Ausgabe, die nicht einer der folgenden Ersatzinvestitionen entspricht, ist in Höhe von 20% beihilfefähig:

1° der Ankauf oder die Anpassung von neuen oder gebrauchten Geräten gemäß Artikel 91, bestimmt für die Weiterführung, die Ausdehnung oder den Beginn einer Tätigkeit, einschließlich der Erstverarbeitung und dem Direktverkauf auf dem Hof in einem landwirtschaftlichen Betrieb, einer Gerätenutzungsgenossenschaft, einem Maschinenring, einer Milcherzeugervereinigung oder einer Milcherzeugergemeinschaft;

2° die Ausstattung, die tiefgreifende Renovierung, die Instandsetzung nach erlittenen Schäden, der Bau oder der Erwerb von landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Immobiliengütern, einschließlich der Erstverarbeitung und dem Direktverkauf auf dem Hof; Für die nachstehend angeführten Produktionen müssen die folgenden entsprechenden Bedingungen erfüllt werden:

a) für die Geflügel- und die Schweinezuchtbetriebe: Ein Lastenheft, das zu einem Produkt von differenzierter Qualität führt, beachten oder sich verpflichten, es zu beachten, sowie Investitionen betreffen, die nicht der Klasse 1 der Umweltgenehmigung zugeordnet werden können;

b) Für die Zuchtbetriebe: einen Anteil der Bodengebundenheit gemäß Artikel R 212, 3 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, aufweisen, der den Wert 1 im Laufe des Antragsjahres nicht übersteigt und der während der Umsetzung des verabschiedeten Plans nicht überschritten wird;

c) Für die Milchproduktionseinheiten: nicht dazu führen, dass die Referenzmenge überschritten wird, es sei denn, dass zuvor eine zusätzliche Referenzmenge gewährt oder durch eine Übertragung erhalten wurde; In diesem Fall werden die Beihilfen nur unter der Bedingung gewährt, dass durch die Investition die Anzahl der Milchkühe nicht über 200 je Betrieb, Milcherzeugervereinigung oder Milcherzeugergemeinschaft ansteigt.

3° die Aussiedlung von Betriebsgebäuden, die im öffentlichen Interesse durchgeführt worden ist oder weil der Vermieter dem landwirtschaftlichen Erzeuger gekündigt hat und diese Kündigung durch den Friedensrichter für gültig erklärt worden ist oder weil sie durch Umweltvorschriften gerechtfertigt wird unter Beachtung der in 2° festgelegten Bedingungen;

4° die Bodenverbesserungsarbeiten;

5° Spezifisches Material für die Erzeugung von Biotreibstoffen und/oder erneuerbarer Energie anhand von Erzeugnissen oder Nebenerzeugnissen aus der landwirtschaftlichen Tätigkeit des Betriebs oder der Genossenschaft, sowie die Einrichtungen für die Behandlung der Tierzucht abwässer mit Erzeugung von Biotreibstoffen und erneuerbaren Energien;

6° die Ausstattung von Gebäuden und/oder die Anpassung von Geräten, um Energieeinsparungen zu erzielen zusätzlich zu den anderen öffentlichen Beihilfen, die bereits von der Region gewährt werden und unter Beachtung der durch die Verordnung (EG) 1698/2005 festgelegten Höchstbeträge für die Beihilfen;

7° die Vorrichtungen, die eine Einschränkung von gasförmigen Schadstoffen aus der Landwirtschaft ermöglichen;

8° Anbringen von Systemen zur Filterung der Belüftungsluft der Gebäude zur Unterbringung der Tiere sowie von Systemen zur Belüftung mit Mischluft;

9° Investitionen auf dem Gebiet der Beobachtungs- und Warnsysteme im Rahmen des integrierten Pflanzenschutzes;

§ 2. In Abweichung von dem vorerwähnten Paragraphen werden für folgende Ausgaben keine Beihilfen gewährt:

1° Für den Ankauf von Ländereien, von einjährigen Pflanzen, von Anpflanzungen von einjährigen Pflanzen, von Betriebsprämienrechten, von Quoten, Tieren sowie Ersetzungen, außer in den durch den vorliegenden Erlass bestimmten Ausnahmefällen;

2° Für die Drainage- und die Bewässerungsarbeiten oder den Ankauf von Bewässerungsgeräten, es sei denn, diese Investitionen führen zu einer Verringerung des Wasserverbrauchs um wenigstens 25%.

3° Für die Anpassung von bestehenden Gebäuden um den Gesetzesvorschriften zu entsprechen, die über die auf Gemeinschaftsebene festgelegten Mindestnormen hinausgehen oder um den auf Gemeinschaftsebene festgelegten Mindestnormen in den Bereichen des Umweltschutzes, der Volksgesundheit, des Wohlergehens der Tiere oder der Sicherheit auf dem Arbeitsplatz zu entsprechen und dies entweder innerhalb von 36 Monaten nach deren Verabschiedung auf Gemeinschaftsebene, oder während der in den Vorschriften vorgesehenen Übergangsfrist;

4° Für die Anpassung von bestehenden Gebäuden um den auf Gemeinschaftsebene festgelegten Mindestnormen in den Bereichen des Umweltschutzes, der Volksgesundheit, des Wohlergehens der Tiere oder der Sicherheit auf dem Arbeitsplatz zu entsprechen, durchgeführt von jungen Landwirten im Sinne von Artikel 22 der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 und dies innerhalb von 36 Monaten nach ihrer Niederlassung;

§ 3. Für Investitionen im Rahmen von touristischen, pädagogischen oder handwerkliche, Tätigkeiten kann eine Beihilfe in Höhe von 20% der folgenden Ausgaben gewährt werden:

1° der Ankauf, die Anpassung, die Ersetzung, die die in Artikel 1, 22° bestimmten Grenzen übersteigen, von neuen oder gebrauchten Geräten gemäß Artikel 91, bestimmt für die Weiterführung oder die Ausdehnung einer touristischen, pädagogischen oder handwerklichen Tätigkeit, die in einem landwirtschaftlichen Betrieb oder einer Milcherzeugergemeinschaft bereits ausgeübt wird;

2° die Umwandlung oder die Anpassung von bestehenden Gebäuden für die Weiterführung oder die Ausdehnung einer touristischen, pädagogischen oder handwerklichen Tätigkeit innerhalb oder außerhalb des Betriebs;

Art. 15 - Das Ausmaß der in Artikel 14 angeführten Investitionsbeihilfen wird angehoben:

1° um zehn Prozentpunkte für jede Investition, die innerhalb von sechs Jahren nach dem Datum der effektiven Niederlassung als Betriebsleiter getätigt wird, wenn diese Niederlassung spätestens stattgefunden hat, bevor der Betreiber das Alter von vierzig Jahren erreicht hat. Falls die Niederlassung des Bezugsberechtigten der Anhebung auf weniger als sechs Jahre zurückgeht und er Mitglied einer Vereinigung ist, wird die Anhebung im Verhältnis der Beteiligung des Bezugsberechtigten an der Vereinigung gewährt; Für die Investitionen in Immobiliengüter gilt die Anhebung jedoch als uneingeschränkt erhalten, unter der Bedingung, dass es sich bei dem Bezugsberechtigten der Anhebung um den Besitzer des Fonds handelt. Falls der landwirtschaftliche Betreiber, der in den Genuss dieser Anhebung gelangt, geschäftsführender Verwalter, Geschäftsführer oder geschäftsführender Gesellschafter einer juristischen Person ist, wird die Anhebung im Verhältnis der Beteiligung des Bezugsberechtigten an der besagten juristischen Person gewährt;

2° um 5 Prozentpunkte, falls der Investitionsplan durch einen landwirtschaftlichen Betreiber eingereicht wird, dessen Betrieb in einem benachteiligten Gebiet gemäß Artikel 1, 27° gelegen ist;

3° um 5 Prozentpunkte, falls der Investitionsplan durch eine Gerätenutzungsgenossenschaft eingereicht wird;

4° um 2,5 Prozentpunkte, falls der Investitionsplan sowie die ggf. eingereichten Anträge auf Anpassung des genannten Plans durch einen landwirtschaftlichen Betreiber eingereicht wird, der einen zugelassenen Berater zu Rate gezogen hat;

5° um 10 Prozentpunkte für jede Investition, die spezifisch für eine differenzierte Qualitätsproduktion bei deren Einführung oder ersten Ausdehnung bestimmt sind, unter der Bedingung, dass diese Investition nicht in den Anwendungsbereich der Umweltgenehmigung der Klasse 1 im Sinne der Umweltgenehmigung fällt und dass der landwirtschaftliche Betreiber sich verpflichtet, diese Produktion während wenigstens sechs Jahren weiter zu führen.

Art. 16 - Nicht mehr als zwei der in Artikel 15 vorgesehenen Anhebungen dürfen den Höchstbeträgen der in dem Investitionsplan mit einer Laufzeit von drei Jahren angeführten Bestandteile hinzugefügt werden gemäß den in Artikel 14 festgelegten Grenzbeträgen.

Art. 17 - Um zugelassen zu werden, muss der Investitionsplan wenigstens Investitionen im Wert von 15.000 Euro über die Dauer des Plans vorsehen und jede im Plan angeführte Investition muss einzeln betrachtet einen Wert von mehr als 5.000 Euro haben.

Der beihilfefähige Höchstbetrag für eine in dem Plan angeführte Investition beträgt 350.000 Euro für die Investitionen in Gebäude (Bau und Ausrüstung) und/oder in Material. Für die Investitionen in Gebäude kann die Beihilfe jedoch nicht gewährt werden bei Beträgen, die die Höchstbeträge, die der Minister gemäß Artikel 95 pro Quadratmeter festgelegt hat, übersteigen.

Diese beihilfefähigen Höchstbeträge werden um 50% angehoben wenn der Investitionsplan entweder von einer Gerätenutzungsgenossenschaft eingereicht wird, oder falls es sich um spezifische Investitionen im Bereich des Gartenbaus handelt.

Art. 18 - Ein Grenzbetrag von 100.000 Euro wird festgelegt für den zusammengerechneten Gesamtbetrag der Beihilfen, die einem Betrieb für die verschiedenen beihilfefähigen Investitionen im Rahmen seines Investitionsplans gewährt werden.

Art. 19 - Keine Beihilfe wird ausgezahlt oder umgesetzt, falls der Betrieb den Verpflichtungen in Bezug auf die Angleichung der Lagereinrichtungen für Tierzucht abwässer an die geltenden Vorschriften nicht Folge geleistet hat.

Art. 20 - Der Minister legt fest, in welchen Fällen und in welchem Maße die Beihilfe vollständig oder teilweise in der Form einer aufgeschobenen Tilgung des Darlehens gewährt werden kann, ohne dass die höchsten erlaubten Bezuschussungsbeträge überschritten werden dürfen.

Art. 21 - § 1. Wenn mehrere Landwirte ihre Betriebe zusammenlegen und diese Betriebe nicht auf eine Aufteilung eines vorher einzigen Betriebs zurückzuführen sind, und wenn jedes Mitglieder der so entstehenden Vereinigung die Anforderungen von Artikel 5, § 1 des vorliegenden Erlasses erfüllt, so ist Artikel 8, § 6 nicht anwendbar. In diesem Fall dürfen die Mitglieder einen laufenden Investitionsplan unterbrechen und die Vereinigung kann einen neuen Investitionsplan mit einer Laufzeit von drei Jahren in ihrem Namen einreichen. Die zusammengeschlossenen landwirtschaftlichen Betreiber sind verpflichtet, einen Vereinigungsvertrag vorzulegen, unterzeichnet von allen beteiligten Parteien, die sich solidarisch verpflichten. Die Dauer der Vereinigung muss mindestens dem Subventionszeitraum entsprechen und muss zudem mindestens sechs Jahre betragen.

§ 2. Für den ersten von neuen ab dem 1. Januar 2007 gegründeten Betriebsvereinigungen eingereichten Investitionsplan, der die Anforderungen von § 1 erfüllt, wird der Grenzbetrag in Abweichung von Artikel 18, § 1 auf 75.000 Euro pro Mitglied der Vereinigung mit einem Maximum von 250.000 Euro für die Vereinigung festgelegt. Für ihren ersten Plan kann einer neuen Vereinigung eine Anhebung um 50% der in Artikel 17 festgelegten Höchstwerte für die beihilfefähigen Investitionen gewährt werden. Die Vereinigung muss einen vollständigen Investitionsplan vorlegen, der die Struktur und den in Anlage I bestimmten Genauigkeitsgrad beachtet.

§ 3. Handelt es sich um eine Milcherzeugervereinigung oder MEV, so kann der Inhaber der Produktionseinheit, ab der die Lieferungen und/oder Direktverkäufe der MEV erfolgen werden, in seinen Investitionsplan die spezifischen Investitionen eintragen, die für die Entwicklung der Aktivitäten für die Erzeugung und Vermarktung der MEV notwendig sind. Dieser Plan muss die Auflagen der Anlage I erfüllen. In diesem Fall ist Artikel 21, § 1 nicht anwendbar.

§ 4. Eine Milcherzeugergemeinschaft kann einen Investitionsplan einreichen, der für die Entwicklung ihrer Aktivitäten notwendig ist. Dieser Plan betrifft alle Investitionen, die von den Mitgliedern der MEG für ihre gesamte Produktion vorgesehen werden. Dieser Plan muss die Auflagen der Anlage III erfüllen. Bei der Gründung der MEG werden die laufenden Pläne der einzelnen Mitglieder, die diese neue MEG bilden aufgelöst und Artikel 21, § 1 wird angewandt.

Die Einreichung und die Prüfung des Investitionsplans erfolgenden nach den Bestimmungen der Artikel 5 und 6.

KAPITEL II — *Beihilfen für die Niederlassung der jungen landwirtschaftlichen Betriebsinhaber*

Art. 22 - § 1. Die in dem vorliegenden Kapitel erwähnten Beihilfen entsprechen der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. Mai 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL).

Beihilfen für die Niederlassung im Rahmen einer Gründung oder einer Gesamtübernahme eines landwirtschaftlichen Betriebs oder im Rahmen einer Teilübernahme eines Betriebs in höchstens zwei Phasen, von denen jede wenigstens 25% des Gesamtwertes der Investitionen, die für die Übernahme beihilfefähig sind, abdeckt, können dem Betriebsinhaber gewährt werden, der:

1° sich zum ersten Mal auf einem Betrieb als Betriebsleiter in der Eigenschaft eines hauptberuflichen landwirtschaftlichen Betriebsinhabers niederlässt und am Datum der Hinterlegung des Beihilfeantrags Landwirt wird; Die Niederlassung einer natürlichen Person als hauptberuflicher landwirtschaftlicher Betreiber wird durch eine Übereinkommenvereinbarung oder in Ermangelung einer derartigen Vereinbarung durch seine Zugehörigkeit zum Sozialstatut der selbständigen landwirtschaftlicher Betreibers erwiesen. Handelt es sich um juristische Personen, wird diese Bedingung bei einem geschäftsführenden Verwalter oder Geschäftsführer im Rahmen der ersten Niederlassung überprüft;

2° am Datum der Hinterlegung der Niederlassung eine ausreichende berufliche Qualifikation gemäß Artikel 3 vorweisen kann; handelt es sich um juristische Personen, ist zudem der Beweis zu erbringen, dass jeder geschäftsführenden Verwalter oder Geschäftsführer, der eine Beihilfe für die Niederlassung beantragt, am Datum der Hinterlegung des Niederlassungsantrags die in Artikel 3 angeführte berufliche Qualifikation besitzt;

3° am Datum der Hinterlegung des Beihilfeantrags das Alter von vierzig Jahren noch nicht erreicht hat;

4° zum Zeitpunkt der ersten Zahlung der Beihilfe wenigstens 20 Jahre alt ist, außer in den in Artikel 96, 1° und 2° angeführten Fällen höherer Gewalt;

5° am Tag der Einrichtung - außer in den in Artikel 96, 1° und 2° angeführten Fällen höherer Gewalt - einen Ausbildungslehrgang abgelegt hat, der den Anforderungen des Dekrets der Wallonischen Region vom 12. Juli 2001 über die Berufsbildung in der Landwirtschaft entspricht oder den Anforderungen des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 27. Mai 1993 zur beruflichen Aus- und Weiterbildung von im landwirtschaftlichen Bereich tätigen Personen sowie seiner späteren Abänderungen; diesen Lehrgang braucht jedoch nicht abzulegen, derjenige, der:

— vor dem 1. Januar 1978 geboren wurde, oder

— alleinerziehendes Familienoberhaupt ist;

6° einen Entwicklungsplan unterbreitet, dem ein Projekt einer Übernahme- oder Gründungsvereinbarung beiliegt. Den Inhalt dieses Plans bestimmt der Minister. Die Begleitindikatoren für die Umsetzung des Entwicklungsplans sind durch den Plan festzulegen;

7° sich an einen Berater wendet, um ihn bei seinem beruflichen Projekt der Übernahme oder der Betriebsgründung zu beraten, und sich verpflichtet, einen Berater zu Rate zu ziehen für eine Mindestdauer von drei Jahren und gemäß den Anforderungen von Artikel 4 Buch zu führen;

8° den Beweis erbringt, dass der Betrieb, auf dem er sich niederlässt, die Normen für die Lagerkapazitäten der Tierzucht abwässert erfüllt und er sich - falls er diese nicht erfüllt - verpflichtet, die Angleichung an die geltenden Vorschriften und die Anpassung an die Normen der Lagereinrichtungen für Tierzucht abwässert als erste Investition des Investitionsplans einzutragen und diese Investition effektiv durchzuführen und dies innerhalb von 36 Monaten nach ihrer Niederlassung;

9° die Tragfähigkeit des Betriebs nach Abschluss des Entwicklungsplans rechtfertigt; die Tragfähigkeit ist erwiesen, wenn das Betriebseinkommen nach Abschluss des Investitionsplans sich auf wenigstens 7.500 Euro pro 0,5 Arbeitseinheiten beläuft;

Bei erwiesenen und gerechtfertigten finanziellen Schwierigkeiten kann der Minister beschließen, von der Verpflichtung abzuweichen, wonach der Betreiber hauptberuflich Landwirt sein muss. Der Minister entscheidet über die Dauer dieser Abweichung - die jedoch nicht über fünf Jahre hinausgehen darf - durch die dem nebenberuflichen Landwirt während dieses Zeitraums ermöglicht wird, in den Genuss der Beihilfe zu gelangen.

§ 2. Jede Person, die beabsichtigt, eine Beihilfe für die Niederlassung zu beantragen, kann bei der Verwaltung einen Vorantrag einreichen. Dieser Vorantrag beinhaltet alle beweiskräftigen Bestandteile über die in § 1, 2° festgelegten Bedingungen.

Durch eine innerhalb von zehn Arbeitstagen übermittelte Empfangsbestätigung wird dem Antragsteller mitgeteilt, ob seine Akte vollständig ist oder nicht. Gegebenenfalls wird mitgeteilt, welche Unterlagen fehlen.

Falls die Verwaltung aufgrund der Prüfung der Akte der Ansicht ist, von dem Antragsteller ergänzende Dokumente oder Informationen verlangen zu müssen, so teilt sie ihm dies schriftlich mit. Diese Anfrage führt zur Aussetzung der Aktenprüfung.

Innerhalb einer Frist von zwanzig Arbeitstagen ab der Übermittlung der den vollständigen Charakter des Vorantrags bestätigenden Empfangsbestätigung gibt die Verwaltung ein günstiges oder ungünstiges Gutachten ab. Im Falle einer Ablehnung oder einer an Bedingungen gebundenen Genehmigung ist das Gutachten der Verwaltung zu begründen.

§ 2bis. Jede Person, die beabsichtigt, eine Beihilfe für die Niederlassung zu beantragen, reicht bei der Verwaltung einen Entwicklungsplan ein, in dem ggf. die Investitionen erläutert werden, für die eine Investitionsbeihilfe gemäß den Bestimmungen von Kapitel I des vorliegenden Titels beantragt wird.

Durch eine innerhalb von zehn Arbeitstagen übermittelte Empfangsbestätigung wird dem Antragsteller mitgeteilt, ob seine Akte vollständig ist oder nicht. Gegebenenfalls wird mitgeteilt, welche Unterlagen fehlen.

Falls die Verwaltung aufgrund der Prüfung der Akte der Ansicht ist, von dem Antragsteller ergänzende Dokumente oder Informationen verlangen zu müssen, so teilt sie ihm dies schriftlich mit. Diese Anfrage führt zur Aussetzung der Aktenprüfung.

Die Verwaltung kann den Antragsteller auffordern, seinen Plan vorzustellen. Der Antragsteller kann sich dazu entschließen, in Begleitung seines Beraters zu erscheinen.

Innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab der Übermittlung der den vollständigen Charakter des Antrags bestätigenden Empfangsbestätigung gibt die Verwaltung ein günstiges oder ungünstiges Gutachten ab. Fällt das Gutachten günstig oder bedingt günstig aus, gibt die Verwaltung den geschätzten Betrag der Beihilfen für die Niederlassung an.

Im Falle einer Ablehnung oder einer an Bedingungen gebundenen Genehmigung ist das Gutachten der Verwaltung zu begründen.

§ 3. Der junge Landwirt reicht einen Antrag ein auf eine Beihilfe für die Niederlassung innerhalb einer zwölfmonatigen Frist nach dem offiziellen Datum der Niederlassung als Landwirt, hauptberuflicher landwirtschaftlicher Betriebsinhaber anhand des von der Verwaltung ausgearbeiteten Formulars, dem beweiskräftige Schriftstücke beizufügen sind.

Falls der junge Landwirt ein günstiges Gutachten zu seinem Vorantrag erhalten hat, gilt die in § 1, 2° angeführte Bedingung als erfüllt.

Falls der junge Landwirt ein günstiges Gutachten zu seinem Entwicklungsplan erhalten hat, gilt dieser als genehmigt.

Falls der junge Landwirt ein bedingt günstiges Gutachten zu seinem Entwurf eines Entwicklungsplans erhalten hat, so wird dieser auf der Grundlage der in dem begründeten Gutachten angeführten Informationen geprüft.

Durch eine innerhalb von zehn Arbeitstagen übermittelte Empfangsbestätigung wird dem Antragsteller mitgeteilt, ob seine Akte vollständig ist oder nicht. Gegebenenfalls wird mitgeteilt, welche Unterlagen fehlen.

Die Verwaltung kann den Antragsteller auffordern, seinen Plan vorzustellen. Der Antragsteller kann sich dazu entschließen, in Begleitung seines Beraters zu erscheinen.

Falls die Verwaltung aufgrund der Prüfung der Akte der Ansicht ist, von dem Antragsteller ergänzende Dokumente oder Informationen verlangen zu müssen, so teilt sie ihm dies schriftlich mit. Diese Anfrage führt zur Aussetzung der Aktenprüfung. Die Verwaltung kann ebenfalls in den gleichen Formen und unter den gleichen Bedingungen die Revision des gesamten Plans oder eines Teils davon verlangen.

§ 4. Innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem Eingang des vollständigen Beihilfeantrags für die Niederlassung und unter der Bedingung, dass die Verwaltung über den Entwicklungsplan ein günstiges oder ein bedingt günstiges Gutachten abgegeben hat, genehmigt oder verweigert der Generaldirektor den Entwicklungsplan und die Beihilfe für die Niederlassung und teilt dem Antragsteller seine Entscheidung mit.

§ 5. Die Entscheidung zur Gewährung der Beihilfen für die Niederlassung wird innerhalb von achtzehn Monaten nach der Unterzeichnung der Vereinbarung zur Übernahme oder Gründung des Betriebs getroffen.

§ 6. Innerhalb von zwei Monaten nach Zustellung des Gutachtens der Verwaltung über den Entwicklungsplan kann der Antragsteller einen begründeten Antrag zur Revision dieses Plans bei dem Minister einreichen. In diesem Antrag kann der Antragsteller darum bitten, durch den Ausschuss für die Niederlassung der Junglandwirte angehört zu werden.

Innerhalb von 30 Arbeitstagen nach dem Eingang des begründeten Revisionsantrags hört der Ausschuss für die Niederlassung der Junglandwirte den Antragsteller an und übermittelt er dem Minister sein Gutachten.

Innerhalb einer Frist von 15 Arbeitstagen ab dem Datum, an dem das Gutachten übermittelt wurde, revidiert der Minister das frühere Gutachten oder er lässt es unverändert

Art. 23 - In Abweichung von Artikel 7, § 1, 2° muss der Betreiber, der sich zum ersten Mal auf einem Betrieb als hauptberuflicher landwirtschaftlicher Betriebsinhaber niederlässt, in der Lage sein, die in Artikel 3 angeführte ausreichende berufliche Qualifikation nachzuweisen, um einen Investitionsplan in seinem Entwicklungsplan einreichen zu können;

In Abweichung von Artikel 14 kann der Entwicklungsplan pro Tierart eine Investition umfassen, deren Ziel es ist, die Herde(n) des übernommenen oder gegründeten Betriebs zu ergänzen. Diese Investition muss innerhalb von zwölf Monaten nach der Übernahme oder der Gründung getätigt werden.

Art. 24 - § 1. Ein Ausschuss für die Niederlassung der Junglandwirte mit folgender Zusammensetzung wird gegründet:

1° ein Bediensteter der Verwaltung,

2° Ein Experte der Agrarwirtschaft,

3° drei technische Sachverständige, die die verschiedenen technisch-wirtschaftlichen Orientierungen vertreten.

Der Minister ernennt die Mitglieder des Ausschusses für einen erneuerbaren Zeitraum von drei Jahren.

Wenn der Ausschuss für die Niederlassung der Junglandwirte mit einem Revisionsantrag befasst wird, so gibt er ein Gutachten über diesen Antrag sowie über den Entwicklungsplan ab. Er bewertet insbesondere den Wert der Investitionen für die Übernahme oder Betriebsgründung, die Zweckmäßigkeit dieser Übernahme oder Gründung auf technischer und wirtschaftlicher Ebene sowie ggf. die Zweckmäßigkeit und die Kohärenz des zusätzlich vorgesehenen Investitionsplans.

Die Verwaltung gewährleistet die Sekretariatsführung des Ausschusses.

Der Ausschuss gibt ein günstiges, ungünstiges oder ein an Bedingungen, die die Anpassung der Bedingungen des Entwicklungsplans betreffen, gebundenes Gutachten ab.

Der Minister genehmigt die allgemeine Dienstordnung des Ausschusses.

Den Mitgliedern des Ausschusses wird ein Anwesenheitsgeld in Höhe von 50 Euro sowie die Rückerstattung der Kosten für Dienstreisen auf der Grundlage der für die Bediensteten der Wallonischen Region festgelegten Tabellen gewährt.

Art. 25 - § 1. In der Mitteilung zur Genehmigung der Beihilfen für die Niederlassung werden der Wert und die Art der Investitionen, für die eine Beihilfe gewährt wird, sowie pro Investition der Betrag, die Art der Beihilfe und der Zeitplan der Ausführung, die Begleitindikatoren sowie die zur Rechtfertigung der Investition vorzulegenden Dokumente angegeben. Für jede einzelne Investition, die in den Genuss einer Beihilfe gelangt, kann für das Darlehen in Verbindung mit dieser Investition eine öffentliche Bürgschaft gemäß Artikel 12, § 2 gewährt werden. Die genaue Deckung der Bürgschaft wird zum Zeitpunkt des Abschlusses des Darlehens von der Verwaltung von Fall zu Fall bewertet;

§ 2. Wird die Beihilfe in Form einer Zinssubvention erteilt, so handelt es sich bei dem berücksichtigten Referenzsatz um den Referenzsatz, der Gültigkeit hat zu dem Zeitpunkt, an dem der Bezugsberechtigte das Darlehen mit der Kreditanstalt unterzeichnet. Gegebenenfalls wird die Dauer der Beihilfe angepasst, um die in den Artikeln 13 und 26 festgelegten Grenzen pro Investition nicht zu übersteigen;

§ 3. Handelt es sich bei dem Übernehmer um einen landwirtschaftlichen Betreiber als juristische Person, so wird die Beihilfe im Verhältnis zu der Anzahl Anteile gewährt, die der oder die geschäftsführenden Verwalter oder Geschäftsführer, die die in Artikel 22 angeführten Bedingungen erfüllen, besitzen.

Art. 26 - Die Höchstbeträge der Beihilfen für einen Entwicklungsplan sind:

1° Für den ersten Teilabschnitt über 100.000 Euro beihilfefähiger Investitionen eine Kapitalbeihilfe, die 45 % der Investition entspricht und die nach den in Artikel 12, § 1, 2° festgelegten Durchführungsbestimmungen gezahlt wird;

2° Für den zweiten Teilabschnitt zwischen 100.000 Euro und 175.000 Euro eine Zinssubvention entsprechend der Differenz zwischen dem in Artikel 1, 35° definierten Referenzsatz zum Zeitpunkt der Unterzeichnung des Darlehens mit der Kreditanstalt und dem zu Lasten des Beihilfeempfängers gehenden Mindestsatzes von 1,00%. Der Höchstbetrag der in Form einer Zinssubvention gewährten Beihilfe wird auf 10.000 Euro festgelegt. Der Satz der Zinssubvention darf nicht über 5% liegen und die Zinssubvention bezieht sich auf einen Zeitraum von maximal 15 Jahren für die Investitionen in Gebäude und maximal 7 Jahren für die alle anderen Investitionen. Gegebenenfalls wird die Dauer der Subvention angepasst, um den Grenzbetrag von 10.000 Euro nicht zu übersteigen;

3° Die öffentliche Bürgschaft, die gemäß den in Artikel 12, § 2 festgelegten Bedingungen für alle Darlehen gewährt wird, die sich auf die im Rahmen des vorliegenden Erlasses beihilfefähigen Investitionen beziehen, und dies für eine maximale Dauer von zehn Jahren.

Art. 27 - Der in Artikel 26 angeführte zusammengerechnete Gesamtbetrag der Beihilfen für die Niederlassung der jungen Landwirte in einer oder in zwei Phasen darf 55.000 Euro nicht übersteigen. Keine Beihilfe wird ausbezahlt oder umgesetzt, falls der Betrieb den Verpflichtungen in Bezug auf die Angleichung der Lagereinrichtungen für Tierzuchtabwässer an die geltenden Vorschriften nicht Folge geleistet hat.

Art. 28 - Der in diesen beiden Phasen effektiv gezahlte Gesamtbetrag der Beihilfen für die Niederlassung darf den in Artikel 27 festgelegten Grenzbetrag nicht übersteigen. Wenn die erste Phase im Rahmen einer vorherigen Gesetzgebung durchgeführt worden ist, bestimmt der Minister die Modalitäten für die Gewährung Beihilfen im Rahmen der späteren Phase der Wiederaufnahme.

Art. 29 - Der Minister legt fest, in welchen Fällen die Beihilfe vollständig oder teilweise in der Form einer aufgeschobenen Tilgung des Darlehens gewährt werden kann.

Art. 30 - Bei den Investitionen, die für den Abschnitt "Übernahme" oder "Gründung" des Entwicklungsplans zulässig sind, handelt es sich um:

1° die Übernahme oder der Ankauf von Geräten;

2° die Übernahme eines Viehbestandes und die eventuelle Ergänzung oder der Ankauf eines Bestandes im Laufe des ersten Jahres;

3° die Übernahme (Ankauf von Gebäuden, die Teil des übernommenen Betriebs sind) oder der Bau und Ankauf von Gebäuden;

4° die Übernahme oder der Ankauf von Lagerbeständen zu einem Höchstbetrag von 20.000 Euro je Betrieb;

5° die Entschädigung für den Nacheffekt der Düngung zu einem Höchstbetrag von 350 Euro je Ha;

6° die Entschädigung für bestehende, schon wachsende Kulturen zu einem Höchstbetrag von 750 Euro je Ha sowie die Übernahme von Kulturen des Gartenbaus nach Rechtfertigung des Wertes;

7° der Rückkauf der Anteile innerhalb eines landwirtschaftlichen Betriebs, der die Form einer juristischen Person besitzt in Höhe des repräsentativen Wertes jedes Anteils der im Rahmen der Übernahme getätigten Investitionen, die oben unter den Punkten 1° bis 6° angeführt werden, unbeschadet aller Bestimmungen des vorliegenden Kapitels. Dieser Wert wird bestimmt auf der Grundlage einer durch einen durch das Institut der Betriebsrevisoren zugelassenen Betriebsrevisor erstellten Begutachtung mit detaillierter Bestandsaufnahme;

8° die Kosten für die Ausarbeitung des Entwicklungsplans außer den Beraterkosten.

KAPITEL III — *Betreuung bei der Vorbereitung und der Ausführung der Investitions- und Entwicklungspläne*

Art. 31 - § 1. Die in dem vorliegenden Kapitel angeführten Beihilfen entsprechen der Verordnung (EG) Nr. 1535/2007 der Kommission vom 20. Dezember 2007 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 EG-Vertrag auf De-minimis-Beihilfen im Agrar- und Fischereisektor.

§ 2. Die Beratung für die Vorbereitung oder die Betreuung der Ausführung der Investitionspläne kann nur durch einen Berater durchgeführt werden.

Art. 32 - § 1. Der Minister erteilt den Beratungsstrukturen die Zulassung und erkennt die Berater nach den in Anlage 1 angeführten Kriterien an.

§ 2. Einem Berater, der im Laufe eines Jahres mehr als drei Investitions- und/oder Entwicklungspläne gegenzeichnet, für die mehr als 50% des Wertes der beantragten Beihilfen pro Plan abgelehnt werden, wird die Zulassung entzogen. Nach zehn Jahren wird der Satz für die Anwendung dieser Sanktion auf 30% der Pläne, für die mehr als 50% des Wertes der beantragten Beihilfen pro Plan abgelehnt werden, festgelegt.

§ 3. Eine Beratungsstruktur, die feststellen muss, dass während zwei aufeinanderfolgenden Jahren jedes Jahr fünf ihrer Berater die Anerkennung entzogen wird oder eine Struktur, die weniger als 20 Berater zählt und die feststellen muss, dass mehr als 25% der Berater die Anerkennung entzogen wird, verliert ihre Zulassung.

§ 4. Im Falle des Entzugs der in § 1 angeführten Zulassung oder Anerkennung wird die Struktur oder der Berater zwei Monate vorher über diesen Entzug der Zulassung oder der Anerkennung informiert.

Ein derartiger Entzug kann erst beschlossen werden, nachdem die Vertreter der Beratungsstruktur oder der betreffende Berater angehört worden sind.

Art. 33 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber ist nicht verpflichtet, sich bei der Ausarbeitung seines Entwicklungsplans an das Gutachten des Beraters zu halten. Im Falle auseinandergehender Meinungen ist der Berater, der den Entwicklungsplan gegenzeichnen muss, verpflichtet, in einer Anlage zu dem Plan den oder die Alternativvorschläge anzuführen.

Art. 34 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber kann sich für die Ausarbeitung des Entwicklungsplans und für dessen Umsetzung an unterschiedliche Berater wenden. Falls mehrere Berater nacheinander an der Ausarbeitung eines Entwicklungsplans beteiligt sind, so werden ihre Namen sowie der Grund für ihre Ersetzung in dem Plan, der bei der Verwaltung eingereicht wird, vermerkt.

Art. 35 - Eine regionale de minimis-Beihilfe, die 80% der Kosten für die Ausarbeitung des Plans abdeckt, wird jedem landwirtschaftliche Betriebsinhaber gewährt, der diese beantragt. Der Grenzbetrag der beihilfefähigen Kosten wird auf 800 Euro für einen Investitionsplan und auf 1.200 Euro für einen Entwicklungsplan, der einen Investitionsplan umfasst oder nicht, festgelegt.

Die Hälfte dieser Beihilfe wird bei dem Einreichen des Plans bei der Verwaltung ausgezahlt, der Restbetrag bei der Genehmigung des Plans. Der Restbetrag wird nicht ausgezahlt, falls der Plan abgelehnt wird.

Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Gewährung der Beihilfe.

Falls die Beihilfe für die Ausarbeitung des Plans nicht vollständig verwendet wurde, kann der Saldo die Kosten des Beraters für die angebrachten Änderungen decken.

Art. 36 - Eine regionale de minimis-Beihilfe, die 80% der Kosten für die Betreuung bei der Umsetzung des Plans abdeckt, wird jedem landwirtschaftliche Betriebsinhaber gewährt, der über einen genehmigten Plan verfügt und der diese Beihilfe bei dem Einreichen seines Plans beantragt hat. Der Grenzbetrag der beihilfefähigen Kosten wird auf 900 Euro für einen Investitionsplan und auf 1.200 Euro für einen Entwicklungsplan, der einen Investitionsplan umfasst oder nicht, festgelegt.

Ein Drittel der Beihilfe wird ausgezahlt, wenn bei der Verwaltung die Jahresberichte oder der Abschlussbericht der Umsetzung des von dem Berater nach dem von der Verwaltung festgelegten Muster ausgearbeiteten Plans eingeht.

Wird der Bericht über die Umsetzung des Plans nicht innerhalb von drei Monaten nach Ablauf des betreffenden Jahres oder nach dem Abschluss des Plans bei der Verwaltung eingereicht, so wird der Restbetrag nicht ausgezahlt und verliert der Berater seine Zulassung nach den in Artikel 32, § 4 vorgesehenen Formvorschriften und Modalitäten.

Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Gewährung der Beihilfe.

KAPITEL IV — Regionale Beihilfe für den Start von Vereinigungen

Art. 37 - § 1. Die in dem vorliegenden Kapitel angeführten Beihilfen entsprechen der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL).

§ 2. Ein regionale Startbeihilfe wird jenen anerkannten Vereinigungen gewährt, die wenigstens eines der nachfolgenden Ziele haben:

- 1° die Zusammenarbeit unter Betrieben, die Beihilfen erhalten, die in dem vorliegenden Erlass erwähnt werden;
- 2° die Einführung von alternativen Agrarpraktiken;
- 3° eine gemeinsame wirtschaftlichere Anwendung von landwirtschaftlichen Produktionsmitteln.

Diese Startbeihilfe soll dazu beitragen während drei Jahren nach der Gründung der vorerwähnten Vereinigungen die Verwaltungskosten zu decken.

§ 3. Die Verbände der Vereinigungen können unter den gleichen Bedingungen wie die Vereinigungen in den Genuss der regionalen Startbeihilfe gelangen.

Die Tatsache, dass einem Verband eine Startbeihilfe gewährt wird darf jedoch nicht dazu führen, dass einer Vereinigung mehr als ein Mal die in § 1 erwähnte Beihilfe gewährt wird.

Art. 38 - Um in den Genuss der Beihilfe zu gelangen muss die Vereinigung oder der Verband wenigstens drei Mitglieder zählen, die als landwirtschaftliche Betriebsinhaber tätig sind. Ferner darf sie nicht vor dem sechsten Jahr aufgelöst werden und muss eine der nachfolgenden Gesellschaftsformen besitzen:

- 1° Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung;
- 2° Maschinenring;
- 3° Gerätenutzungsgenossenschaft;
- 4° Landwirtschaftliche Vereinigung, die sich für eine juristische Persönlichkeit entschieden hat;

Zudem kann ihr nur dann eine Beihilfe gewährt werden, wenn wenigstens zwei Drittel der Mitglieder vor dem Einreichen des Beihilfeantrags bereits einer Vereinigung oder einem Verband mit dem gleichen Zweck angehört haben.

Art. 39 - Die Vereinigung oder der Verband der Vereinigungen muss den Beweis erbringen, dass die Zusammenarbeit vom sozialen und wirtschaftlichen Standpunkt gerechtfertigt ist.

Art. 40 - Zum Zeitpunkt des Antrags unterbreitet die Vereinigung oder der Verband seine Satzungen und eine Planbetriebsrechnung der Auslagen und Einnahmen, die ggf. zu rechtfertigen sind.

Art. 41 - Die regionale Startbeihilfe soll die Verwaltungskosten decken.

Als Verwaltungskosten gelten die Kosten, die durch Operationen anfallen, die von Natur her nicht zu einer Wertsteigerung für die Betriebe der betreffenden landwirtschaftlichen Betriebsinhaber führen, einschließlich der Kosten im Zusammenhang mit der Verwaltung der Arbeitskräfte und der Geräte, die durch den Gesellschaftszweck erforderlich sind.

Die Startbeihilfe darf jährlich den Gesamtbetrag der effektiv belegten Verwaltungskosten des ersten Jahres der Betriebsstätigkeit nicht übersteigen. Sie darf des weiteren 50% der gesamten Haushaltsmittel der Vereinigung oder des Verbands der Vereinigungen nicht übersteigen.

Die Startbeihilfe beträgt höchstens 22.500 Euro pro Vereinigung oder Verband und darf den vierfachen Wert der von den Mitglieder der Vereinigung oder des Verbands gezahlten Jahresbeiträge nicht übersteigen und dies während wenigstens fünf Jahren. Diese Beihilfe wird zu 50% im ersten Jahr ausgezahlt und zu jeweils 25% am Ende der beiden folgenden Jahre.

KAPITEL V — *Beihilfen für die Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung*

Art. 42 - § 1. Die in dem vorliegenden Kapitel angeführten Beihilfen entsprechen der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. Mai 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL).

§ 2. Den Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung können spezifische Beihilfen für Investitionen im Rahmen der Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks gewährt werden. Diese Beihilfen betreffen sowohl bewegliche als auch unbewegliche Güter.

Die kollektive Nutzung muss jederzeit überprüft werden können.

Das Volumen der verarbeiteten oder vermarkteten landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Erzeugnisse muss hauptsächlich in den Betrieben der Genossenschaft erzeugt worden sein.

Art. 43 - Um in den Genuss von Beihilfen zu gelangen, muss die Genossenschaft einen Investitionsplan, auch kurz "Plan" genannt, der sich über drei Jahre erstreckt, ausarbeiten. Dieser Plan genügt den folgenden Anforderungen:

1° Er muss ein vollständiges Bild der Ausgangslage der Genossenschaft widerspiegeln sowie die spezifischen Zielsetzungen, die zur Ausweitung der Aktivitäten bestimmt worden sind, anführen;

2° Er führt die gesamten geplanten Investitionen auf, die in Übereinstimmung mit den Artikeln 48 bis 53 über einen Zeitraum von drei Jahren vorgesehen sind, verdeutlicht, dass sie mit den Zielsetzungen der Genossenschaft übereinstimmen, zeigt seine wirtschaftliche, umwelttechnische und technische Zweckmäßigkeit auf sowie die Ausgaben und Einnahmen, die diese Investitionen zur Folge haben.

3° Er muss die Beträge der Beihilfen, pro Investition und insgesamt, die die Genossenschaft beansprucht, angeben.

Der Minister bestimmt den Inhalt dieses Plans im Detail. Der Beihilfeantrag muss durch ein Einschreiben an die Verwaltung und nach dem von ihr festgelegten Muster eingereicht werden. Eine Kopie in Form eines Datenträgers muss ebenfalls übermittelt werden.

Für eine Genossenschaft kann nicht mehr als ein Investitionsplan gleichzeitig berücksichtigt werden.

Die in dem Plan vorgesehene(n) Investition(en) müssen außerdem die auf sie anwendbaren gemeinschaftlichen Normen beachten.

Art. 44 - Die Vorschriften für die Form, die Übermittlung und die Bewertung durch die Verwaltung, für die Beschlussfassung durch den Minister sowie für die Anpassung und die Umsetzung für den Plan, die in den Artikeln 5 und 8, § 1, 3, 4 und 5 bestimmt worden sind, finden Anwendung.

Art. 45 - Außer in Fällen der Änderung des Gesellschaftszwecks der Genossenschaft zur Neuorientierung der Tätigkeiten oder bei durch den Minister anerkannten außergewöhnlichen Umständen darf ein Investitionsplan innerhalb von zwei Jahren nach dem Datum der Notifizierung der Genehmigung durch den Minister nicht unterbrochen werden.

Art. 46 - Eine Investition, die durchgeführt oder begonnen wurde, bevor der Minister den Plan ausdrücklich genehmigt hat, ist nicht beihilfefähig.

Art. 47 - Es steht dem Beihilfeberechtigten frei, eine Investition, die in seinem verabschiedeten Plan vorgesehen war, nicht auszuführen. Gegebenenfalls hat er in diesem Fall die Verwaltung darüber zu informieren; Der in diesem Fall freiwillig überlassene Betrag der Beihilfe wird von dem in Artikel 52 festgelegten Gesamthöchstbetrag der Beihilfe abgezogen.

Art. 48 - § 1. Eine maximale regionale Beihilfe, die 14% des beihilfefähigen Wertes der Investition entspricht, wird für die Investitionen gewährt, die mindestens eines der nachfolgenden Kriterien erfüllen:

1° sie müssen zur Ausrichtung der Erzeugung entsprechend der voraussichtlichen Marktentwicklung beitragen oder zur Schaffung neuer Absatzmöglichkeiten für landwirtschaftliche Erzeugnisse führen, insbesondere durch die Förderung der Produktion und Vermarktung neuartiger oder hochwertiger Erzeugnisse, einschließlich der Erzeugnisse des biologischen Landbaus;

2° sie müssen zur Verbesserung oder Rationalisierung der Vermarktungswege oder des Verarbeitungsprozesses bei landwirtschaftlichen Erzeugnissen beitragen;

3° sie müssen zur Verbesserung der Qualität, der Aufmachung und Verpackung der Erzeugnisse oder zur besseren Nutzung der Nebenerzeugnisse, insbesondere durch Abfallverwertung, beitragen;

4° sie müssen die Einführung neuer, umweltverträglicher Technologien erleichtern;

5° sie müssen der Verbesserung und Überwachung der Qualität und der hygienischen Verhältnisse dienen;

§ 2. Für die Investitionen, die den in dem wallonischen Programm für ländliche Entwicklung 2007-2013 festgelegten Kriterien entsprechen, wird die Beihilfe auf 20% angehoben.

Art. 49 - Für den Ankauf von Ländereien, von einjährigen Pflanzen, von Anpflanzungen von einjährigen Pflanzen, von Betriebsprämienrechten, von Quoten, Tieren, Fahrzeugen und Geräten die für die Verwaltung der Genossenschaft bestimmt sind, sowie für einfache Ersetzungen dürfen außer in den durch den vorliegenden Erlass bestimmten Ausnahmefällen keine Investitionsbeihilfen gewährt werden.

Dies gilt auch für die Dränier- und die Bewässerungsarbeiten oder den Ankauf von Bewässerungsgeräten, es sei denn, diese Investitionen führen zu einer Verringerung des Wasserverbrauchs um wenigstens 25%.

Art. 50 - Um zugelassen zu werden, muss der Investitionsplan wenigstens Investitionen im Wert von 30.000 Euro über die Dauer des Plans vorsehen und jede im Plan angeführte Investition muss einzeln betrachtet einen Wert von mehr als 10.000 Euro haben.

Der beihilfefähige Höchstbetrag pro in dem Plan angeführte Investition beträgt 250.000 Euro für die Investitionen in Geräte oder in Ausrüstungen. Für die Investitionen in Gebäude beträgt der beihilfefähige Höchstbetrag pro in dem Plan angeführte Investition beträgt 500.000 Euro.

Art. 51 - Die in Artikel 50 angeführten Höchstbeträge für die Beihilfefähigkeit der Investitionen wird bei den folgenden Investitionen um 30% erhöht:

1° Neue, umweltverträgliche Technologien;

2° die Ausstattung von Gebäuden und/oder die Anpassung von Geräten, um Energieeinsparungen zu erzielen zusätzlich zu den anderen öffentlichen Beihilfen, die bereits gewährt werden.

Art. 52 - § 1. Pro Investitionsplan mit einer Laufzeit von drei Jahren wird ein Höchstbetrag festgelegt für den zusammengerechneten Gesamtbetrag der Beihilfen, die für die verschiedenen Investitionen, die in dem Investitionsplan angeführt werden, gewährt werden.

Dieser Höchstbetrag steht im Verhältnis zu der Anzahl Stimmen der zum Zeitpunkt des Einreichens des Investitionsplans aktiven landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, Gerätenutzungsgenossenschaften, Vereinigungen oder Verbände, die Mitglied einer Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung sind, bei der Generalversammlung. Er wird wie folgt festgelegt:

1° von 3 bis 9 Stimmen: 200.000 Euro;

2° von 10 bis 29 Stimmen: 200.000 Euro und ein zusätzlicher Betrag von 5.000 Euro pro Stimme;

3° von 30 bis 54 Stimmen : 300.000 Euro und ein zusätzlicher Betrag von 2.000 Euro pro Stimme;

4° bei mehr als 54 Stimmen: : kein zusätzlicher Betrag.

§ 2. Der Antragsteller hat darauf zu achten, dass der Gesamtbetrag der Beihilfen, auf die beim Einreichen seines Plans Anspruch erhebt, den in § 1 festgelegten Grenzbetrag nicht übersteigt.

§ 3. Wird der Grenzbetrag überschritten, bevor der Antrag geprüft wird und ggf. bestimmte Investitionen abgewiesen werden, wird eine entsprechende Verringerung auf alle beantragten Beihilfen angewandt, bis der in § 1 festgelegte Grenzbetrag erreicht wird.

Art. 53 - Die Beihilfen für die Genossenschaften, deren Investitionspläne mit einer Laufzeit von drei Jahren unter Berücksichtigung der in den Artikeln 48 und 52 festgelegten Höchstbeträge verabschiedet worden sind, werden gewährt nach einer Aufschlüsselung, die in dem genehmigten Plan angeführt wird und als:

1° eine Zinssubvention; sie entspricht der Differenz zwischen dem in Artikel 1, 35° definierten Referenzsatz zum Zeitpunkt der Unterzeichnung des Darlehens mit der Kreditanstalt und dem zu Lasten der Genossenschaft verbleibenden Zinssatz von 3,0%. Der Satz der Zinssubvention darf nicht über 5% liegen und die Zinssubvention bezieht sich auf einen Zeitraum von maximal sieben Jahren für die Investitionen in Geräte und maximal fünfzehn Jahren für die Investitionen in Gebäude;

2° eine Kapitalbeteiligung, die in einem Mal ausgezahlt wird, wenn der Betrag der Beihilfe unter 50.000 Euro liegt, in zwei Teilbeträgen, wenn er unter 100.000 Euro liegt und in drei Teilbeträgen, wenn er über 100.000 Euro liegt. Innerhalb der Grenzen der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel kommt die Kapitalbeteiligung vorrangig den Investitionen in Geräte zu Gute;

3° eine Kombination von Beihilfen in Form von Zinssubventionen und in Form einer Kapitalprämie.

Art. 54 - Eine öffentliche Bürgschaft kann für einen sieben Jahren entsprechenden Zeitraum gewährt werden für die Investitionen in Geräte oder Ausrüstung und für einen Zeitraum, der über zehn Jahre nicht hinausgeht, bei Investitionen in Gebäude. Diese öffentliche Bürgschaft wird gewährt für jede Investition des Investitionsplans, für die eine Beihilfe gewährt wird und ein Darlehen bei einer zu diesem Zweck anerkannten öffentlichen oder privaten Kreditanstalt beantragt wird.

Art. 55 - Für die Investitionen in Geräte, in Ausrüstung und/oder in Gebäude für die Verarbeitung der Erzeugnisse der Genossenschaft, die an einem Ort getätigt werden, der in einer ländlichen Freizone liegt, wird zusätzlich zu den in den Artikeln 48 und 51 angeführten Beihilfen ein Zusatz gewährt, wodurch die gesamte Beihilfe auf 40% des Betrags der Investierung angehoben wird. Dieser Zusatz wird gewährt über den in Artikel 42, § 4 des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft angeführten Verteilungsschlüssel der im "Fider" (Fonds d'impulsion du développement économique rural, Impulsfonds für die ländliche wirtschaftliche Entwicklung) angeführten Haushaltsmittel. Falls die Investition im Rahmen der Maßnahme "Erhöhung des Mehrwerts der landwirtschaftlichen und forstwirtschaftlichen Produktionen" des Programms zur ländlichen Entwicklung des ELER beihilfefähig sind, wird die regionale Beihilfe auf 28% der beihilfefähigen Investitionen begrenzt.

KAPITEL VI — Kontroll- und Strafmaßnahmen

Art. 56 - Außer wenn eine vorher eingeholte Zustimmung der Verwaltung vorliegt muss jede Investition, für die im Rahmen des vorliegenden Erlasses eine Beihilfe gewährt wird, während eines Zeitraums von wenigstens fünf Jahren nach dem Datum ihrer tatsächlichen Durchführung aufbewahrt und der in dem Plan vorgesehenen Zweckbestimmung zugeführt werden.

Der Verkauf, das Vermieten, die unentgeltliche Zurverfügungstellung oder jede Änderung der Zuteilung und/oder Verwendung, die dazu führt, dass die Investition von dem im Plan angeführten Zweck entfremdet wird, führt dazu, dass der Verwaltung erlaubt wird, die Rückerstattung aller zugunsten der betreffenden Investition gezahlten Beihilfen zu verlangen.

Ein Beihilfeempfänger, der die Zweckbestimmung und/oder die Verwendung einer Investition, für die eine Beihilfe im Rahmen des vorliegenden Erlasses gewährt wird oder gewährt worden ist, ändern möchte, muss die Verwaltung vorab davon in Kenntnis setzen. Er muss die neue und die vorherige Zweckbestimmung und/oder Verwendung angeben, die Änderung begründen und angeben, ob die in seinem Plan angegebene Zielsetzung für diese Investition weiterhin erreicht wird und welche Auswirkungen für das allgemeine Ziel des Plans entstehen. Diese Änderungen der Zweckbestimmung oder Verwendung der Investitionen unterliegen der vorherigen Zustimmung des Generaldirektors.

Art. 57 - Jeder Empfänger von Beihilfen für einen verabschiedeten Investitions- oder Entwicklungsplan ist verantwortlich für die Bewertung der Umsetzung. Er ist verpflichtet, jährlich die in dem Plan vorgesehenen Ergebnisindikatoren zu vermerken und seine Feststellungen in der zusammenfassenden Tabelle des Plans einzutragen.

Art. 58 - Die Verwaltung kontrolliert das Verzeichnis der in dem Plan angeführten Indikatoren und prüft, ob sie mit der Lage im Betrieb übereinstimmen. Der Beihilfeempfänger ist verpflichtet, dem Kontrolleur alle Informationen und Dokumente auszuhändigen, die notwendig sind, um die Qualität seiner Bewertung einzuschätzen. Liegen die Indikatoren unter dem festgelegten Ziel, so muss der Kontrollierte in der Lage sein, dies zu erklären. Zudem muss er die neuen Maßnahmen erläutern, die angewandt werden, um diese Situation zu "ndern.

Art. 59 - Im Falle einer Weigerung, die Informationen und Dokumente, die notwendig sind, um die Qualität der Bewertung einzuschätzen, oder im Falle einer Verspätung oder eines schwerwiegenden Mangels bei der Umsetzung des Plans und in Ermangelung von spezifischen Maßnahmen, um auf diese Situation einzugehen, kann der Plan ausgesetzt werden. Ist dies der Fall ist der Beihilfeempfänger verpflichtet, die ihm die gezahlten Beihilfen in Höhe des nicht gerechtfertigten Teils zurückzuzahlen.

Art. 60 - Die Gerätenutzungsgenossenschaften und die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung sind verpflichtet, der Verwaltung innerhalb von drei Monaten nach dem Abschluss der Jahresrechnung den Sitzungsbericht ihrer jährlich organisierten Generalversammlung zu übermitteln. Handelt es sich um eine Gerätenutzungsgenossenschaft, so ist dieser Bericht von allen Mitgliedern gegenzuzeichnen. Dieser Bericht muss wenigstens die Tätigkeiten, die Konten und die Verwendung der Geräte unter den Mitgliedern anführen. In Ermangelung dieses Berichts oder im Falle einer Missachtung der Zielsetzungen des verabschiedeten Plans werden die durch den Plan vorgesehenen Beihilfen eingestellt und wird der Beihilfeempfänger verpflichtet, die ihm die gezahlten Beihilfen in Höhe des nicht gerechtfertigten Teils zurückzuzahlen.

Art. 61 - Die Maschinenringe, Milcherzeugergemeinschaften und Milcherzeugervereinigungen sind verpflichtet, der Verwaltung jedes Jahr ihren Tätigkeitsbericht, der von allen Mitgliedern gegenzuzeichnen ist, zu übermitteln, und zwar spätestens innerhalb von drei Monaten nach Ablauf jedes Jahres des Plans. Dieser Bericht muss wenigstens die Tätigkeiten und die Konten anführen, außer für die Futerverbände, die die Aufteilung und die Verwendung der Geräte unter den Mitgliedern anführen müssen. In Ermangelung dieses Berichts oder im Falle einer Missachtung der Zielsetzungen des verabschiedeten Plans werden die durch den Plan vorgesehenen Beihilfen eingestellt und wird der Beihilfeempfänger verpflichtet, die ihm gezahlten Beihilfen in Höhe des nicht gerechtfertigten Teils zurückzuzahlen.

Art. 62 - Falls die in Artikel 9, § 1 für eine Gerätenutzungsgenossenschaft oder die in Artikel 11, § 1 für einen Maschinenring festgelegte Bestimmung während mehr als sechs aufeinanderfolgenden Monaten nicht mehr erfüllt ist und dies der Verwaltung nicht mitgeteilt wird, so sind die Gerätenutzungsgenossenschaft oder der Maschinenring nicht mehr anerkannt. In diesem Fall werden die durch den Plan vorgesehenen Beihilfen eingestellt und können die gezahlten Beihilfen in Höhe des nicht gerechtfertigten Teils zurückgefordert werden, einschließlich bei dem oder den Mitgliedern, die die Genossenschaft oder den Verband verlassen haben. Diese Bestimmung ist ebenfalls anwendbar auf die Beihilfen für die Milcherzeugergemeinschaften, die der Begriffsbestimmung von Artikel 1, 20° nicht mehr entsprechen.

Art. 63 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, dem eine Beihilfe für die Erstniederlassung gewährt wird, hat den Bestimmungen der Artikel des vorliegenden Kapitels Folge zu leisten. Außerdem muss er der Verwaltung nach einem von ihr festgelegten Muster einen Bericht über die Umsetzung des Entwicklungsplans vorlegen und zwar innerhalb von drei Monaten nach dem Ablauf jedes Jahres der Umsetzung des Plans. In Ermangelung dessen kann die Verwaltung die Zahlung der Beihilfen aussetzen oder sich weigern, einen neuen Investitionsplan zu prüfen.

Art. 64 - Wenn aus dem in Artikel 63 angeführten Bericht hervorgeht, dass die in dem Entwicklungsplan festgelegten Ziele nicht erreicht werden, muss der junge Landwirt mit der Zustimmung seines Beraters einen Antrag auf Anpassung seines Plans oder eine Revision der Zielsetzungen einreichen. Diese Anträge auf Anpassungen müssen die Struktur und den in Anlage I bestimmten Inhalt beachten.

In Ermangelung dessen kann die Verwaltung nach Beratung mit dem Berater die Anpassungen des Plans, die notwendig sind, um die genannten Ziele zu erreichen, oder ggf. die Revision der Ziele und der Mittel, um diese zu erreichen, vorschreiben.

Art. 65 - Im Falle einer Regelwidrigkeit bei der Umsetzung des Entwicklungsplans kann die Verwaltung die Zahlung der Beihilfen aussetzen und/oder zur Rückforderung der Beihilfen für die Investitionen, die nicht die Vorgaben des Entwicklungsplans erfüllen, übergehen.

Art. 66 - Wenn bei der Umsetzung eines Plans, der Investitionen in Zuchtgebäude umfasst, die Bedingung eines Anteils der Bodengebundenheit von weniger als 1 während zwei aufeinanderfolgenden Jahren nicht erfüllt ist, kann die Verwaltung die Zahlung der Beihilfen aussetzen und/oder zur Rückforderung der Beihilfen für die Investitionen in Zuchtgebäude, bis in Höhe des nicht gerechtfertigten Teils übergehen.

Art. 67 - Die Verwaltung ist verpflichtet, den Begünstigten einer Beihilfe über ihre Absicht zu informieren, diese auszusetzen oder zu der Rückforderung in Höhe des nicht gerechtfertigten Teils in Anwendung der Artikel 59 bis 66 überzugehen. Die Verwaltung ist verpflichtet, ihre Absicht zu begründen und der Begünstigte verfügt über dreißig Tage, um seine Erwidern schriftlich einzureichen und gegebenenfalls die notwendigen Belege einzureichen sowie um darum zu bitten, angehört zu werden, insofern er dies wünscht.

Titel 3 - Spezifische Beihilfen in den benachteiligten Gebieten

Art. 68 - Die in dem vorliegenden Kapitel angeführten Beihilfen entsprechen der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL).

Art. 68bis - Landwirten, die Futterflächen bewirtschaften, die in den in Artikel 1, 29° definierten benachteiligten Gebieten liegen, wird eine jährliche Ausgleichszulage gewährt.

Art. 69 - Um in den Genuss der Ausgleichszulage zu gelangen, muss der Landwirt die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° bei der Verwaltung im Rahmen des im Rahmen des Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS) eingetragen sein gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

2° bei einer der Direktionen der Außendienste der Verwaltung einen jährlichen Antrag einreichen nach den in Artikel 70 angeführten Bedingungen. Dieser jährliche Antrag stellt die Verpflichtung von Punkt 3° dar;

3° sich verpflichten, alle Bedingungen für die Gewährung der betreffenden Zulage zu erfüllen und jederzeit eine Kontrolle vor Ort zuzulassen;

4° alljährlich bei einer der Direktionen der Außendienste der Verwaltung und nach ihren Anweisungen eine Flächenerklärung und einen Beihilfeantrag einreichen;

5° einen Betrieb verwalten, dessen in den benachteiligten Gebieten gelegene landwirtschaftliche Fläche mindestens 40% der gesamten in der Flächenerklärung angegebenen und in Belgien gelegenen landwirtschaftlichen Fläche des Betriebs entspricht und mindestens drei Hektar umfasst;

6° eine hauptberufliche Tätigkeit ausüben. Handelt es sich um eine Vereinigung von landwirtschaftlichen Betriebsinhabern kann nur der natürlichen Person oder den natürlichen Personen, die diese Bedingung erfüllen, die Zulage gewährt werden. Handelt es sich um eine juristische Person, ist das Anrecht auf die Zulage ausschließlich den Geschäftsführern, Betriebsleitern oder geschäftsführenden Gesellschaftern, die diese Bedingung erfüllen, zugänglich;

7° vor dem 1. Januar des Jahres, das auf das Antragsjahr folgt, das Alter von 65 Jahren nicht erreicht haben;

8° sich verpflichten, die landwirtschaftliche Erwerbstätigkeit in einem benachteiligten Gebiet ab der Zahlung der ersten Ausgleichszulage noch mindestens fünf Jahre auszuüben. Der Landwirt wird von dieser Verpflichtung befreit in Fällen höherer Gewalt oder bei außergewöhnlichen Umständen nach Artikel 96 und wenn er die landwirtschaftliche Erwerbstätigkeit einstellt und die weitere Bewirtschaftung der betreffenden Flächen ohne Unterbrechung gewährleistet ist. Der Anspruch auf die Zulage endet jedoch ab dem ersten Januar des Jahres, im Laufe dessen die Befreiung dieser Verpflichtung stattfindet;

9° über das gesamte Jahr eine durchschnittliche Besatzdichte aufweisen, die wenigstens 0,6 GVE Weidetiere (Rinder, Schafe, Ziegen und Pferde auf dem Hof) entsprechen pro Hektar Fläche, die in der Flächenerklärung als Futterfläche angegeben wird;

10° einen globalen Anteil der Bodengebundenheit oder ggf. einen Anteil der Bodengebundenheit "Gefährdetes Gebiet" beachten, der den Wert 1 nicht übersteigt.

Art. 70 - Die Ausgleichszulage wird in zwei Teilbeträgen ausgezahlt:

— ein erster Teilbetrag in Höhe von 122 Euro pro Hektar Futterfläche, die in den benachteiligten Gebieten liegt, mit einer beihilfefähigen Höchstfläche von 14,23 Hektar pro Betrieb,

— ein zweiter Teilbetrag in Höhe von 122 Euro pro Hektar Futterfläche, die in den benachteiligten Gebieten liegt, mit einer zusätzlichen beihilfefähigen Höchstfläche von 5 Hektar pro Betrieb; der Betrag dieses zweiten Teilbetrags darf jedoch nicht dazu führen, dass der Gesamtbetrag der Rechte auf die Betriebsprämie, der Mutterkuhprämien, des ersten und des zweiten Teilbetrags 30.000 Euro pro Arbeitseinheit übersteigt.

Die Zulage wird dem Erzeuger, der einen Antrag auf Ausgleichszulage anhand des für die Flächenerklärung und den Beihilfeantrag vorgesehenen Formulars eingereicht hat, auf das Konto, das in seiner Identifizierung bei der Verwaltung angegeben ist, eingezahlt.

Art. 71 - Der durch den Erzeuger eingereichte jährliche Antrag auf die Zulage muss auf dem Formular für die Flächenerklärung und den Beihilfeantrag vermerkt werden und zwar spätestens bis zu dem von der Verwaltung festgelegten Datum. Er muss außerdem mit den gesamten notwendigen Unterlagen, insbesondere einer Bescheinigung über die Angliederung des betroffenen Erzeugers an einer Sozialversicherungskasse für Selbstständige als hauptberuflicher Selbständiger in der Eigenschaft eines Landwirts, eines Gärtners und/oder Züchters mit der genauen Angabe dieser Eigenschaft sowie der regelmäßigen Zahlung des Beitrags durch den Erzeuger versehen werden. Diese Bescheinigung muss im Laufe des betreffenden Antragsjahres ausgestellt werden und dasselbe Jahr betreffen.

Wenn der Erzeuger jedoch ein Zusammenschluss von natürlichen Personen ist, muss jede der natürlichen Personen, die Mitglied des den Anspruch auf die Zulage eröffnenden Zusammenschlusses ist, dem Antrag die oben erwähnte Bescheinigung über die Angliederung beifügen. Wenn der Erzeuger eine juristische Person ist, muss jeder der geschäftsführenden Verwalter oder Geschäftsführer oder geschäftsführenden Gesellschafter, die für die Verwaltung des Betriebs verantwortlich sind, dem Antrag die oben erwähnte Bescheinigung über die Angliederung beifügen.

Ein verspätetes Einreichen des jährlichen Antrags auf Zulage führt zu einer Verringerung des Betrags der Zulage in Höhe von 1% pro Werktag Verspätung im Verhältnis zu dem durch die Verwaltung bestimmten Termin. Beträgt die Verspätung mehr als 25 Kalendertage, wird der Antrag als unzulässig betrachtet.

Wenn der eingereichte Antrag unvollständig ist, teilt die Verwaltung dem Erzeuger mit, welche Unterlagen unvollständig sind oder fehlen. Um zulässig zu werden, müssen diese Unterlagen innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen ab dem ersten Werktag nach dem Datum der Mitteilung in der Verwaltung eingehen. Die Nichtbeachtung dieser Frist führt zu der Nichtigkeit des Antrags auf eine Ausgleichszulage für die benachteiligten Gebiete.

Art. 72 - Unbeschadet der in Artikel 16 der Verordnung (EG) Nr. 1975/2006 vorgesehenen Kürzungen und Ausschlüsse wird die Beihilfe nicht gewährt, falls die in Artikel 69 des vorliegenden Erlasses angeführten Bedingungen nicht erfüllt werden. Wurde die Missachtung vorsätzlich begangen, so wird der Begünstigte von der betreffenden Maßnahme für das fragliche Jahr der ELER-Maßnahme sowie für das darauf folgende ausgeschlossen.

Zudem ist der Erzeuger, der Ausgleichszulagen erhalten hat, verpflichtet, die ihm gezahlten Summen zurückzuzahlen, sollte er die in Artikel 69, Punkt 8 angeführte Verpflichtung nicht einhalten.

Art. 73 - Für die Bestimmung der Flächen, die für eine Ausgleichszulage in Frage kommen, werden die in der Verordnung 1975/2006 festgelegten Modalitäten angewandt.

Art. 74 - Falls die Begünstigten der Ausgleichszulagen auf dem gesamten Betrieb aufgrund einer Handlung oder eines Versäumnisses, das ihnen direkt angelastet werden kann, die zwingenden Anforderungen des Erlasses der Wallonischen Region vom 22. Juni 2006 zur Festlegung der Richtlinien für die in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik vorgesehene Cross-Compliance missachten, so wird der Gesamtbetrag der Zahlungen, die ihnen für das Kalenderjahr, im Laufe dessen die Missachtung festgestellt wird, gezahlt werden müssen, in Anwendung von Artikel 51 der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (ELER) gekürzt oder gestrichen.

Keine Kürzung oder Streichung des in § 1 angeführten Zahlungsbetrags wird während einer straffreien Frist angewandt für die Normen, für die aufgrund von Artikel 26, Absatz 1, Punkt *b*) der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (ELER) eine derartige Frist gewährt worden ist.

Art. 75 - Der Erzeuger, der Ausgleichszulagen erhalten hat, ist verpflichtet, die ihm gezahlten Summen zurückzuzahlen, sollte er die in Artikel 69, Punkt 8^o angeführte Verpflichtung nicht einhalten.

Bei der Zahlung ungeschuldeter Beträge ist der betreffende Begünstigte verpflichtet, die erhaltenen Beihilfen oder Zulagen gemäß Artikel 73 der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 796/2004 zu erstatten.

Titel 4 - Regionale Maßnahmen zugunsten von Betrieben in finanziellen Schwierigkeiten und zur Bekämpfung ansteckender Krankheiten

KAPITEL I — Maßnahmen zugunsten von Landwirten in finanziellen Schwierigkeiten

Art. 76 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der den Beweis erbringt, dass er sich aufgrund höherer Gewalt in finanziellen Schwierigkeiten befindet, kann in den Genuss folgender regionaler Beihilfen gelangen:

1^o eine Verlängerung der Zinssubvention und der Bürgschaft für ein oder mehrere Darlehen, für die er bereits Beihilfen bezieht oder eine Kapitalprämie, rückzahlungspflichtig oder nicht;

2^o eine Zinssubvention und eine Bürgschaft für einen Überbrückungskredit.

Der Minister bestimmt im Einverständnis mit dem Minister des Haushalts die Anwendungsbestimmungen für diese Beihilfen, die Dauer der Zinssubvention und der Bürgschaft sowie die zu berücksichtigenden Mindest- und Höchstbeträge der Investition. Der Minister legt ebenfalls fest, in welchen Fällen die Beihilfe vollständig oder teilweise in der Form einer aufgeschobenen Tilgung des Darlehens gewährt werden kann.

KAPITEL II — Regionale Maßnahmen zur Bekämpfung ansteckender Krankheiten

Art. 77 - § 1. Die in dem vorliegenden Kapitel erwähnten Beihilfen entsprechen der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

§ 1. Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der die in Artikel 2 festgelegte ausreichende berufliche Qualifikation aufweist, kann in den Genuss der im nachfolgenden Artikel angeführten Beihilfen gelangen, unter der Bedingung, dass es sich um den Ankauf von Vieh zur Erneuerung des Bestands aus folgenden Gründen handelt:

1^o im Anschluss an das stamping out des Viehbestandes im Rahmen der Bekämpfung der Brucellose des Rindes;

2^o im Anschluss an eine Säuberung von mindestens 30 % des Rindviehbestands wegen Rindertuberkulose;

3^o im Anschluss an Maßnahmen zur Ausrottung der Maul- und Klauenseuche, der enzootischen Rinderleukose, der spongiformen Rinderenzephalopathie, der Maul- und Klauenseuche des Schweins, der Schweinepest, der Aujeszkyschen Krankheit und der Geflügelpest.

Art. 78 - Die betreffenden Beihilfen sind:

1^o die Zinssubvention: bei dem ersten Auftreten der Krankheit im Betrieb des Antragstellers beträgt sie maximal 5% und entspricht der Differenz zwischen dem Referenzsatz und dem zu Lasten des Antragstellers verbleibende Mindestzinssatz von 3%; in allen anderen Fällen beträgt der zu Lasten des Antragstellers verbleibende Zinssatz 5%. Der Höchstbetrag des beihilfefähigen Darlehens wird auf 30% der Gesamtkosten für die Erneuerung des Viehbestands festgelegt, und zwar bis zu maximal 90.000 Euro je AKE und 180.000 Euro je Betrieb. Die maximale Dauer der Zinssubvention beträgt neun Jahre im Rahmen der Bekämpfung der Brucellose des Rindes und fünf Jahre in allen anderen Fällen;

2^o die öffentliche Bürgschaft, mit einer maximalen Dauer von zehn Jahren.

Art. 79 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der in den Genuss der im vorliegenden Kapitel angeführten regionalen Beihilfen gelangen möchte, reicht bei einer der durch den Minister anerkannten Kreditanstalten einen Antrag auf ein Darlehen ein. Dem Antrag sind folgende Schriftstücke beizufügen:

1^o eine Abschrift der Schlachtanordnung;

2^o eine Bescheinigung des zuständigen Veterinärinspektors des Ministeriums des Mittelstandes und der Landwirtschaft, die außer der vollständigen Identität und Anschrift folgende Informationen beinhaltet:

— die Anzahl der Tiere vor dem Schlachten, die Anzahl geschlachteter Tiere sowie das Datum der Schlachtungen;

— der auf die vom Minister gewährten Entschädigungen angewandte Ermäßigungs-koeffizient;

— sein Gutachten über die gesetzlichen Auflagen bei einer eventuellen Erneuerung des Viehbestands.

Der Minister legt fest, in welchen Fällen die Beihilfe vollständig oder teilweise in der Form einer aufgeschobenen Tilgung des Darlehens gewährt werden kann.

Der Wert dieser Beihilfen darf in keinem Fall 20% des Betrags der beihilfefähigen Investitionen übersteigen.

Titel 5 — Übergangs-, allgemeine und Schlussbestimmungen

KAPITEL I — Übergangs- und abweichende Bestimmungen

Art. 80 - Die auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft eingereichten Beihilfeanträge werden weiterhin auf der Grundlage dieses Erlasses bewertet.

Der Antragsteller kann jedoch auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses einen Beihilfeantrag einreichen, der den früheren Antrag, über den noch kein Beschluss gefasst wurde, ersetzt. Dieser erneuerte Antrag wird von der Verwaltung prioritär behandelt. Der erneuerte Antrag wird auf der Grundlage der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses geprüft.

Art. 81 - In Abweichung von Artikel 2 aber unbeschadet der sonstigen Bestimmungen des vorliegenden Erlasses sind die Landwirte, die vor dem 1. Januar 2007 Beihilfen für Investitionen in der Landwirtschaft oder für die Niederlassung erhalten haben, beihilfefähig für die nach dem 1. Januar 2007 eingereichten Beihilfeanträge.

Art. 82 - Ein landwirtschaftlicher Betriebsinhaber, eine landwirtschaftliche Vereinigung, eine Gerätenutzungsgenossenschaft oder eine Milcherzeugergemeinschaft, der oder die die in dem Titel II, Kapitel I festgelegten Kriterien für den Zugang zu der betreffenden Beihilfe zwar erfüllt, jedoch noch keinen in der Durchführung befindlichen Investitionsplan besitzt, kann über einen Zeitraum von drei Jahren ab dem Einreichen seines ersten Antrags in den Genuss von drei getrennten Beihilfen über jeweils maximal 5.000 Euro pro Investition gelangen. Mit Ausnahme von Artikel 15 und Artikel 7, § 1, 5° handelt es sich bei den Beträgen der Beihilfen und den Verfahren, Formvorschriften und Modalitäten für die Gewährung um jene, die in Titel II, Kapitel I festgelegt werden. Die detaillierten inhaltlichen Vorgaben des individuellen Beihilfeantrags legt der Minister fest.

Mit dem Einreichen eines Beihilfeantrags für einen Investitionsplan endet diese Ausnahmeregelung.

Art. 83 - Bis zum 31. Dezember 2011 wird die Person, die alleine oder mit seinem Ehepartner ein oder mehrere Kinder zu ihren Lasten hat, von der in Artikel 22, § 1, 5° des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Pflicht, einen Ausbildungslehrgang abzulegen, befreit.

Art. 83bis - Im Rahmen der in Titel II, Kapitel V des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Beihilfen werden die Investitionen, die einem oder mehreren Zielsetzungen zur Einsparung der fossilen Energie, zur Verringerung des Ausstoßes von Schadstoffen und/oder zur Produktion der erneuerbaren Energien, insbesondere durch die Aufwertung der Biomasse aus den landwirtschaftlichen und forstwirtschaftlichen Tätigkeiten sowie aus dem grünen Sektor im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel, die auf 3,5 Millionen Euro festgelegt worden sind, vorrangig behandelt.

— Das Ausmaß der Beihilfe wird auf 40% angehoben;

— Die in Artikel 50 angeführten Höchstbeträge für die Beihilfefähigkeit der Investitionen werden verdreifacht;

— Die in Artikel 52 bestimmten Höchstbeträge für die im Rahmen des Investitionsplans gewährten Beihilfen werden verdreifacht.

Um für die in dem vorliegenden Artikel bestimmte erhöhte Beihilfe in Frage zu kommen, müssen die Investitionen abgeschlossen sein und müssen die Rechnungen vor dem 30. September 2010 bei der Verwaltung eingereicht werden.

Art. 84 - § 1. Ein landwirtschaftlicher Betriebsinhaber oder eine landwirtschaftliche Vereinigung dessen oder deren Lieferquote für Zuckerrüben und/oder Zichorien für das Wirtschaftsjahr 2008/2009 verringert wurde und der oder die die in dem Titel II, Kapitel I festgelegten Kriterien für den Zugang zu der betreffenden Beihilfe erfüllt, ist berechtigt, außerhalb seines Investitionsplans einen oder mehrere Beihilfeanträge einzureichen, die sich ausschließlich auf spezifische Materialinvestitionen für den Anbau und die Ernte von Zuckerrüben und Zichorien beziehen. Mit Ausnahme der Artikel 12, 13, 15 und Artikel 7, § 1, 5°, die nicht anwendbar sind, handelt es sich bei Verfahren, Formvorschriften und Modalitäten für die Gewährung um jene, die in Titel II, Kapitel I festgelegt werden. Die detaillierten inhaltlichen Vorgaben des individuellen Beihilfeantrags legt der Minister fest. Der Betrag der Beihilfe wird auf 40% der Summe der Investition festgelegt. Dieser Betrag wird bei der Berechnung des in Artikel 89 festgelegten Gesamtbetrags der Investitionsbeihilfe im Rahmen des Programmplanungszeitraums 2007-2013 nicht berücksichtigt.

Um für die in dem vorliegenden Artikel bestimmte erhöhte Beihilfe in Frage zu kommen, müssen die Investitionen abgeschlossen sein und müssen die Rechnungen vor dem 30. September 2010 bei der Verwaltung eingereicht werden.

Eine Gerätenutzungsgenossenschaft, deren Mitglieder im Laufe des Wirtschaftsjahres 2008/2009 mehrheitlich mit einer Verringerung ihrer Lieferquoten für Zuckerrüben und/oder Zichorien konfrontiert worden sind, ist ebenfalls beihilfefähig.

§ 2. Ein landwirtschaftlicher Betriebsinhaber oder eine landwirtschaftliche Vereinigung dessen oder deren Lieferquote für Zuckerrüben und/oder Zichorien für das Wirtschaftsjahr 2008/2009 gänzlich aufgegeben wurde und der oder die die in dem Titel II, Kapitel I festgelegten Kriterien für den Zugang zu der betreffenden Beihilfe erfüllt, ist berechtigt, außerhalb seines Investitionsplans einen oder mehrere Beihilfeanträge einzureichen, die sich ausschließlich auf Investitionen für Material beziehen, das notwendig ist, um innerhalb ihres Betriebs eine neue Produktion und/oder Aktivität zu beginnen. Mit Ausnahme der Artikel 12, 13, 15 und Artikel 7, § 1, 5°, die nicht anwendbar sind, handelt es sich bei Verfahren, Formvorschriften und Modalitäten für die Gewährung um jene, die in Titel II, Kapitel I festgelegt werden. Die detaillierten inhaltlichen Vorgaben des individuellen Beihilfeantrags legt der Minister fest. Der Betrag der Beihilfe wird auf 40% der Summe der Investition festgelegt. Dieser Betrag wird bei der Berechnung des in Artikel 89 festgelegten Gesamtbetrags der Investitionsbeihilfe im Rahmen des Programmplanungszeitraums 2007-2013 nicht berücksichtigt.

Art. 84bis - Die auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft zugelassenen Beratungsstrukturen gelten als auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses zugelassen.

Die auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft zugelassenen Berater gelten als auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses zugelassen.

Art. 85 - Im Rahmen einer Übergangsregelung bleibt die regionale Beihilfe für die Angleichung der Lagereinrichtungen für Tierzucht abwässer, die durch den Ministerialerlass vom 1. April 2004 bezüglich der Angleichung der Lagereinrichtungen für Tierzucht abwässer vorgesehen wird, bis zum 31. Dezember 2008 gültig.

Die Mitteilung der Zulassung durch die Verwaltung nach Artikel 8 des genannten Ministerialerlasses gilt als Beschluss zur Genehmigung der Beihilfe für diese Investition.

KAPITEL III — *Abändernde Bestimmungen*

Art. 86 - Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft wird durch einen Paragraphen 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 7. Die landwirtschaftlichen Betriebe, die als Vereinigung gegründet wurden, sind beihilfefähig, wenn:

1° alle Mitglieder der Vereinigung den Beihilfeantrag unterzeichnen;

2° die Vereinigung die auf die landwirtschaftlichen Betreiber anwendbaren Bedingungen beachtet; die in § 1, Absatz 2 festgelegten Bedingungen gelten als erfüllt, falls wenigstens 50 % der Personen, die die Vereinigung bilden, diese erfüllen“.

Art. 87 - In Artikel 8, § 4, Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "innerhalb eines Monats" durch den Wortlaut "innerhalb von drei Monaten" ersetzt.

Art. 87bis - In Artikel 80 werden die Wörter "Juli 2008" durch die Wörter "Januar 2009" ersetzt.

KAPITEL III — *Allgemeine und abschließende Bestimmungen*

Art. 88 - Keine Beihilfe wird gewährt, falls der landwirtschaftliche Betrieb mehr als 12 Beschäftigte und AKE zählt.

Alle in dem vorliegenden Erlass angeführten Beträge verstehen sich ausschließlich MwSt.

Art. 89 - Über die Dauer des Programmplanungszeitraums 2007-2013 darf der Gesamtbetrag der Investitionsbeihilfen, der einem Landwirt, einer Gerätenutzungsgenossenschaft oder einem Maschinenring gewährt wird, 200.000 Euro nicht übersteigen. Über die Dauer des Programmplanungszeitraums 2007-2013 darf der Gesamtbetrag der Beihilfen, der einer Vereinigung von Landwirten gewährt wird, 350.000 Euro nicht übersteigen. Für diesen Zeitraum darf der Gesamtbetrag der Beihilfen, der einer Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung gewährt wird, 700.000 Euro nicht übersteigen.

Art. 90 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der in den Genuss der Beihilfen des vorliegenden Erlasses gelangen möchte, verpflichtet sich, für die in den Kapiteln III, IV, VI und VII des vorliegenden Erlasses angeführten Investitionen keine sonstigen Beihilfen bei der Wallonischen Region zu beantragen oder beantragt zu haben, sei es in Form einer Zinssubvention, eines Zuschusses oder einer Prämie, die dazu führen würden, dass die durch die Verordnung EG/1698/2005 festgelegten Höchstbeträge für Beihilfen überschritten würden.

Art. 91 - Der Ankauf von gebrauchtem Material kann in ordnungsgemäß begründeten Fällen als eine beihilfefähige Ausgabe betrachtet werden, wenn die folgenden vier Bedingungen gleichzeitig erfüllt werden:

1° eine Erklärung des Verkäufers liegt vor, in der die genaue Herkunft des Materials bestätigt wird und in der bescheinigt wird, dass es noch nicht Gegenstand einer regionalen, nationalen oder gemeinschaftlichen Beihilfe gewesen ist;

2° der Ankauf des Materials stellt für das Programm oder das Projekt einen besonderen Vorteil dar oder wird durch außerordentliche Umstände, Fehlen von neuem, rechtzeitig verfügbarem Material begründet, was die korrekte Durchführung des Projektes gefährden würde;

3° Reduzierung der Kosten und daher des Betrags der Beihilfe im Vergleich zum Preis des gleichen, im neuwertigen Zustand gekauften Materials, mit Erhaltung eines guten Preis-Vorteil-Verhältnisses;

4° das gebrauchte Material muss die technischen und technologischen Merkmale aufweisen, die es mit den Spezifikationen des Projekts in Übereinstimmung bringen.

Die Übernahme von Material im Rahmen der Niederlassung wird einem Ankauf von gebrauchtem Material nicht gleichgestellt.

Art. 92 - § 1. Den eingereichten Anträgen wird bis zur Erschöpfung der genehmigten Verpflichtungen stattgegeben.

§ 2. Wenn der Umfang der Verpflichtungen, die notwendig sind, um den in Absatz 1 des vorliegenden Artikels genannten Anträgen über einen Zeitraum von zwölf Monaten stattzugeben, jedoch die vorgenannten genehmigten Verpflichtungen übersteigt, wird der Betrag der Beihilfe, die Gegenstand des vorliegenden Erlasses ist, im Verhältnis zu den Verpflichtungen, die unerlässlich sind, um den Anträgen stattzugeben, vermindert.

In dieser Annahme verabschiedet der Minister im Einverständnis mit dem Minister des Haushalts für das betreffende Jahr die Berechnungsmethode der vorerwähnten Verminderung.

Art. 93 - Die Gültigkeitsfrist der nicht registrierten Übernahmevereinbarungen bei einer Erstniederlassung beträgt ein Jahr.

Art. 94 - Jeglicher von einer Kreditanstalt bei der Verwaltung eingereichte Antrag auf Beihilfe durch Zinssubvention setzt für diese Kreditanstalt als Zulassungsbedingung voraus, dass der Antragsakte das Original über die Gewährung der Zinssubvention beigefügt wird, sowie eine als gleichlautend genehmigte Abschrift der durch die Parteien unterschriebenen Urkunde bezüglich der Kreditgewährung und der etwaigen Anlagen. Die Kreditanstalten müssen der Verwaltung die Daten der im Rahmen der Kredittilgung getätigten aufeinanderfolgenden Zahlungen bekannt geben.

Bei Kreditaufkündigung übermittelt die Bank der Verwaltung eine Abschrift des an den Kunden zugeschickten Briefes, wobei dieser Aufkündigungsbrief eine genaue Bestandsaufnahme des buchmäßigen Standes eines jeden Kredites am Tage der Aufkündigung enthalten muss.

Falls mehrere Kreditanstalten involviert sind, treffen die Betreffenden Absprachen bezüglich einer gemeinsamen Vorlegung eines Antrags auf Bürgschaft. Ein Antrag auf Bürgschaftsdeckung muss bei der Verwaltung innerhalb von drei Monaten ab dem Datum des Aufkündigungsbriefes eingereicht werden. Die Auszahlung des Deckungsbetrags setzt der durch die Region geschuldeten Zinslast ein Ende.

Art. 95 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Er bestimmt die Form und den Mindestinhalt der verschiedenen Formulare für das Einreichen der Pläne und der Beihilfeanträge.

Art. 96 - Die anerkannten Fälle höherer Gewalt oder außergewöhnlichen Umstände sind die Folgenden:

1° der Tod des im zweiten Grad verwandten landwirtschaftlichen Betriebsinhabers;

2° die länger andauernde Berufsunfähigkeit des im zweiten Grad verwandten landwirtschaftlichen Betriebsinhabers;

3° die Enteignung eines Großteils des von dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber verwalteten Betriebs falls diese Enteignung, an dem Tag, an dem der Antrag eingereicht wurde, nicht vorhersehbar war;

4° eine schwere Naturkatastrophe, die die landwirtschaftliche Fläche des Betriebs erheblich in Mitleidenschaft zieht;

5° die unfallbedingte Zerstörung von Stallgebäuden des Betriebs;

6° der Seuchenbefall des gesamten Tierbestands des Betriebsinhabers oder eines Teils davon.

Art. 97 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses:

1° bleiben die bis zu diesem Tag in Anwendung des vorerwähnten Gesetzes vom 15. Februar 1961 und des Königlichen Erlasses vom 25. Oktober 1990 anerkannten Kreditanstalten anerkannt;

2° bleiben die bis zu diesem Tag in Anwendung des Königlichen Erlasses vom 21. März 1986 über die Gewährung von Subventionen zur Förderung der Haltung einer Buchführung in landwirtschaftlichen und gartenbaulichen Betrieben und der Förderung der Entwicklung von Betriebsverbänden für die Führung einer Betriebsbuchhaltung anerkannten natürlichen und juristischen Personen anerkannt.

Art. 98 - Der Generalinspektor der Verwaltung oder bei dessen Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, ist bevollmächtigt, um die Ausgaben bezüglich der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 99 - Verstöße gegen den vorliegenden Erlass werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Die Verstöße gegen den vorliegenden Erlass können in Übereinstimmung mit Art. 8 des vorgenannten Gesetzes vom 28. März 1975 Gegenstand einer Ordnungsstrafe sein.

Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region, oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, wird als zuständiger Beamter bezeichnet, um die Handlungen durchzuführen und die Beschlüsse zu fassen, die die im vorigen Absatz erwähnten Verwaltungsstrafen betreffen.

Art. 100 - Der Minister ist befugt, die Anlage zu dem vorliegenden Erlass abzuändern.

Art. 101 - Unbeschadet der Artikel 80, 86 und 87 des vorliegenden Erlasses wird der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft aufgehoben.

Die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Beihilfeanträge werden auf der Grundlage der auf das Verfahren und den Inhalt anwendbaren Bestimmungen des vorliegenden Erlasses weiter geprüft.

Art. 102 - Der vorliegende Erlass tritt am 15. Januar 2009 in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 85 bis 87, die am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft treten.

Art. 103 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE

Kriterien für die Zulassung der Beratungsstrukturen und die Anerkennung der Berater

Um zugelassen zu werden und zu bleiben, müssen die Beratungsstrukturen:

- ihren Hauptbetriebssitz in der Wallonischen Region haben oder dort anerkannt sein und die Form einer Handelsgesellschaft, einer Vereinigung ohne Erwerbszweck, einer im Landwirtschaftssektor tätigen Vereinigung oder einer nicht dem Öffentlichen Dienst der Wallonie angehörenden öffentlichen Einrichtung annehmen;
- ihre Tätigkeiten müssen sich völlig oder teilweise auf die Bildung und Beratung, angewandte Forschung oder Unterstützung in der landwirtschaftlichen Betriebsführung und gegebenenfalls auf die Buchführung beziehen;
- seit mindestens 5 Jahren in ihrem Tätigkeitsbereich aktiv sein und regelmäßige Kontakte in der Überwachung, Beratung, Bildung oder Information mit mindestens 50 Landwirten nachweisen können;
- derart aufgebaut sein, dass eine Mindestanzahl von 3 Landwirtschafts-, Gartenbau-, Forst- oder Tierzuchttechnikern mit beruflicher Eignung und anerkannter Berufserfahrung aktiv am Betriebsablauf der Struktur teilnehmen; — von einer verantwortlichen Person geleitet werden, die im Besitz eines Masters in Bio-Ingenieurwesen oder eines Diploms in Ingenieurwesen, Fachrichtung Landwirtschaft oder Gartenbau ist oder die eine Berufserfahrung im Bereich der Beratung und landwirtschaftlichen Betriebsführung nachweisen kann, die von der Verwaltung anerkannt wird;

Um anerkannt zu werden und zu bleiben, müssen die Berater:

- bei der zugelassenen Beratungsstruktur angestellt sein;
- mindestens Inhaber eines Diploms der Oberstufe des Sekundarunterrichts Fachrichtung Landwirtschaft, Gartenbau, Forstwesen oder Tierzucht sein, das durch eine Berufserfahrung von mindestens 5 Jahren in der Beratung von Landwirtschafts-, Gartenbau-, Forst- und Tierzuchtbetrieben ergänzt wird.
- Auf der Grundlage ihrer Berufserfahrung müssen sie ihre Kenntnis der gemeinschaftlichen, belgischen und regionalen Regelung im normativen Bereich und in Sachen ländliche Entwicklung nachweisen können;
- Auf der Grundlage ihrer Berufserfahrung müssen sie ihre Kenntnisse im Bereich der landwirtschaftlichen Buchhaltung und Betriebsführung nachweisen können.

Ein Berater kann die Abfassung und Überwachung der Durchführung der Entwicklungs- und/oder Investitionspläne von nicht mehr als 40 Betreibern im Jahr gewährleisten.

Die Zulassung der Beratungsstrukturen und die individuelle Anerkennung der Berater wird auf Vorlage einer Akte, die den Nachweis der Einhaltung der oben angeführten Kriterien erbringt, für einen erneuerbaren Zeitraum von 5 Jahren gewährt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Beihilfen in der Landwirtschaft als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 19. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 728

[2009/200780]

19 DECEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering voor de investeringen in de landbouwsector

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1538/91 van de Commissie van 5 juni 1991 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EEG) nr. 1906/90 van de Raad tot vaststelling van handelsnormen voor vlees van pluimvee;

Gelet op Verordening (EG) nr. 2092/91 van de Raad van 24 juni 1991 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en instelling van een aantal Verordeningen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 2295/2003 van de Commissie van 23 september 2003 houdende bepalingen voor de toepassing van Verordening (EEG) nr. 1907/90 van de Raad betreffende bepaalde handelsnormen voor eieren;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 509/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake gegarandeerde traditionele specialiteiten voor landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op Verordening (EEG) nr. 510/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1975/2006 van de Commissie van 7 december 2006 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad met betrekking tot de toepassing van controleprocedures en van de randvoorwaarden in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandsontwikkeling;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1898/2006 van de Commissie van 14 december 2006 houdende vaststelling van de uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 510/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 1857/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen die landbouwproducten produceren, verwerken en afzetten en de wijziging van Verordening (EG) nr. 70/2001;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1535/2007 van de Commissie van 20 december 2007 betreffende de toepassing van artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op *de minimis*-steun in de landbouwsector en de visserijsector; (PB L337 van 21.12.2007);

Gelet op Verordening (EG) nr. 1320/2006 van de Commissie van 5 september 2006 tot vaststelling van overgangsbepalingen inzake de in Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad voorziene steun voor plattelandsontwikkeling (PB L 243 van 6.9.2006);

Gelet op de beslissingen van de Commissie van 27 juni 1977 en 29 juli 1983 tot wijziging van de grenzen van de probleemgebieden in de zin van Richtlijn 75/268/EEG van de Raad van 28 april 1975 (België);

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2003 en 12 augustus 2003;

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1971, 15 maart 1976, 3 augustus 1981 en 15 februari 1990;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw-, en zeevisserijproducten;

Gelet op het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 29 februari 1988 betreffende de beroepsopleiding van de personen die in de landbouw werkzaam zijn;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

Gelet op het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië;

Gelet op het decreet van 14 februari 2007 betreffende de identificatie van de meewerkende echtgenoten in de landbouw;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1951 houdende grensbepaling van de landbouwstreken van het Rijk, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 juli 1952, 8 maart 1968 en 15 februari 1974;

Gelet op het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 27 mei 1993 betreffende de beroepsopleiding en de bijscholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn en op de latere wijzigingen ervan;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 januari 1998 betreffende de bescherming van kalveren in kalveehouderijen;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 maart 2000 betreffende de bescherming van voor landbouwdoeleinden gehouden dieren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2002 ter uitvoering van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 2003 betreffende de bescherming van varkens in varkenshouderijen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 houdende definitieve erkenning van de betalende Waalse instelling voor de door het EOGFL, afdeling Garantie medegefinancierde uitgaven;

Gelet op het gewijzigde besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, op de besluiten van de Waalse Regering van 26 januari 2006, 21 december 2006 en 1 maart 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2005 betreffende Boek II van het van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 maart 2005 betreffende het welzijn van loopvogels gehouden voor landbouwdoeleinden;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 oktober 2005 tot vaststelling van de minimumnormen voor de bescherming van legkippen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2005 betreffende levensmiddelenhygiëne;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2005 betreffende levensmiddelenhygiëne van dierlijke oorsprong;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden bedoeld in artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende de steun aan de landbouw;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst van 18 juni 2003 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het vlak van landbouw en visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het vlak van landbouw en visserij;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 juli 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juli 2008;

Gelet op het advies nr. 45080/4 van de Raad van State, gegeven op 24 december 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op Richtlijn 75/268/EEG van de Raad van 28 april 1975 betreffende de landbouw in bergstreken en in sommige probleemgebieden;

Gelet op Richtlijn 75/269/EEG van de Raad van 28 april 1975 betreffende de communautaire lijst van agrarische probleemgebieden in de zin van Richtlijn 75/268/EEG (België);

Gelet op Richtlijn 80/666/EEG van de Raad van 24 juni 1980 tot wijziging van Richtlijn 75/268/EEG betreffende de landbouw in bergstreken en in sommige probleemgebieden;

Gelet op de communautaire richtsnoeren van 27 december 2006 voor staatssteun in de landbouw- en de bosbouwsector 2007-2013 (PB 2006/C 319/01);

Overwegende dat de huidige steunregeling voor investeringen en installatie in de landbouw en de compenserende vergoedingen in de probleemgebieden moet worden aangepast, rekening houdend met de structurele wijzigingen van de bedrijven en hun lasten;

Overwegende dat maatregelen moeten worden genomen om de Waalse beleidskeuzes uit te voeren om in te spelen op de landbouwevolutie;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Besluit :

Titel 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Van de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « landbouwactiviteit » : land- of tuinbouwproducten produceren, fokken of telen tot en met het oogsten, het melken, het fokken en het houden van dieren voor landbouwdoeleinden of de grond in goede landbouw- en milieuconditie houden alsmede de verwerking en/of verkoop van de producten die eruit voortvloeien en die deel uitmaken van bijlage I bij het Verdrag;

2° « bestuur » : het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu waarvan de leidend ambtenaar hierna Directeur-generaal wordt benoemd;

3° « landbouwer » : de natuurlijke of rechtspersoon of de groepering van natuurlijke of van rechtspersonen die een landbouwactiviteit al dan niet als hoofdberoep uitoefent in een bedrijf dat hij zelfstandig, voor eigen baat en voor eigen rekening beheert. Een landbouwer wordt aan de hand van zijn « producentnummer » geïdentificeerd;

4° « landbouwvereniging » : vereniging die gericht is op de bevordering van voorlichting en popularisering ten einde in haar omgeving te zorgen voor de technische, economische en sociale vooruitgang van de landbouwbedrijven en voor het welzijn van de landelijke bevolking;

5° « activiteit als bijberoep » : beroepsactiviteit van een rechtspersoon of, in voorkomend geval, van een afgevaardigd-bestuurder of beheerder of vennoot-beheerder van een rechtspersoon, die van zijn landbouw-, toeristische, pedagogische, ambachtelijke activiteiten, uitgeoefend op het betrokken bedrijf, of nog van zijn bosbouwactiviteiten of activiteiten inzake onderhoud van de natuurlijke omgeving met het voordeel van overheidssteun, een jaarlijks totaal belastbaar netto-inkomen vergaart dat hoger is dan 35 % van het belastbare nettobedrag van zijn jaarlijkse globale inkomen uit de beroepsactiviteit als geheel zoals bedoeld in punt 3°, evenwel zonder dat die persoon uit zijn landbouwactiviteit uitgeoefend op het landbouwbedrijf een totaal jaarlijks belastbaar netto-inkomen haalt dat lager is dan 25 % van zijn globaal jaarinkomen uit het geheel van zijn beroepsactiviteiten. Daarnaast moet hij minder dan 1170 uur per jaar besteden aan de beroepsactiviteiten buiten zijn bedrijf;

6° « activiteit als hoofdberoep » : beroepsactiviteit van een rechtspersoon of, in voorkomend geval, van een afgevaardigd-bestuurder of beheerder of vennoot-beheerder van een rechtspersoon, die van zijn landbouw-, toeristische, pedagogische, ambachtelijke activiteiten, uitgeoefend op het betrokken bedrijf, of nog van zijn bosbouwactiviteiten of activiteiten inzake onderhoud van de natuurlijke omgeving met het voordeel van overheidssteun, een jaarlijks totaal belastbaar netto-inkomen vergaart dat hoger is dan 50 % van het belastbare nettobedrag van zijn jaarlijkse globale inkomen uit de beroepsactiviteit als geheel zoals bedoeld in punt 3°, evenwel zonder dat die persoon uit zijn landbouwactiviteit uitgeoefend op het landbouwbedrijf een totaal jaarlijks belastbaar netto-inkomen haalt dat lager is dan 35 % van zijn globaal jaarinkomen uit het geheel van zijn beroepsactiviteiten. Daarnaast moet hij minder dan 900 uur per jaar besteden aan de beroepsactiviteiten buiten zijn bedrijf;

7° « vereniging van melkproducenten » : vereniging van twee tot hoogstens vijf producenten zoals omschreven in artikel 5 van Verordening (EG) 1788/2003 en in artikel 1, 6°, a, van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, opgericht bij authentieke akte voor een onbepaalde duur die niet minder mag bedragen dan drie periodes, met het oog op leveringen en/of rechtstreekse verkopen met de referentiehoeveelheden van de vennoten die er houder van blijven zoals bepaald in artikel 1, 6, c, van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004. Het doel van de vereniging van melkproducenten is uitsluitend het zelfstandig beheer van de melkproductiemiddelen van de vennoten en zowel de productie als de verhandeling van de referentiehoeveelheden vanaf één enkele melkproductie-eenheid van één der vennoten;

8 « adviseur » : persoon bij wie de landbouwer terecht kan, die in het bezit is van de vaardigheden en de minimumervaring bepaald in bijlage en die het landbouwbedrijfsvoofd kiest uit de structuren erkend door de Minister volgens de criteria bepaald in bijlage, om hem van advies te voorzien bij verwezenlijking van zijn ontwikkelings- of investeringsplan en/of de uitvoering en evaluatie ervan;

9° « oppervlakteaangifte en steunaanvraag » (afgekort oppervlakteaangifte) : het formulier dat door het bestuur opgemaakt is en door de Minister goedgekeurd wordt, dat het volgende omvat : de steunaanvragen in het kader van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening en van sommige maatregelen voor plattelandontwikkeling, de beheers- en controlegegevens betreffende die regelingen en maatregelen en andere communautaire of nationale regelingen alsook de elementen vereist voor de identificatie van alle landbouwpercelen van het bedrijf, hun oppervlakte, plaatsbepaling en gebruik (gewas en bestemming);

10° « praktische ervaring » : beroepservaring in de landbouw als landbouwwitbater, -meewerkende of -arbeider, die bewezen wordt door de periodes van aansluiting bij een sociaal verzekeringsfonds of door een arbeidsovereenkomst;

11° « landbouwbedrijf » : het geheel van de productie-eenheden gelegen op het nationaal grondgebied en zelfstandig beheerd door eenzelfde landbouwer ongeacht de speculaties;

12° « landbouwbedrijfsvoofd » : de natuurlijke persoon of, voor een rechtspersoon, elke afgevaardigd bestuurder, beheerder of vennoot-beheerder van de rechtspersoon die zich in een bedrijf aan de landbouwactiviteit wijdt en die die activiteit al dan niet als hoofdberoep uitoefent.

13° « landbouwbedrijfsvoofd-rechtspersoon » : de rechtspersoon wiens statuten de landbouwactiviteit beogen alsook de afzet van de producten die voornamelijk worden voortgebracht op het bedrijf, die deze activiteit al dan niet als hoofdberoep uitoefent en die bovendien voldoet aan één van de volgende voorwaarden :

a) indien het gaat om een landbouwbedrijf bedoeld in artikel 2, § 3, van het Wetboek van vennootschappen, moet(en) de venno(o)t(en)-beheerder(s) een beroepsactiviteit als hoofdberoep uitoefenen die betrekking heeft op het betrokken bedrijf overeenkomstig punt 6°;

b) indien het gaat om één van de andere vennootschapsvormen bedoeld in artikel 2, § 2, van het Wetboek van vennootschappen :

— wordt de vennootschap opgericht voor een minimum duur van 20 jaar;

— zijn de aandelen of deelbewijzen op naam;

— behoren de aandelen of deelbewijzen voor minstens 51 % aan de bestuurders of beheerders toe;

— worden de afgevaardigd-bestuurders of beheerders aangewezen onder de vennoten;

— zijn alle afgevaardigde-bestuurders of beheerders of, bij afwezigheid alle bestuurders, natuurlijke personen die het betrokken bedrijf beheren en er een activiteit als hoofdberoep uitoefenen overeenkomstig punt 6°;

— vloeit minstens de helft van de omzet van de rechtspersoon voort uit diens landbouwactiviteit;

14° « bedrijf in een probleemgebied » : bedrijf waarvan minstens 40 % van de gebruikte landbouwoppervlakte in een probleemgebied gelegen is;

15° « ELFP » : het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling;

16° « Productieketen met gedifferentieerde kwaliteit » : operator of groep operatoren in de productie, de verwerking en de verdeling die een productdossier naleven dat leidt tot een product met gedifferentieerde kwaliteit;

17° « overheidsgarantie » : geweststeun in de vorm van een garantie van het Waalse Gewest die gekoppeld kan worden aan de terugbetaling in kapitaal, interesten en accessoria voor leningen die toegekend worden aan de onder de punten 7°, 12°, 13°, 19°, 20°, 32° en 33° bedoelde natuurlijke en rechtspersonen, met het oog op de onder punt 21° bedoelde verrichtingen, op voorwaarde dat ze toegekend worden door een daartoe erkende openbare of privé-kredietinstelling;

18° « autonoom beheer » : het beheer van een bedrijf waarbij elke verwarring met één of meerdere andere landbouwers op het gebied van het beheer, de uitoefening van de landbouwactiviteit, de productiemiddelen of hun gebruik uitgesloten wordt;

19° « voedergroepering » : feitelijke vereniging die de gezamenlijke aankoop en het gedeelde gebruik van materialen bestemd voor de voederproductie als doel heeft, alsook de ordening en de uitrusting van weilanden, en die bovendien voldoet aan de volgende voorwaarden :

a) bestaan uit minstens drie leden-landbouwers die elk minstens 40 % van de in probleemgebieden gebruikte oppervlakte in bedrijf hebben. De gebruikte oppervlakte van de groepering moet minstens 3 ha per lid bedragen;

b) een activiteitsduur van minstens zes jaar waarborgen;

c) de leden moeten de materiaalaankoop medefinancieren naar evenredigheid van de voedergewasoppervlakte die deel uitmaakt van hun bedrijf en met het verworven materiaal verwerkt moet worden;

d) een boekhouding houden van het gebruik van materialen door elke gebruiker alsmede de overname van de kosten door elke gebruiker;

20° groepering van melkproducenten : de groepering van twee melkproducenten die op zelfstandige wijze voor eigen baat en rekening één enkel bedrijf beheert die uitsluitend voortvloeit uit het samenbrengen van beide bedrijven van de leden ervan, namelijk het geheel van de productie-eenheden die elk van de leden van de groepering voorafgaandelijk aan de oprichting van bedoelde groepering van melkproducenten beheerden.

Die groepering verkoopt rechtstreeks melk of andere zuivelproducten of levert melk aan een koper en voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 1, 6, b, van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten;

21° « investeringen » : verrichtingen die gericht zijn op de aankoop, bouw, vestiging, vergroting, vernieuwing of verbetering, ten gunste van de natuurlijke of rechtspersonen die de hieronder omschreven steun genieten, van duurzame goederen zoals grond, gebouwen, uitrustingen, installaties, machines, gereedschap, materiaal en aanplantingen in de tuinbouwteelt;

22° « vervangingsinvesteringen » : een investering die eenvoudigweg een machine of een bestaand gebouw, of onderdelen ervan, vervangt door een nieuwe machine of een nieuw gebouw, zonder de productiecapaciteit te verhogen met minstens 25 % of zonder de aard van de productie of de aangewende technologie fundamenteel te veranderen. De volledige afbraak van een minstens 30 jaar oud landbouwgebouw en de vervanging ervan door een modern gebouw of nog de ingrijpende renovatie van een bedrijfsgebouw worden niet beschouwd als een vervangingsinvestering. De renovatie wordt als ingrijpend beschouwd indien de kostprijs minstens 50 % van de waarde van het nieuwe gebouw vertegenwoordigt;

23° « Minister » : de Minister bevoegd voor Landbouw;

24° « het in overeenstemming brengen van de opslagaccommodatie van dierlijke mest » : werkzaamheden uitgevoerd om een opslagcapaciteit van zes maanden te waarborgen van dierlijke mest afkomstig uit de veestapel die geregistreerd is op 9 december 2002 of die overeenstemt met de huisvestingscapaciteit van de veehouderijgebouwen op dezelfde datum;

25° « normering van de opslagaccommodatie van dierlijke mest » : werkzaamheden uitgevoerd om een opslagcapaciteit van zes maanden te waarborgen van dierlijke mest afkomstig uit de veestapel die geregistreerd is afgezien van de veestapel die voor het in 24° bedoelde in overeenstemming brengen in aanmerking worden genomen;

26° « ontwikkelingsplan » : plan dat voorgesteld moet worden door een jonge landbouwer die de vestigingshulp vraagt. In dat plan dient met name een beginsituatie van het bedrijf te worden besproken, evenals fasen en globale zesjarige doelstellingen, alsmede driejarige specifieke doelstellingen die bepaald worden met het oog op de verwezenlijking van zijn activiteiten. Er wordt eveneens een omstandige omschrijving opgenomen van de investeringen, de opleidingen, de advisering of elke andere noodzakelijke actie voor de totstandkoming van de activiteiten van het landbouwbedrijf. Het ontwikkelingsplan wordt uitgevoerd door de aanvrager met behulp van een adviseur die verplicht is het plan mede te ondertekenen;

27° « investeringsplan » : document dat vertrekkend vanuit de kenmerken van het bedrijf doelstellingen vastlegt en de lijst opmaakt van de investeringen die doergevoerd moeten worden over een periode van drie jaar om die doelstellingen te bereiken en de uitbating duurzamer te maken;

28° « product van gedifferentieerde kwaliteit » : product dat zich van standaardproducten onderscheidt doordat de productiewijze gedifferentieerd is (o.a. verbetering van de traceerbaarheid van het product, verbetering van het dierenwelzijn, verbetering van het leefmilieu, gegarandeerde traditionele specificiteit, G.T.S afgekort, o.a.) en/of doordat het eindproduct een kwalitatieve meerwaarde oplevert (meer bepaald de verbetering van de smaak kwaliteit) en/of doordat er een erkende geografisch identificatie aanwezig is (beschermde oorsprongbenaming, beschermde geografische aanduiding).

Aan die definitie voldoen :

— de geregistreerde producten in de zin van Verordening (EG) nr. 510/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen;

— de geregistreerde producten in de zin van Verordening (EG) nr. 509/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake de specificiteitscertificering voor landbouwproducten en levensmiddelen;

— de producten uit de biolandbouw in de zin van Verordening (EG) nr. 2092/91 van de Raad van 24 juni 1991 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen;

— de producten die voldoen aan de minimumvereisten voor de « eieren van hennen met vrije uitloop » of de « scharreleieren » in de zin van Verordening (EG) nr. 2295/2003 van de Commissie van 23 december 2003 houdende bepalingen voor de toepassing van Verordening (EEG) nr. 1907/90 van de Raad betreffende bepaalde handelsnormen voor eieren;

— de producten die voldoen aan de minimumvereisten voor de houderijsystemen « scharrel... - binnengehouden », « scharrel met uitloop », « boerenscharrel/hoeve met uitloop » of « boerenscharrel/hoeve met vrije uitloop » in de zin van Verordening (EEG) nr. 1538/91 van de Commissie van 5 juni 1991 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EEG) nr. 1906/90 van de Raad tot vaststelling van handelsnormen voor vlees van pluimvee;

— de andere producten, verkregen overeenkomstig een productdossier dat voldoet aan de minimumvereisten bepaald door de Minister;

28°*bis* « Overname » : aankoop door een jonge landbouwer van het geheel of een gedeelte van een al bestaand landbouwbedrijf, die het voorwerp uitmaakt van een gedagtekende en ondertekende overeenkomst en die de datum van de inwerkingtreding van de overname bepaalt; laatstgenoemde overname mag niet eerder gebeurd zijn dan de datum van ondertekening van de overeenkomst;

29° « probleemgebieden » : de probleemgebieden zijn :

a) de volgende landbouwgebieden, in hun geheel beschouwd : de Hoge Ardennen, de Famenne, de Venen, de Ardennen, de Jurassische regio;

b) het gedeelte van het Luikse weidegebied dat bestaat uit :

— - de fusiegemeenten Aywaille, Ferrières, Jalhay, Lierneux, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Theux, Trois-Ponts, Vielsalm;

— - de volgende grondgebieden :

* het grondgebied van de gemeente Verviers dat vóór 1 januari 1977 de gemeenten Polleur en Theux toebehoorde;

* het grondgebied van de gemeente Esneux dat vóór 1 januari 1977 de gemeente Dolembreux toebehoorde;

* het grondgebied dat ten zuiden van de Vesder en van de gemeenten Baelen, Eupen en Raeren gelegen is;

* voor de gemeente Comblain-au-Pont, het gedeelte van de gemeente dat tussen de Ourthe en de Amel gelegen is en het landbouwgebied van het gewestplan dat de deelgemeente Poulseur toebehoort;

* voor de gemeente Esneux, de landbouwgebieden van het gewestplan Luik op de rechteroever van de Ourthe, die de deelgemeenten Esneux en Tilff toebehoren;

* voor de gemeente Chaudfontaine, de landbouwgebieden van het gewestplan Luik die de deelgemeenten Beaufays en Chaudfontaine toebehoren;

* voor de gemeente Trooz, de landbouwgebieden van het ontwerp van het gewestplan Luik die de deelgemeenten Trooz, Forêt, Nessonvaux en Fraipont toebehoren;

* voor de gemeente Olne, het landbouwgebied van het ontwerp van het sectorplan Luik ten zuiden van een lijn die van het westen naar het oosten gevormd wordt door de beek « Saint-Hadelin », vervolgens de weg naar Olne via de « six chemins », en vanaf Olne de weg naar de intersectie van de gemeenten Xhendelesse en Soiron;

* voor de gemeente Pepinster, de landbouwgebieden van het gewestplan Verviers die de deelgemeenten Soiron, Wegnez en Pepinster toebehoren;

* voor de gemeente Verviers, de landbouwgebieden van het gewestplan Verviers die de deelgemeenten Lambermont, Ensival, Heusy, Stembert en Petit-Rechain toebehoren;

* voor de gemeente Dison, de landbouwgebieden van het gewestplan Verviers die de deelgemeenten Dison en Andrimont toebehoren;

* voor de gemeente Limbourg, de landbouwgebieden van het gewestplan Verviers die de deelgemeenten Limbourg, Goé en Bilstain bezuiden de weg naar Villers toebehoren;

* voor de gemeente Baelen, de landbouwgebieden van het gewestplan Verviers bevattende het gedeelte van de secties Baelen en Membach ten zuiden van de weg Eupen-Limbourg en ten noorden daarvan, het landbouwgebied dat afgebakend is door de weg die de wijk « Au Calvaire » met Baelen (Houtem, Les Forges en Medal) verbindt;

30° « globaal jaarinkomen uit de beroepsactiviteit »: het bruto-belastbaar inkomen uit het geheel van de beroepsactiviteiten en de vervangingsinkomens van een landbouwbedrijfshoofd. Dat inkomen omvat meer bepaald :

— de inkomsten uit activiteiten als werknemer in loonverband (arbeidsovereenkomst);

— de inkomsten uit een activiteit uit een andere pensioenregeling opgericht krachtens een wet, een provinciereglement of door de nationale maatschappij der Belgische spoorwegen;

— de inkomsten uit prestaties in het dag- of avondonderwijs;

— de inkomsten als zelfstandige uit :

a) de nettowinst van landbouw-, industrie- of handelsondernemingen; voor een landbouwbedrijfshoofd stemt de « totale nettowinst » overeen met rubriek C van het berekeningsblad landbouwer als bijlage bij de aangifte personenbelasting of bij de belasting der niet-inwoners;

b) bezoldigingen van bestuurders van in België gelegen kapitaal- en personenvennootschappen;

c) inkomsten als actieve vennoot van in België gelegen personenvennootschappen;

— de inkomsten als zelfstandig helper;

— de pensioeninkomsten;

— de vervangingsinkomsten zoals de sociale uitkeringen (werkloosheid of Z.I.V.-vergoedingen, de vergoedingen wegens een arbeidsongeval, wegens een ongeval van of naar het werk of wegens een beroepsziekte, de inkomsten wegens arbeidsonderbreking);

31° « landbouwsector »: geheel van de landbouwbedrijven, van de coöperatieve vennootschappen voor het gebruik van landbouw materiaal, van de coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschappen, van de voedergroepelingen, van de verenigingen en groepelingen van melkproducenten;

32° « coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschap »: de coöperatieve vennootschap die opgericht is overeenkomstig artikel 2, § 2, vierde streepje van het Wetboek van vennootschappen, die aan de volgende vereisten voldoet :

a) haar doel moet voornamelijk gericht zijn op landbouw, tuinbouw of veeteelt en op de verbetering en rationalisatie van de behandeling, de verwerking of de afzet van landbouwproducten;

b) de meerderheid der vennoten, met een minimum van drie, moeten landbouwers zijn;

c) de statuten moeten bepalen dat elke vennoot op de algemene vergaderingen over minstens één stem beschikt en dat het aantal stemmen waarover een vennoot beschikt, beperkt wordt tot hoogstens één vijfde van de stemmen die aan de vertegenwoordigde deelbewijzen gekoppeld zijn;

d) het jaarlijkse dividend mag niet hoger zijn dan het percentage dat door de Nationale raad voor de coöperatie vastgesteld is;

33° « coöperatieve vereniging voor het gebruik van landbouw materiaal » (« CVGL »): de coöperatieve vereniging die opgericht is overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen, boek I, titel I, artikel 2, § 2, vierde streepje, en waarvan het maatschappelijk doel binnen het bedrijf van haar leden, hoofdzakelijk gericht moet zijn op het gemeenschappelijk gebruik van landbouw materiaal dat noodzakelijk is voor landbouwactiviteit van haar leden. De meerderheid der leden van de CVGL, met een minimum van drie, moeten landbouwers zijn. De CVGL moet daarnaast voldoen aan de voorwaarden c en d, vernoemd in bovenstaand punt 32;

34 « voederoppervlakte »: voederoppervlakten zoals gecodificeerd in de toelichtingsnota van de oppervlakteaangifte die op het jaar van de aanvraag vigerend is en die door de Minister goedgekeurd is;

35 « berekeningscijfer »: cijfer dat dient voor de berekening van de hulp die toegekend is in de vorm van een rentetoelage en dat driemaandelijks bepaald wordt en voor de eerste keer voor het eerste kwartaal 2007; het is gelijk aan de gemiddelde waarde van de OLO-rentevoet op 10 jaar van het vorige kwartaal dat met 1 % verhoogd is;

36° « grootvee-eenheid (GVE) »: het aantal grootvee-eenheden wordt berekend door het aantal runderen, paarden, varkens, pluimvee, oaien of geiten te vermenigvuldigen met de volgende coëfficiënten :

— stieren, koeien en andere runderen van meer dan twee jaar, paarden ouder dan zes maanden 1,0 G.V.E.

— runderen tussen de zes maanden en twee jaar 0,6 G.V.E.

— runderen van minder dan zes maanden 0,4 G.V.E.

— schapen- en geiten 0,15 G.V.E.

— fokvarzen van meer dan 50 kg 0,5 G.V.E.

- andere varkensachtigen 0,3 G.V.E.
- Legkippen 0,014 G.V.E.
- ander pluimvee 0,003 G.V.E.

37° « productie-eenheid » : het geheel van de functioneel samenhangende productiemiddelen die uitsluitend door de landbouwer zelf worden gebruikt, met inbegrip van de gebouwen, de opslaginfrastructuren, de gekweekte dieren, de gronden en de voederforraden die nodig zijn om één of meerdere landbouwspeculaties uit te voeren;

38° « arbeidseenheid », afgekort « AE »; de fractie van 1800 uur per arbeidsjaar gewerkt door elke persoon die in een landbouwbedrijf werkzaam is en die aangesloten is bij het sociaal statuut van zelfstandige landbouwbedrijfshoofd ofwel als landbouwer ofwel als meewerkende; deze fractie wordt bepaald op grond van het attest van de kas voor sociale verzekeringen; ze mag niet hoger zijn dan 1 eenheid per persoon en mag niet 0,5 eenheid overschrijden als de persoon meer dan 1 170 uur werkt in beroepsactiviteiten buiten het bedrijf;

39° « landelijke vrije zone » : de zone die deel uitmaakt van die welke vastgesteld zijn overeenkomstig artikel 38 van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië ».

HOOFDSTUK II. — Voorwaarden voor het in aanmerking komen

Art. 2. Om voor investeringssteun in aanmerking te komen, getuigt het landbouwbedrijfshoofd van voldoende beroepskwalificatie als hij aan één van de volgende voorwaarden voldoet :

1° houder zijn van minstens één van de volgende onderwijsdiploma's :

a) hoger onderwijs, van het korte of lange type bij een landbouw-, tuinbouw- of een onder sector 1 vallende afdeling;

b) master bioingenieur of landbouwkundig ingenieur of van ingenieur voor de scheikunde en de landbouwindustrieën;

c) ingenieur voor de scheikunde en de bionijverheden of van doctor in de diergeneeskunde;

d) in het bezit zijn van het diploma of het door een Staatsjury gehomologeerd of uitgereikt getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, of van het kwalificatiegetuigschrift van het 6e jaar van het secundair onderwijs bij een landbouw-, tuinbouw- of aanverwante afdeling; of

2° twee jaar praktijkervaring aantonen na het verkrijgen van minstens één van de andere door een staatsjury gehomologeerde of uitgereikte diploma's dan bovenbedoeld van het hoger secundair onderwijs, het hoger onderwijs van het korte of het lange type of van het universitaire onderwijs of na het verkrijgen van een kwalificatiediploma of getuigschrift uitgereikt na minstens vier jaar secundair onderwijs bij een landbouw- of tuinbouwonderafdeling of daaraan verwant; of

3° getuigen van drie jaar praktijkervaring na het verkrijgen van een getuigschrift van postschoolse landbouwopleiding van het type B of in het bezit zijn van het door de Duitstalige Gemeenschap uitgereikte opleidingsgetuigschrift voor landbouwers; of

4° getuigen van minstens 5 jaar praktijkervaring.

Onverminderd de naleving van de verplichting tot praktijkervaring bepaald bij dit besluit worden de gelijkwaardige diploma's of getuigschriften, uitgereikt door een andere staat, lidstaat van de Europese Unie, aanvaard voor de toegang tot investeringssteun.

Art. 3. § 1. Om voor steun bij de eerste vestiging in aanmerking te komen, getuigt de aanvrager van voldoende beroepskwalificatie als hij aan één van de volgende voorwaarden voldoet :

1° houder zijn van het diploma van het hoger onderwijs van het korte of lange type met de oriëntatie landbouw of tuinbouw of dat behoort tot sector 1, of een diploma master bioingenieur of landbouwkundig ingenieur of van ingenieur voor de scheikunde en de landbouwindustrieën of ingenieur voor de scheikunde en de bionijverheden of van doctor in de diergeneeskunde;

2° houder zijn van een diploma of een door een Staatsjury gehomologeerd of uitgereikt getuigschrift van het hoger secundair onderwijs van een landbouw-, tuinbouw of onder sector 1 vallende onderafdeling, of van het kwalificatiegetuigschrift van het 6e jaar van het desbetreffende secundair onderwijs;

3° minstens twee jaar praktijkervaring hebben en houder zijn van één van de andere diploma's dan bovenbedoelde van het hoger onderwijs van het korte of het lange type, van het universitair onderwijs of van één van de titels die gelijkwaardig zijn aan één van die diploma's en een getuigschrift van postschoolse landbouwopleiding van het type B of het door de Duitstalige Gemeenschap uitgereikte opleidingsgetuigschrift voor landbouwers;

4° minstens twee jaar praktijkervaring bezitten en houder zijn van één van de andere diploma's of getuigschriften dan bovenbedoeld, gehomologeerd of uitgereikt door een Staatsjury van het hoger secundair onderwijs of een kwalificatiegetuigschrift uitgereikt na minstens vier jaar secundair onderwijs bij een land- of tuinbouwonderafdeling of daaraan verwant, ofwel een titel bezitten die gelijkwaardig is aan één van bovenvermelde diploma's of getuigschriften of een studiegetuigschrift van een postschoolse landbouwopleiding van het type B of het getuigschrift van opleiding tot landbouwbedrijfshoofd uitgereikt door de Duitstalige Gemeenschap;

5° getuigen van minstens 3 jaar praktijkervaring en houder zijn van :

a) een getuigschrift van postschoolse landbouwopleiding van het type B;

b) ofwel een getuigschrift van een beroepsopleidingsrichting na een programma van minstens 150 uur,

c) ofwel het door de Duitse Gemeenschap uitgereikte getuigschrift voor landbouwersopleiding.

Onverminderd de naleving van de verplichting tot praktijkervaring bepaald bij dit besluit worden de gelijkwaardige diploma's of getuigschriften, erkend door een andere staat, lidstaat van de Europese Unie, aanvaard voor de toegang tot de eerste vestiging.

§ 2. Als hij de in de vorige paragraaf bedoelde beroepservaring niet kan aantonen aan de hand van de aansluitingsperiodes bij een sociale verzekeringskas, kan de aanvrager laten weten dat hij over een voldoende expertise beschikt. Om van deze voldoende expertise te getuigen, dient de aanvrager een met redenen omklede aanvraag in bij het Comité voor de installatie van jonge landbouwers. Binnen dertig werkdagen na ontvangst van deze aanvraag hoort laatstgenoemd Comité de aanvrager en spreekt zich uit over de voldoende aard van de expertise van de aanvrager met inachtneming van het betrokken type exploitatie.

Art. 4. § 1. Enkel de investeringen verricht in de in het Waalse Gewest gelegen productie-eenheden kunnen recht geven op steun bepaald in dit besluit.

Het landbouwbedrijfshoofd moet een briefwisselingadres in het Waalse Gewest hebben.

Om in aanmerking te komen voor één van de steunregelingen die bedoeld worden in de hoofdstukken I en II van Titel II, moet het landbouwbedrijfshoofd een bedrijfseconomische boekhouding voeren onder toezicht van een door de Minister erkende natuurlijke of rechtspersoon.

Deze boekhouding omvat :

1° de opstelling van een jaarlijkse begin- en eindinventaris;

2° de systematische en regelmatige registratie van de verschillende goederen- en geldstromen betreffende het bedrijf in de loop van het boekjaar.

De jaarlijkse opstelling omvat :

1° een omschrijving van de algemene bedrijfskenmerken, met name van de gebruikte productiefactoren;

2° een omstandige balans (activa en passiva) en een omstandige bedrijfsrekening (kosten en opbrengsten);

3° de nodige gegevens ter beoordeling van de doeltreffendheid van de bedrijfsvoering in haar geheel, alsmede ter beoordeling van de rentabiliteit van de belangrijkste bedrijfsonderdelen.

De Minister kan de voorstellingsvorm van die documenten bepalen.

Deze boekhouding wordt gehouden gedurende de hele duur van de steun met een minimum van vijf jaar.

§ 2. In afwijking van de vorige paragraaf wordt voor de tuinbouwbedrijven elke andere vorm van boekhouding aanvaard.

§ 3. De CVGL's en voedergroeperingen moeten een gesimplificeerde boekhouding voorstellen in de door de Minister bepaalde vorm.

HOOFDSTUK III. — *Indiening en behandeling van de investeringsplannen
en van de aanvragen beperkt tot een enige investering*

Art. 5. § 1. Elk investeringsplan of elke aanvraag beperkt tot een enige investering wordt door de aanvrager per schrijven ingediend bij het bestuur volgens de door de Minister bepaalde voorstelling. Er wordt eveneens een elektronisch afschrift ingediend.

Aan de hand van een bericht van ontvangst, opgestuurd binnen de tien werkdagen, wordt aan de aanvrager kennis gegeven van het feit dat het dossier volledig is of, in tegenovergesteld geval, dat er stukken ontbreken.

§ 2. Het bestuur kan van de aanvrager eisen dat hij zijn plan voorstelt of verdedigt.

De aanvrager mag er bijgestaan worden door zijn adviseur.

§ 3. Als het bestuur bij de behandeling van het dossier meent dat het aanvullende stukken of gegevens moet opvragen bij de aanvrager, wordt laatstgenoemde daarover per schrijven ingelicht. Deze aanvraag schorst de behandeling van het dossier.

§ 3bis. Wanneer het dossier van de aanvrager als onvolledig is beschouwd of wanneer het bestuur verlangd heeft dat de aanvrager overeenkomstig de vorige paragraaf zijn dossier aanvult, wordt een nieuw bericht van ontvangst overgemaakt aan de aanvrager wanneer zijn dossier als volledig wordt beschouwd.

§ 4. Binnen een termijn van zes maanden na de kennisgeving van het bericht van ontvangst van het volledige dossier wordt het investeringsplan over drie jaar of de aanvraag beperkt tot een enige investering door de Directeur-generaal volledig, gedeeltelijk of voorwaardelijk goedgekeurd of geweigerd.

De beslissing van de Directeur-generaal wordt met redenen omkleed en, in geval van weigering, of gedeeltelijke of voorwaardelijke goedkeuring, vermeldt in extenso de inhoud van paragraaf 5.

§ 5. De aanvrager kan binnen twee maanden na ontvangst van de beslissing van de Directeur-generaal een aanvraag tot herziening van de beslissing indienen bij de Minister. Deze aanvraag wordt aan het Bestuur gericht. In de herzieningsaanvraag kan de aanvrager erom verzoeken door de Minister of door zijn vertegenwoordiger te worden gehoord.

§ 6. De kennisgeving dat het investeringsplan over drie jaar of de aanvraag beperkt tot een enige investering door de bevoegde overheid is aanvaard maakt gewag van de waarde en de aard van de gesteunde investeringen en, per investering, van het bedrag, de vorm van de steun, het tijdschema voor de uitvoering ervan, de opvolgingsindicatoren en de stukken die als investeringsbewijs voorgelegd dienen te worden.

Art. 6. Artikel 5 is van toepassing op alle steunaanvragen bedoeld in hoofdstuk I van titel II.

Titel 2. — *Investeringssteun en steun bij de vestiging in de landbouwsector*

HOOFDSTUK I. — *Steun voor investeringen in de landbouwsector : het investeringsplan*

Afdeling 1. — Landbouwbedrijfshoofden

Art. 7. § 1. Voor investeringssteun in de landbouwbedrijven (ook « steun » genoemd) kan in aanmerking komen, het landbouwbedrijfshoofd dat :

1° minstens twintig jaar oud is op de datum van de eerste betaling van de steun behalve in geval van overmacht zoals bedoeld in artikel 96, a) en b);

2° de voldoende beroepskwalificatie zoals bedoeld in artikel 2° aantoont;

3° volgens het door de Minister bepaalde model de boekhoudinggegevens overmaakt, waarbij de levensvatbaarheid van het bedrijf en de impact van de investeringen op die levensvatbaarheid kunnen worden beoordeeld; de levensvatbaarheid wordt bewezen wanneer het aan het bedrijf gebonden inkomen minstens gelijk is aan 7.500 euro per 0,5 arbeidseenheid aan het einde van het investeringsplan;

4° uit zijn landbouwbedrijf dat ten grondslag ligt aan het investeringsplan, een inkomen per arbeidseenheid vergaart kleiner dan 40.000 euro;

5° bewijst dat het bedrijf dat in aanmerking zal komen voor de investeringssteunen, de normen naleeft die bepaald zijn bij de regelgeving inzake de opslagcapaciteit van dierlijke mest en, zoniet, zich ertoe verbindt over te gaan tot het in overeenstemming brengen en de normering van zijn opslagcapaciteiten van dierlijke mest;

6° bewijst dat hij zijn activiteit al dan niet hoofdzakelijk uitoefent sinds minstens drie jaar op de datum van de indiening van zijn aanvraag tenzij hij de in artikel 22 bedoelde steun bij de vestiging geniet.

§ 2. Om voor steun in aanmerking te komen, dient de aanvrager voor zijn bedrijf een investeringsplan over drie jaar op te stellen, eveneens « plan » genoemd. Dat plan beantwoordt aan de volgende eisen :

1° het verschaft een volledig inzicht in de beginsituatie van het bedrijf, evenals in de specifieke doelstellingen die bepaald worden met het oog op de verwezenlijking van zijn activiteiten;

2° het stelt alle voorziene investeringen voor - ongeacht of ze voor steun in aanmerking komen -, en toont hun samenhang met de doelstellingen van het bedrijf en hun economische, leefmilieu- en technische relevantie;

3° het stelt de lasten en opbrengsten voor die zij teweegbrengen ten opzichte van de gegevens van de bedrijfseconomische boekhouding bedoeld in artikel 4, of beschikbaar of nog uit te werken.

§ 2bis. Er wordt geen enkele investering uitgevoerd of aangevat vóór de datum van aanneming van het plan door de bevoegde overheid, behalve in geval van overmacht en buitengewone omstandigheden vallend onder artikel 96 en voor zover de investering nodig is voor de voortzetting van de exploitatie.

§ 3. De Minister bepaalt de inhoud van het plan.

Het investeringsplan over drie jaar wordt opgesteld door enkel het landbouwbedrijfshoofd of met de bijstand van een adviseur. In dat laatste geval moet de adviseur het plan medeondertekenen.

§ 4. Eenzelfde bedrijf mag niet tegelijk in meerdere investeringsplannen opgenomen worden.

Hetzelfde landbouwbedrijfshoofd kan al dan niet tegelijkertijd en al dan niet onder bescherming van twee nummers van verschillende producenten meer dan één steunregeling vragen voor de verrichting van een investeringsplan of van een aanvraag beperkt tot één enige investering.

steun voor de verrichting van een investeringsplan mag niet tegelijkertijd toegekend worden aan een landbouwbedrijfshoofd-natuurlijke persoon, en aan de rechtspersoon waarvan laatstgenoemd landbouwbedrijfshoofd-natuurlijke persoon afgevaardigd bestuurder, beheerder of vennoot of één onder hen is.

§ 5. De in het plan of in de aanvraag bedoelde investering(en) leeft (leven) de gemeenschappelijke normen na die erop toepasselijk zijn.

§ 6. De toekenning van steun aangevraagd door de andere verenigingen en groeperingen dan de verenigingen en groeperingen van melkproducenten is onderworpen aan de volgende voorwaarden :

1° alle leden van de vereniging ondertekenen de steunaanvraag;

2° de vereniging leeft de voorwaarden na die toepasselijk zijn op de landbouwbedrijfshoofden; de in § 1, tweede lid, bedoelde voorwaarden worden geacht aanvaard te zijn als minstens 50 % van de personen uit wie de vereniging bestaat, ze vervullen;

3° de in artikel 15, 1°, bedoelde verhoging wordt toegepast voor zover het landbouwbedrijfshoofd persoonlijk in aanmerking komend is.

Art. 8. § 1. Bij de verwezenlijking van het investeringsplan over drie jaar waarvan de aanvaarding door de bevoegde overheid is medegedeeld, hierna « het goedgekeurde plan » genoemd, zijn de volgende regels van toepassing.

§ 2. Enkel de investeringen opgenomen in het plan goedgekeurd onder de voorwaarden bedoeld in laatstgenoemd plan of met inachtneming van aanpassingen die eerst goedgekeurd zijn door de bevoegde overheid, komen voor steun in aanmerking.

§ 3. Voor de investeringen die een landbouwbedrijfshoofd uitvoert overeenkomstig de voorwaarden van dat goedgekeurde plan, kan de uitbetaling van de steun slechts verzekerd worden op basis van de voorlegging, in de door Minister bepaalde vormen, van het verantwoordingsstuk van de investering.

De uitbetaling van de steun wordt verzekerd zolang het landbouwbedrijfshoofd aan de voorwaarden voor het in aanmerking komen voldoet.

§ 4. De in het plan bedoelde investeringen moeten verricht worden of minstens begonnen zijn binnen zes maanden na het jaar waarvoor ze gepland zijn. Enkel het jaartal wordt vereist als geplande verrichtingsdatum.

Er wordt een prijschommeling aanvaard van min of meer 20 % tegenover de kostprijs van de investering bepaald in het goedgekeurde plan met inachtneming van het algemene maximumbedrag van de steun bepaald in artikel 18, § 1. Het steunbedrag wordt dienovereenkomstig aangepast. Het totaal van de steun die daadwerkelijk is toegekend tijdens de duur van het plan mag evenwel het totale steunbedrag dat de bevoegde overheid bij aanvaarding van het plan heeft medegedeeld, niet overschrijden.

Het landbouwbedrijfshoofd heeft de plicht om aan de bevoegde overheid een aanpassing te vragen van het totale steunbedrag dat hem voorafgaandelijk wordt toegekend voor een investering waarbij het oorspronkelijk door de bevoegde overheid medegedeelde steunbedrag overschreden wordt. De aldus doorgevoerde aanpassingen mogen de voor het goedgekeurde plan vastgelegde doelstellingen en richtsnoeren niet onzeker maken.

§ 5. Boven de in § 4 bedoelde toegestane afwijking dient voor elke aanpassing van het goedgekeurde plan met betrekking tot de waarde, de aard van de investering of het tijdschema voor de uitvoering ervan, een aanvraag bij het bestuur worden ingediend bij aangetekend schrijven.

Voor zover de doorgevoerde aanpassingen de doelstellingen en de richtsnoeren, opgenomen in het plan, niet onzeker maken en niet leiden tot een overschrijding van het totale steunbedrag, medegedeeld door de bevoegde overheid, beschikt het bestuur over 20 werkdagen om op de aanvraag in te gaan.

Zijn er aanpassingen waarbij het totale steunbedrag in één of meerdere keren overschreden wordt dat de bevoegde overheid bij aanvaarding van het plan heeft medegedeeld, wordt dat totaalbedrag door de bevoegde overheid aangepast met inachtneming van het maximumbedrag bepaald in artikel 18, § 1.

De aanpassingsaanvragen die enkel betrekking hebben op het afzien van één of meerdere investeringen waarvan sprake in het goedgekeurde plan kunnen te allen tijde worden ingediend. In alle andere gevallen kan een steungerechtigde slechts drie keer per jaar tijdens de duur van het plan aanpassingsaanvragen indienen. Zij mogen enkel betrekking hebben op de investeringen waarvan de voorziene uitvoeringsdatum niet overschreden wordt. Ze mogen de voor het goedgekeurde plan vastgelegde doelstellingen en richtsnoeren niet onzeker maken en moeten de relevantie en de coherentie van het goedgekeurde plan versterken.

Elke wijziging door afschaffing of toevoeging moet met redenen omkleed zijn en om technische, economische of sociale redenen gerechtvaardigd worden door een geval van overmacht of door buitengewone omstandigheden. Hetzelfde geldt voor een aanvraag tot verlenging van het plan met maximum twee jaar.

De verhoging van de steun bedoeld bij artikel 15, § 3, wordt tenietgedaan indien een aanvraag tot aanpassing van een plan dat oorspronkelijk ingediend wordt met de bijstand van een adviseur, zonder diens bijstand wordt ingediend. Het verlies van de verhoging geldt met terugwerkende kracht voor de gehele duur van het plan en voor alle investeringen die in het plan voorzien zijn.

§ 6. Behalve in de gevallen van overmacht of van buitengewone omstandigheden vallend onder artikel 96, in gevallen van vereniging van landbouwbedrijven zoals bedoeld in artikel 21 of bij buitengewone kansen, erkend door de Minister, mag een investeringsplan niet onderbroken worden in de twee jaar volgend op de datum van goedkeuring ervan door de Minister. Een nieuw plan, ingediend door een landbouwer, alleen of in vereniging, binnen de twee maanden volgend op de toegelaten vroegtijdige onderbreking van het (de) goedgekeurde plan(nen) krijgt een voorrangsbepaling.

§ 7. Het staat een steungerechtigde vrij een investering die in zijn goedgekeurde plan voorzien is, niet uit te voeren. Overeenkomstig artikel 4 dient hij er het bestuur over in te lichten en de helft van het steunbedrag waarvan hij vrijwillig afziet, wordt afgetrokken van het totale maximumsteunbedrag bepaald in artikel 18, § 1.

Afdeling 2. — CVGL

Art. 9. § 1. Een CVGL die samengesteld is overeenkomstig de vereisten van artikel 7, § 1, en waarvan de boekhouding aantoont dat ze minstens in evenwicht blijft en zal blijven, kan in aanmerking komen voor steun voor de investeringen in de CVGL en een investeringsplan over drie jaar indienen.

§ 2. Een CVGL kan, volgens de voorwaarden en afwijkingen bepaald in de artikelen 13 tot en met 18, in aanmerking komen voor steun voor volgende investeringen :

1° de investeringen in materiaal, hetzij i.v.m. bijzondere bedrijfsonderdelen, hetzij noodzakelijk voor het gezamenlijk vervoer, de gezamenlijke tractie, de gezamenlijke behandeling, de gezamenlijke oogst van de voortbrengselen van de leden;

2° de investeringen in onroerende goederen, op voorwaarde dat het gaat om opslagplaatsen voor het materiaal van de CVGL die opgericht zijn op haar grond of op een grond waarvan ze het genot heeft voor een duur die minstens gelijk is aan die van de overheidsgarantie;

3° de investeringen in de aanpassing van onroerende goederen, op voorwaarde dat het onroerende goederen betreft van de CVGL en die als onderdak dienen voor materiaal van de CVGL.

§ 3. Het gezamenlijke gebruik van het CVGL-materiaal door minstens drie landbouwers die lid zijn van de CVGL moet te allen tijde geverifieerd kunnen worden. Bovendien mag dezelfde landbouwer het in aanmerking komen van een zelfde materiaal of van een gelijkwaardig materiaal in meer dan één CVGL niet rechtvaardigen.

Een landbouwer met een gelijksoortig materiaal van minder dan tien jaar mag ook niet het in aanmerking komen van dat materiaal of van een gelijksoortig materiaal in een CVGL rechtvaardigen.

Voor het materiaal van de CVGL wordt deze termijn teruggebracht tot zeven jaar.

Een landbouwer mag het in aanmerking komen van éénzelfde materiaal of van een gelijkwaardig materiaal in meer dan één CVGL niet rechtvaardigen.

Dezelfde regels zijn van toepassing voor de steunaanvragen die door een landbouwer op eigen naam worden ingediend. Er wordt evenwel slechts rekening gehouden met het materiaal van de CVGL waarvoor bepaald wordt dat hij één van de gebruikers ervan is.

§ 4. De Minister bepaalt de inhoud van het plan.

§ 5. Bij de indiening van de aanvraag tot uitbetaling van de voorziene steun toegekend door het plan moet de CVGL voor elke investering, naast het verantwoordingsstuk voorzien in zijn plan, het proces-verbaal van beslissing tot investering, medeondertekend door alle leden van de CVGL, indienen.

§ 6. Indien de CVGL in de loop van de uitvoering van het plan een lid verliest en zo § 1 niet in acht genomen wordt, dient de CVGL er het bestuur over in te lichten en beschikt het over zes maanden om een vervanger te vinden. Als na afloop van die termijn de vereisten van § 1 nog steeds niet nagekomen zijn, wordt het plan onderbroken, maar de steun die de leden reeds gekregen hebben, blijft verworven.

Art. 10. Een CVGL die bestaat uit minstens twee derde vennoten die tegelijk deel uitmaken van een andere CVGL die reeds een investeringsplan heeft voorgesteld of die reeds voorheen vennoten zijn geweest in een andere CVGL komt niet in aanmerking voor steun.

Afdeling 3. — Voedergroeperingen

Art. 11. § 1. Een voedergroepering die door het bestuur is erkend, kan in aanmerking komen voor steun voor de investeringen in de groepering en een investeringsplan over drie jaar indienen.

§ 2. De steun kan slechts toegekend worden als minstens twee derde van de leden nog geen deel hebben uitgemaakt van een andere voedergroepering.

§ 3. Bij de indiening van de aanvraag tot uitbetaling van de voorziene steun toegekend door het plan moet de voedergroepering voor elke investering, naast het verantwoordingsstuk waarvan sprake in zijn plan, het proces-verbaal van beslissing tot investering, medeondertekend door alle leden van de voedergroepering, indienen. De steun wordt rechtstreeks aan de leden betaald, in verhouding tot het aandeel dat éénieder neemt in de gesteunde financiering van het materiaal.

§ 4. Indien de CVGL in de loop van de uitvoering van het plan een lid van de groepering verliest en zo § 1 niet in acht genomen wordt, dient de groepering er het bestuur over in te lichten en beschikt het over zes maanden om een vervanger te vinden. Als na afloop van die termijn de vereisten van § 1 nog steeds niet nagekomen zijn, wordt het plan onderbroken, maar de steun die de leden reeds gekregen hebben, blijft verworven.

§ 5. Éénzelfde landbouwer mag het in aanmerking komen van éénzelfde materiaal of van een gelijksoortig materiaal in meer dan één voedergroepering niet rechtvaardigen.

Afdeling 4. — De steun

Art. 12. De steun bedoeld in dit hoofdstuk stemt overeen met Verordening (EG) nr.1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO);

Art. 13. De steun voor landbouwers, CVGL's, voedergroeperingen of groeperingen van melkproducenten waarvan de investeringsplannen over drie jaar zijn goedgekeurd overeenkomstig de maximale steunniveaus bepaald in artikel 14 zijn :

1° een financiële steun, volgens een verdeling aangegeven in het goedgekeurde plan, in de vorm van ofwel :

a) een rentetoelage die gelijk is aan het verschil tussen het berekeningscijfer bepaald in artikel 1, 31°, die in werking is op het tijdstip van de ondertekening van de lening met de kredietinstelling en het minimumpercentage van 2,0 % ten laste van de steungerechtigde. Het percentage van de rentetoelage mag niet hoger zijn dan 5 % en de rentetoelage heeft betrekking op een maximumduur van 7 jaar voor de investeringen in materiaal en van maximum 15 jaar voor de investeringen in gebouwen.

Per investering mag de steun in geen geval de bedragen bepaald in de artikelen 14 en 15 overschrijden;

b) een tegemoetkoming in het kapitaal, in één schijf uitbetaald als het steunbedrag lager is dan € 10.000, twee schijven als het ligt tussen 10.000 en 20.000 € en drie schijven als het hoger is dan € 20.000.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten wordt de voorkeur gegeven aan de tegemoetkoming in het kapitaal ten opzichte van de tegemoetkoming in rentetoelage;

c) een combinatie van de steunmaatregelen die de rentetoelage en de kapitaalpremie zijn;

2° de overheidsgarantie die toegekend kan worden voor elke investering van het goedgekeurde plan waarvoor een lening wordt aangevraagd bij een daartoe erkende openbare of private instelling, vult de door de kredietaanvrager gestelde zekerheden aan en mag niet meer dan 75% van het nog verschuldigde saldo van het toegestane krediet betreffende de in aanmerking komende investeringen, met uitzondering van BTW, dekken <0

De betaling van de rentesubsidie wordt opgeschort zodra een beroep wordt gedaan op de garantie;

Art. 14. § 1. Tegen het steunpercentage van 20 % komt in aanmerking, elke uitgave die niet overeenstemt met een vervangingsinvestering en die betrekking heeft op :

1° de aankoop of de aanpassing van nieuw of gebruiksmateriaal in de zin van artikel 91 en bestemd voor de voortzetting, de ontwikkeling of de schepping van een activiteit, met inbegrip van de eerste verwerking en de verkoop op de hoeve in een landbouwbedrijf, een CVGL, een voedergroepering of een vereniging of een groepering van melkproducten;

2° de inrichting, de ingrijpende renovatie, het herstel ten gevolge van geleden schade, de bouw of de aankoop van onroerende landbouw- of tuinbouwinfrastructuren, met inbegrip van de eerste verwerking en de verkoop op de hoeve; voor de hierna vermelde producties moeten de volgende voorwaarden vervuld worden :

a) voor de pluimvee- of varkenshouderijen : een bestek naleven of zich ertoe verbinden een bestek na te leven dat overeenstemt met een product van gedifferentieerde kwaliteit en betrekking hebben op investeringen die niet behoren bij klasse 1 in de zin van de milieuvergunning;

b) voor de houderijen : een grondgebondenheidscijfer vertonen - zoals omschreven in artikel R.212, § 3, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft het duurzaam stikstofbeheer - lager dan of gelijk aan 1 tijdens het laatste jaartal dat bij de indiening van de aanvraag gekend is en die drempel niet te boven gaan tijdens de uitvoering van het goedgekeurde plan;

c) voor de melkproductie-bedrijven : < 0
niet leiden tot een overschrijding van de referentiehoeveelheid tenzij een bijkomende referentiehoeveelheid wordt toegekend of gekregen door een overdracht; in dat geval wordt de steun slechts verleend indien de investering niet tot gevolg heeft dat het aantal melkkoeien tot meer dan 200 per bedrijf, vereniging van melkproducenten of groepering van melkproducenten stijgt;

3° de verplaatsing van gebouwen van een bedrijf wegens het openbaar nut of indien de verhuurder de huur van het landbouwbedrijfshoofd opzegt en die opzeg bekrachtigd is door de vrederechter of verantwoord is wegens de leefmilieuvorschriften met inachtneming van de voorwaarden van punt 2°;

4° de grondverbeteringswerken;

5° specifiek materieel voor de productie van biobrandstoffen en/of hernieuwbare energie met producten of nevenproducten van de landbouwactiviteit van het bedrijf of de coöperatieve alsmede van de installaties voor de behandeling van dierlijke mest met productie van biobrandstoffen en hernieuwbare energie;

6° de inrichting van gebouwen en/of de aanpassing van materieel om energiebesparingen door te voeren als aanvulling op andere overheidssteun die het Gewest reeds verleent en met inachtneming van de maximale steunbedragen bepaald door Verordening (EG) 1698/2005°;

7° de inrichtingen die een vermindering van de emissies van vervuilende landbouwgasen mogelijk maken;

8° de installatie van systemen voor de filtering van de ventilatielucht in de dierengebouwen, alsook hun ventilatiesystemen met gemengde lucht;

9° de investeringen voor waarnemings- en waarschuwingssystemen in het kader van de geïntegreerde bestrijding.

§ 2. In afwijking van de vorige paragraaf komen niet in aanmerking de uitgaven betreffende :

1° de aankoop van grond, eenjarige planten, plantages van eenjarige planten, bedrijfstoelagen, quota, dieren en de eenvoudige vervangingsverrichtingen behalve uitzonderingen specifiek bepaald bij dit besluit.

2° de drainerings- of irrigatiewerken, de aankoop van irrigatiematerieel, tenzij die investeringen een vermindering van het waterverbruik met minstens 25 % opleveren;

3° de aanpassing van bestaande gebouwen om te voldoen aan de wettelijke normen die de communautaire minimumnormen te boven gaan of om te voldoen aan de Europese minimumnormen op het gebied van milieubescherming, volksgezondheid, dierenwelzijn of veiligheid op het werk die verricht wordt na een termijn van 36 maanden na goedkeuring ervan op EG-niveau of na de overgangperiode bedoeld bij de verordening;

4° de aanpassing van bestaande gebouwen om te voldoen aan de communautaire minimumnormen op het gebied van milieubescherming, volksgezondheid, dierenwelzijn of veiligheid op het werk door jonge landbouwbedrijfshoofden zoals omschreven in artikel 22 van Verordening (EG) 1698/2005, die verricht wordt na de termijn van 36 maanden na hun vestiging.

§ 3. De investeringen bestemd voor de toeristische, pedagogische en ambachtelijke activiteiten kunnen een steun genieten van 20 % van de uitgaven betreffende :

1° de aankoop, de aanpassing, de vervanging die de drempels bepaald bij artikel 1, 22°, overschrijden, van nieuw of tweedehands materiaal op de wijze van artikel 91 voor de voortzetting of de ontwikkeling van een productie-, toeristische, pedagogische of ambachtelijke activiteit die reeds uitgeoefend werd in een landbouwbedrijf of een groepering van melkproducenten; < 0

2° de verwerking of de inrichting van bestaande gebouwen voor de voortzetting of de ontwikkeling van toeristische, pedagogische of ambachtelijke activiteiten in of buiten het bedrijf;

Art. 15. De investeringssteunniveaus bepaald in artikel 14 worden verhoogd met :

1° 10 procentpunten voor elke investering verricht binnen zes jaar na de datum van werkelijke vestiging als bedrijfshoofd wanneer die gebeurd is uiterlijk voordat het bedrijfshoofd de leeftijd van veertig jaar heeft bereikt. Indien degene die de verhoging geniet sinds minder dan zes jaar gevestigd is, lid is van een vereniging, wordt die verhoging in verhouding toegekend tot de deelname van de gerechtigde in de vereniging; de verhoging wordt volledig verkregen voor zover de gerechtigde van de verhoging de eigenaar van het fonds is. Indien de gerechtigde van die verhoging, afgevaardigd-bestuurder, zaakvoerder of vennoot-zaakvoerder is van een rechtspersoon, wordt die verhoging in verhouding toegekend tot het aantal aandelen die de gerechtigde bezit in die rechtspersoon;

2° vijf procentpunten als het investeringsplan ingediend wordt door een landbouwer in een probleemgebied zoals omschreven in artikel 1, 27°;

3° vijf procentpunten als het investeringsplan ingediend wordt door een CVGL;

4° 2,5 procentpunten als het investeringsplan en alle eventuele aanvragen tot aanpassing van dat plan ingediend worden door een landbouwbedrijfshoofd dat een beroep heeft gedaan op een erkend adviseur;

5° 10 procentpunten voor elke investering die specifiek bestemd is voor een productie van gedifferentieerde kwaliteit bij haar opstart of haar eerste uitbreiding voor zover die investering niet afhankelijk is van een milieuvergunning van klasse 1 in de zin van de milieuvergunning en voor zover het landbouwbedrijfshoofd zich ertoe verplicht deze productie gedurende minstens zes jaar voort te zetten.

Art. 16. Er mogen niet meer dan twee verhogingen, bepaald in artikel 15, toegevoegd worden aan de in artikel 14 bepaalde renten voor de steun die toegekend wordt voor elk bestanddeel waarvan sprake in het investeringsplan over drie jaar.

Art. 17. Om ontvankelijk te zijn, dient een investeringsplan minstens € 15.000 aan investeringen over de gehele duur te voorzien en elke investering waarvan sprake in het plan moet op zich meer bedragen dan € 5.000.

Het maximumbedrag dat per investering waarvan sprake in het plan voor steun in aanmerking komt, bedraagt € 350.000 voor de investeringen in gebouwen (bouwwerken en uitrustingen) en/of materiaal. Voor investeringen in gebouwen mag de steun evenwel niet toegekend worden voor bedragen die hoger zijn dan de maxima per m² die bepaald zijn door de Minister overeenkomstig artikel 95.

Die maximumbedragen die voor steun in aanmerking komen worden verhoogd met 50 % indien het investeringsplan ingediend wordt ofwel door een CVGL ofwel voor de specifieke investeringen in de tuinbouwsector.

Art. 18. Er wordt een maximumbedrag van € 100.000 vastgelegd voor het opgetelde totaal van alle steunvormen die aan een bedrijf worden toegekend voor de verschillende investeringen die in het kader van zijn investeringsplan in aanmerking komend zijn.

Art. 19. Geen enkele steun wordt uitbetaald of uitgevoerd als het bedrijf zich niet heeft aangepast aan de verplichtingen betreffende het in overeenstemming brengen van de opslaginfastructuren en van dierlijke mest.

Art. 20. De Minister bepaalt de gevallen en de mate waarin de steun geheel of gedeeltelijk kan worden verleend in de vorm van uitgestelde aflossingen van de lening zonder dat de toegelaten tegemoetkomingsmaxima overschreden worden.

Art. 21. § 1. Indien meerdere landbouwers hun bedrijven die niet het resultaat zijn van de verdeling van een bedrijf dat voorheen één geheel vormde, samenvoegen en elk lid van de vereniging voldoet aan de vereisten van artikel 5, § 1, geldt artikel 8, § 6 niet. In dit geval mogen de leden van de vereniging de verwezenlijking van hun lopende investeringsplan onderbreken en de vereniging mag in eigen naam een nieuw investeringsplan over drie jaar indienen. De verenigde landbouwers moeten een verenigingsovereenkomst voorleggen dat medeondertekend is door allen, die zich daar hoofdelijk toe verbinden. De vereniging moet minstens even lang duren als de subsidie en niet minder lang duren dan zes jaar.

§ 2. Voor het eerste investeringsplan dat ingediend wordt door nieuwe bedrijvenverenigingen die sinds 1 januari 2007 opgericht zijn en die de vereisten van § 1 naleven, wordt het maximumbedrag, afwijkend van artikel 18, § 1, vastgelegd op € 75.000 per verenigingslid, met als maximumbedrag € 250.000 voor de vereniging. Voor haar eerste plan kan een nieuwe vereniging een verhoging krijgen met 50 % van de maximumwaarden van de in artikel 17 bepaalde investeringen die voor steun in aanmerking komen. De vereniging dient een volledig investeringsplan voor te leggen met inachtneming van de structuur en de inhoud bepaald in bijlage I.

§ 3. Voor een vereniging van melkproducenten mag de houder van de productie-eenheid vanaf welke de leveringen en/of de rechtstreekse verkopen van de vereniging van melkproducenten plaatsvinden de specifieke investeringen die nodig zijn voor de ontwikkeling van de productie- en afzetactiviteiten van de vereniging, in zijn investeringsplan opnemen. Dat plan moet voldoen aan de voorschriften van bijlage I. In dit geval is artikel 21, § 1, niet van toepassing.

§ 4. Een groepering van melkproducenten mag een investeringsplan indienen dat noodzakelijk is voor de ontwikkeling van de activiteiten van de groepering. Dat plan dekt alle investeringen die de leden van de groepering voorzien hebben voor al hun producties. Dat plan moet voldoen aan de voorschriften van bijlage III. Bij de oprichting van de groepering worden de lopende persoonlijke plannen van de leden die de nieuwe groepering vormen, tenietgedaan en artikel 21, § 1, is dan van toepassing.

De indiening en de behandeling van het investeringsplan worden overeenkomstig de artikelen 5 en 6 verricht.

HOOFDSTUK II. — *Steun bij de vestiging aan jonge landbouwbedrijfschoufden :*

Art. 22. § 1. De steun bedoeld in dit hoofdstuk stemt overeen met Verordening (EG) nr.1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO);

Voor de steun bij de vestiging voor de oprichting of de gehele overname van een landbouwbedrijf of voor een gedeeltelijke overname van een bedrijf in maximum twee fases die elk minstens 25 % dekken van de gehele waarde van de in aanmerking komende investeringen van de overname komt in aanmerking degene die :

1° zich voor de eerste keer als bedrijfshoofd vestigt in een bedrijf als landbouwbedrijfshoofd in hoofberoep en landbouwer wordt op de datum van indiening van de steunaanvraag; de vestiging als landbouwbedrijfshoofd in hoofberoep van een natuurlijke persoon wordt bewezen door een overnameovereenkomst of, bij gebrek, door de aansluiting van die persoon bij het sociaal statuut van onafhankelijk landbouwbedrijfshoofd in hoofberoep. Voor de rechtspersonen wordt nagekeken of die voorwaarde voor de afgevaardigd bestuurder of de zaakvoerder die zich voor de eerste keer vestigt, vervuld is.

2° de in artikel 3 bedoelde beroepskwalificatie aantoont op de datum van de vestiging; voor de rechtspersonen moet bovendien bewezen worden dat elke afgevaardigd bestuurder of zaakvoerder die de steun bij de vestiging aanvraagt, de in artikel 3 bedoelde beroepskwalificatie bezit op de datum van de vestigingsaanvraag;

3° minder dan veertig jaar oud is op de datum van indiening van de steunaanvraag;

4° minstens twintig jaar oud is op de datum van de eerste betaling van de steun behalve in geval van overmacht zoals bedoeld in artikel 96, 1° en 2°;

5° op de datum van de vestiging, behalve in de gevallen van overmacht bepaald in artikel 96, 1° en 2°, een stage doorlopen heeft die in overeenstemming is met de vereisten van het decreet van het Waalse Gewest van 12° juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw of met het besluit van de Duitstalige Gemeenschap van 27 mei 1993 betreffende de beroepsopleiding en de bijscholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn en de latere wijzigingen ervan; wordt evenwel vrijgesteld van die stage, degene die :

— geboren is vóór 1 januari 1978 of

— de last van huismoeder of huisvader alleen op zich neemt;

6° een ontwikkelingsplan voorstelt samen met een ontwerp van overname- of oprichtingsovereenkomst. De inhoud van het plan wordt door de Minister vastgesteld. Opvolgingsindicatoren worden bij het plan vastgelegd voor de uitvoering van het ontwikkelingsplan.

7° een beroep doet op een adviseur om hem raad te geven in zijn beroepsontwerp van overname of oprichting en zich ertoe verbindt raadgevingen bij een adviseur in te winnen voor een minimale duur van drie jaar en een boekhouding te houden overeenkomstig de eisen van artikel 4;

8° bewijst dat het bedrijf waarin hij zich bevestigt, de normen naleeft inzake de opslagcapaciteit van dierlijke mest en, zoniet, zich ertoe verbindt het in overeenstemming brengen en de normering van zijn opslagcapaciteiten van dierlijke mest op te nemen als investering van zijn investeringsplan en ze werkelijk te verrichten binnen 36 maanden na de datum van zijn vestiging;

9° de levensvatbaarheid van het bedrijf aan het einde van het ontwikkelingsplan rechtvaardigt; de levensvatbaarheid wordt bewezen wanneer het aan het bedrijf gebonden inkomen minstens gelijk is aan 7.500 euro per 0,5 arbeidseenheid aan het einde van het investeringsplan.

In geval van erkende en gerechtvaardigde financiële moeilijkheden kan de Minister beslissen om af te wijken van de verplichting om landbouwer in hoofdberoep te blijven gedurende een door hem te beoordelen periode die toch niet langer dan 5 jaar mag zijn zodat de gerechtigde van de steun landbouwer als bijberoep tijdens deze duur kan zijn.

§ 2. Elke persoon die van plan is de steun bij de vestiging te vragen kan een vooraanvraag bij het bestuur indienen. Laatstgenoemde vermeldt de overtuigende elementen betreffende de in § 1, 2°, bepaalde voorwaarden.

Aan de hand van een bericht van ontvangst, opgestuurd binnen de tien werkdagen, wordt aan de aanvrager kennis gegeven van het feit dat het dossier volledig is of, in tegenovergesteld geval, dat er stukken ontbreken.

Als het bestuur bij de behandeling van het dossier meent dat het aanvullende stukken of gegevens moet opvragen bij de aanvrager, wordt laatstgenoemde daarover per schrijven ingelicht. Deze aanvraag schorst de behandeling van het dossier.

Binnen een termijn van twintig werkdagen na zending van het ontvangstbericht dat bepaalt dat de vooraanvraag volledig is, brengt het Bestuur een al dan niet gunstig advies uit. Het advies van het Bestuur wordt met redenen omkleed in geval van weigering of voorwaardelijke aanneming.

§ 2bis. Elke persoon die van plan is de steun bij de vestiging aan te vragen, dient een investeringsplan bij het bestuur in, waarin in voorkomend geval de investeringen worden vermeld waarvoor een investeringsteun zal worden aangevraagd overeenkomstig hoofdstuk I van deze titel.

Aan de hand van een bericht van ontvangst, opgestuurd binnen de tien werkdagen, wordt aan de aanvrager kennis gegeven van het feit dat het dossier volledig is of, in tegenovergesteld geval, dat er stukken ontbreken.

Als het bestuur bij de behandeling van het dossier meent dat het aanvullende stukken of gegevens moet opvragen bij de aanvrager, wordt laatstgenoemde daarover per schrijven ingelicht. Deze aanvraag schorst de behandeling van het dossier.

Het bestuur kan van de aanvrager eisen dat hij zijn plan voorstelt. De aanvrager mag bijgestaan worden door zijn adviseur.

Binnen een termijn van 6 maanden na zending van het ontvangstbericht dat bepaalt dat de vooraanvraag volledig is, brengt het Bestuur een al dan niet gunstig advies uit. In geval van gunstig advies of van voorwaardelijk gunstig advies, bepaalt het Bestuur het geschatte bedrag van de steun bij de vestiging.

Het advies van het Bestuur wordt met redenen omkleed in geval van weigering of voorwaardelijke aanneming.

§ 3. De jonge landbouwer dient een aanvraag voor een steun bij de vestiging in binnen een termijn van hoogstens twaalf maanden na de datum van zijn vestiging als landbouwer, landbouwbedrijfshoofd in hoofdberoep, op grond van het door het bestuur bepaalde formulier samen met de bewijsstukken.

Als de jonge landbouwer een gunstig advies over zijn vooraanvraag heeft gekregen, wordt de in § 1, 2°, bepaalde voorwaarde geacht aangenomen te zijn.

Als de jonge landbouwer een gunstig advies over zijn investeringsplan heeft gekregen, wordt het geacht aangenomen te zijn.

Als de jonge landbouwer een voorwaardelijk gunstig advies over zijn project van ontwikkelingsplan heeft gekregen, wordt het opnieuw onderzocht op grond van de in het met redenen omkleed advies bepaalde elementen.

Aan de hand van een bericht van ontvangst, opgestuurd binnen de tien werkdagen, wordt aan de aanvrager kennis gegeven van het feit dat zijn aanvraag volledig is of, in tegenovergesteld geval, dat er stukken ontbreken.

Het bestuur kan van de aanvrager eisen dat hij zijn aanvraag voorstelt. De aanvrager mag bijgestaan worden door zijn adviseur.

Als het bestuur bij de behandeling van het dossier meent dat het aanvullende stukken of gegevens moet opvragen bij de aanvrager, wordt laatstgenoemde daarover per schrijven ingelicht. Deze aanvraag schorst de behandeling van het dossier. Het bestuur kan ook in dezelfde vormen en voorwaarden de herziening van het hele plan of van een gedeelte ervan vragen.

§ 4. Binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van het volledige dossier van de aanvraag voor de steun bij de vestiging en voor zover het ontwikkelingsplan een gunstig advies of een voorwaardelijk gunstig advies van het bestuur heeft gekregen, keurt de Directeur-generaal het ontwikkelingsplan en de steun bij de vestiging goed of weigert ze en betekent zijn beslissing aan de aanvrager.

§ 5. De beslissing tot toekenning van de steun bij de vestiging wordt binnen 18 maanden na de ondertekening van de overeenkomst betreffende de overname of de oprichting van het bedrijf genomen.

§ 6. De aanvrager kan binnen twee maanden na ontvangst van het advies van het Bestuur over het ontwikkelingsplan een met redenen omklede aanvraag tot herziening van dat plan indienen bij de Minister. In de herzieningsaanvraag kan de aanvrager erom verzoeken door het Comité voor de vestiging van de jonge landbouwers te worden gehoord.

Binnen 30 werkdagen na ontvangst van de met redenen omklede herzieningsaanvraag hoort het Comité voor de vestiging van de jonge landbouwers de aanvrager en brengt advies uit aan de Minister.

Binnen een termijn van 15 werkdagen na overmaking van het advies herziet de Minister al dan niet het vorige advies.

Art. 23. In afwijking van artikel 7, § 1, 2°, moet degene die zich voor het eerst vestigt in een bedrijf als landbouwbedrijfshoofd in hoofdberoep de voldoende beroepskwalificatie verwoord in artikel 3 aantonen om een investeringsplan te mogen indienen in zijn ontwikkelingsplan.

Ter afwijking van artikel 14 mag het ontwikkelingsplan per diersoort een investering omvatten ter (weder)aanvulling van het (de) veebestand (-en) van het overgenomen of opgerichte bedrijf. Die investering moet uitgevoerd worden binnen de twaalf maanden volgend op de datum van overname of oprichting.

Art. 24. § 1. Er wordt een Comité voor de vestiging van de jonge landbouwers opgericht, dat bestaat uit :

1° een personeelslid van het bestuur,

2° een deskundige in landbouweconomie

3° drie technische deskundigen die de verschillende technisch-economische richtingen vertegenwoordigen

De Minister benoemt de leden van het Comité voor een verlengbare periode van drie jaar.

Als een herzieningsaanvraag bij het Comité voor de vestiging van de jonge landbouwers aanhangig wordt gemaakt, brengt het advies uit over die aanvraag en over het ontwikkelingsplan. Het beoordeelt met name de waarde van de investeringen voor overname of oprichting, de relevantie van die overname of oprichting voor de aanvrager op technisch en economisch vlak en, in voorkomend geval, de relevantie en de samenhang van het ontwerp van het ter aanvulling voorziene investeringsplan.

Het secretariaat van het Comité wordt waargenomen door het Bestuur.

Het Comité brengt een positief, negatief of voorwaardelijk gemotiveerd advies uit over de aanpassing van de voorwaarden van het ontwikkelingsplan.

De Minister bepaalt het huishoudelijk reglement van het Comité.

De leden van het Comité hebben recht op een presentiegeld van 50 euro en op de terugbetaling van hun reiskosten volgens de schaal vastgesteld voor de personeelsleden van het Waalse Gewest.

Art. 25. § 1. De kennisgeving van de vestigingssteunvormen maakt gewag van de waarde en de aard van de gesteunde investeringen en, per investering, van het bedrag, de vorm van de steun, het tijdschema voor de uitvoering ervan, de opvolgingsindicatoren en de stukken die als investeringsbewijs voorgelegd dienen te worden. Elke individuele investering die steun geniet, kan voor de lening die betrekking heeft op de investering waarvan sprake in aanmerking komen voor de overheidsgarantie waarvan sprake in artikel 12, § 2. Het bestuur oordeelt geval per geval over wat juist door de garantie gedekt wordt bij ondertekening van de lening.

§ 2. Indien de steun in de vorm van een rentetoelage gegeven wordt, wordt het berekeningscijfer dat in de voorwaarden opgenomen is, het berekeningscijfer dat geldig is bij de daadwerkelijke ondertekening van de lening door de gerechtigde met de kredietinstelling. In voorkomend geval moet de duur van de steun worden aangepast om het maximumbedrag per investering bepaald in de artikelen 13 en 26 te handhaven;

§ 3. Als de overnemer een landbedrijfshoofd-rechtspersoon is, wordt de steun in verhouding toegekend tot het aantal aandelen die de bestuurder-zaakvoerder(s) of zaakvoerder(s) bezit(en) en die de in artikel 22 bepaalde voorwaarden vervult(ervullen).

Art. 26. De maximale steunmaatregelen voorzien voor een ontwikkelingsplan zijn :

1° op de eerste schijf van € 100.000 in aanmerking komende investeringen, een kapitaalsteun gelijk aan 45 % van de investering die gestort wordt op de wijze bepaald in artikel 12, § 1, 2°.

2° op de tweede schijf van de gesteunde investeringen van € 100.001 tot € 175.000, een rentetoelage die gelijk is aan het verschil tussen het berekeningscijfer bepaald in artikel 1, 35°, die in werking is op het tijdstip van de ondertekening van de lening met de kredietinstelling en het minimumpercentage van 1,00 % ten laste van de steungerechtigde. Het maximale steunbedrag in de vorm van een rentetoelage bedraagt € 10.000. Het percentage van de rentetoelage mag niet hoger zijn dan 5 % en de rentetoelage heeft betrekking op een maximumduur van 15 jaar voor de investeringen in gebouwen en van maximum 7 jaar voor de andere investeringen. In voorkomend geval wordt de duur van de subsidie teruggebracht om het maximumbedrag van € 10.000 na te leven;

3° de overheidsgarantie, tegen de voorwaarden van artikel 12, § 2, toegekend voor alle leningen voor investeringen die overeenkomstig dit hoofdstuk in aanmerking komen en voor een maximumduur van 10 jaar.

Art. 27. De in artikel 26 bedoelde totale gecumuleerde waarde van de steun bij de vestiging in één of twee fasen mag niet hoger zijn dan 55.000 euro; geen enkele steun wordt uitbetaald of uitgevoerd als het bedrijf zich niet heeft aangepast aan de verplichtingen betreffende het in overeenstemming brengen van de opslaginfrastructuren en van dierlijke mest.

Art. 28. Het totaal van de steunbedragen bij de vestiging, toegekend voor beide fasen, mag het maximumbedrag van artikel 27 niet overschrijden. De Minister bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van de steun voor de latere overnamefase wanneer de eerste fase van een vroegere wetgeving afhing.

Art. 29. De Minister bepaalt de gevallen en de mate waarin de steun geheel of gedeeltelijk kan worden verleend in de vorm van uitgestelde aflossingen van de lening.

Art. 30. De investeringen die in aanmerking worden genomen voor het deel overname of oprichting van het ontwikkelingsplan zijn de volgende :

1° de overname of de aankoop van materiaal;

2° de overname of de aankoop van levend vee en de eventuele wederaanvulling van vee tijdens het eerste jaar;

3° de overname (aankoop van gebouwen van het overgenomen bedrijf) of de bouw en de aankoop van gebouwen;

4° de overname of de aankoop van voorraden tot maximum 20.000^o euro per bedrijf;

5° de vergoeding van navetten tot maximum 350 euro per ha;

6° de vergoeding van groeiende landbouwteelten tot maximum 750 euro per ha;

en de overname van tuinbouwteelten na verantwoording van de waarde;

7° de afkoop van deelbewijzen in een landbouwbedrijf als reeds bestaand rechtspersoon tegen de representatieve waarde van elk deelbewijs van de investeringen voor de overname, opgenomen in de punten 1° tot en met 6°, bovenvermeld, onverminderd alle bepalingen van dit hoofdstuk. Die waarde wordt vastgesteld op grond van een expertise met omstandige inventaris door een bedrijfsrevisor, erkend door het Instituut der bedrijfsrevisoren;

8° de kosten voor het opstellen van het ontwikkelingsplan, adviseurskosten niet meegerekend.

HOOFDSTUK III. — *Begeleiding bij de voorbereiding en de uitvoering van de investerings- en de ontwikkelingsplannen*

Art. 31. § 1. De in dit hoofdstuk bedoelde steun stemt overeen met Verordening (EG) nr. 1535/2007 van de Commissie van 20 december 2007 betreffende de toepassing van artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de minimis-steun in de landbouwsector en de visserijsector.

§ 2. Het advies voor de voorbereiding en/of de opvolging van de investeringsplannen en van de ontwikkelingsplannen kan enkel door een adviseur gegeven worden.

Art. 32. § 1. De Minister erkent de adviseringsstructuren en de adviseurs volgens de criteria verwoord in bijlage 1.

§ 2. Een adviseur die tijdens éénzelfde jaar meer dan drie investerings- en/of ontwikkelingsplannen medeondertekent die geweigerd worden voor meer dan 50 % van de waarde van de per plan aangevraagde steunmaatregelen, verliest zijn erkenning. Bij meer dan tien plannen wordt de sanctiedrempel vastgelegd op 30 % van de ingediende plannen die geweigerd worden voor meer dan 50 % van de waarde van de per plan aangevraagde steunmaatregelen.

§ 3. Een adviseringsstructuur waarvan de erkenning jaarlijks tijdens twee opeenvolgende jaren ingetrokken wordt voor meer dan vijf adviseurs of, als de structuur minder dan 20 adviseurs telt, voor meer dan een kwart ervan, verliest zijn erkenning.

§ 4. In geval van intrekking van de erkenning bedoeld in § 1 wordt een opzegtermijn van twee maanden toegekend aan de structuur of aan de adviseur.

Een dergelijke intrekking kan slechts bepaald worden nadat de vertegenwoordigers van de adviserende structuur of de betrokken adviseur gehoord zijn.

Art. 33. Het landbouwbedrijfshoofd moet het advies van de adviseur niet volgen bij de uitwerking van zijn ontwikkelingsplan. Zijn de meningen uiteenlopend, moet de adviseur, die het ontwikkelingsplan mede moet ondertekenen, verplicht om in een bijlage bij het plan zijn alternatieve voorstel(len) te melden.

Art. 34. Het landbouwbedrijfshoofd kan een beroep doen op verschillende adviseurs voor het opstellen en voor de uitvoering van het ontwikkelingsplan. Indien er een opeenvolging is van meerdere adviseurs bij de opstelling van een ontwikkelingsplan, moeten de naam et de redenen voor hun vervanging opgegeven worden in het bij het bestuur ingediende plan.

Art. 35. Er wordt aan elke landbouwer die erom verzoekt, een gewestelijke de minimis-steun toegekend waarmee 80 % van de kosten voor de opstelling van een plan gedekt kan worden. Het maximumbedrag van de in aanmerking komende kosten wordt vastgelegd op 800 € voor een investeringsplan en 1.200 € voor een ontwikkelingsplan dat al dan niet een investeringsplan bevat.

De helft van die steun wordt uitbetaald bij de indiening van het plan bij het bestuur, het saldo bij aanvaarding ervan. Het saldo wordt niet uitbetaald als het plan wordt geweigerd.

De Minister bepaalt de nadere regels voor de toekenning van die steun.

Als de steun bij het opstellen van het plan niet volledig gebruikt wordt, kan het saldo de kostprijs van de adviseur voor de ingediende aanpassingen dekken.

Art. 36. Er wordt aan elk landbouwbedrijfshoofd met een goedgekeurd plan die er bij de indiening van dat plan om verzoekt, een gewestelijke de minimis-steun toegekend die 80 % dekt van de kostprijs die verbonden is aan de opvolging van de uitvoering van een plan. Het maximumbedrag van de voor die opvolging in aanmerking komende kosten wordt voor de duur van de uitvoering van het plan vastgelegd op € 900 voor een investeringsplan en € 1.200 voor een ontwikkelingsplan dat al dan niet een investeringsplan bevat.

Eén derde van de steun wordt uitbetaald bij de indiening, bij het bestuur, van de jaarverslagen of van het slotverslag met betrekking tot de uitvoering van het door de adviseur opgestelde plan, op de door het bestuur bepaalde voorstellingswijze.

Indien het verslag voor de uitvoering van het plan niet bij het bestuur is ingediend binnen de drie maanden volgend op het einde van het overwogen jaar of op het einde van het plan, wordt het saldo niet uitbetaald en verliest de adviseur zijn erkenning, in de vormen en volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 32, § 4.

De Minister bepaalt de nadere regels voor de toekenning van die steun.

HOOFDSTUK IV. — *Gewestelijke steun voor de opstart van de groeperingen*

Art. 37. § 1. De steun bedoeld in dit hoofdstuk stemt overeen met Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO);

§ 2. Er wordt een gewestelijke opstartsteun verleend aan erkende groeperingen die minstens tot doel hebben :

- 1° de onderlinge bijstand tussen bedrijven die steun, vallend onder dit besluit, kunnen krijgen;
- 2° de invoering van alternatieve landbouwmethoden;
- 3° een rationeler gemeenschappelijk gebruik van de landbouwproductiemiddelen.

Die opstartsteun moet de beheerskosten helpen dekken tijdens de eerste drie jaar na de oprichting van bovenvermelde groeperingen.

§ 3. De federaties van groeperingen kunnen in aanmerking komen voor gewestelijke opstartsteun onder dezelfde voorwaarden als die bepaald voor de groeperingen zelf.

De toekenning van opstartsteun aan een federatie mag evenwel niet als gevolg hebben dat een groepering meer dan één keer de steun van § 1 krijgt.

Art. 38. Om steun te kunnen genieten, moet de groepering of federatie minstens drie aangesloten werkzame landbouwers tellen. Ze mag niet vóór het zesde jaar na de oprichting ervan ontbonden worden en moet opgericht zijn in één van de volgende vormen :

- 1° een coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschap;
- 2° een voeder-groepering;
- 3° een CVGL;
- 4° een landbouwvereniging die voor de rechtspersoonlijkheid heeft gekozen.

Bovendien kan ze slechts gesteund worden als minstens twee derde van haar leden vóór de steunaanvraag reeds geen deel hebben uitgemaakt van een groepering of federatie met hetzelfde doel.

Art. 39. De groepering of federatie van groeperingen moet bewijzen dat de samenwerking sociaal of economisch verantwoord is.

Art. 40. Op het ogenblik van de aanvraag legt de groepering of de federatie haar statuten voor, alsook een overzicht van de verwachte - en eventueel gerechtvaardigde - uitgaven en ontvangsten.

Art. 41. De gewestelijke opstartsteun moet bijdragen tot het dekken van de beheerskosten.

Onder beheerskosten wordt verstaan: de kosten die verbonden zijn aan verrichtingen die van nature geen toegevoegde waarde geven aan de bedrijven van de betrokken landbouwers, met inbegrip van de kosten die inherent zijn aan het beheer van de arbeidskrachten en van het materiaal dat door het maatschappelijke doel vereist wordt.

De opstartsteun mag jaarlijks niet hoger zijn dan het totaalbedrag van de werkelijk gerechtvaardigde beheerskosten van het eerste activiteitsjaar. Zij mag niet meer bedragen dan 50 % van het totale budget van de groepering of van de federatie van groeperingen.

De door de leden van de groepering of van de federatie van groeperingen betaalde jaarlijkse bijdragen moeten gedurende ten minste 5 jaar minstens gelijk zijn aan 22.500 € van de opstartsteun. Die steun wordt betaald tegen 50 % het eerste jaar en 25 % op het einde van beide daarna volgende jaren.

HOOFDSTUK V. — *Steun aan de coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschappen*

Art. 42. § 1. De steun bedoeld in dit hoofdstuk stemt overeen met Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO).

§ 2. « De coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschappen komen in aanmerking voor specifieke steun aan investeringen met het oog op de verrichting van hun maatschappelijk doel. Deze steunvormen betreffen zowel de roerende als de onroerende goederen.

Het collectieve gebruik moet elk ogenblik bewezen kunnen worden.

Het volume van de landbouw- en tuinbouwproducten die verwerkt of in de handel gebracht worden, moeten hoofdzakelijk in de bedrijven van de coöperatieleden uitgewerkt zijn. < 0

Art. 43. Om voor steun in aanmerking te komen, dient de coöperatieve een investeringsplan over drie jaar op te stellen, eveneens « plan » genoemd. Dat plan beantwoordt aan de volgende eisen :

1° het verschafft een volledig inzicht in de beginsituatie van de coöperatieve vereniging, evenals in de specifieke doelstellingen die bepaald worden met het oog op de verwezenlijking van zijn activiteiten;

2° het dient alle voorziene investeringen over drie jaar samen voor te stellen overeenkomstig de artikelen 48 tot en met 53, hun samenhang te tonen met de doelstellingen van de coöperatieve, hun economische en technische relevantie aantonen, evenals de lasten en opbrengsten die zij teweegbrengen;

3° het vermeldt het steunbedrag per investering en in totaal, waarop de coöperatieve vereniging aanspraak maakt.

De Minister bepaalt het detail van de inhoud van dat plan. Elke steunaanvraag moet bij aangetekend schrijven worden ingediend bij het bestuur en met inachtneming van de door het bestuur bepaalde voorstellingswijze. Er dient eveneens een afschrift onder elektronisch formaat te worden overgemaakt.

Eenzelfde coöperatieve mag voor niet meer dan één investeringsplan tegelijk in aanmerking komen.

De investering(en) waarvan sprake in het plan leeft (leven) de daarvoor geldende communautaire normen na.

Art. 44. De wijze van voorstelling, ontvangst en beoordeling door het bestuur, van beslissing door de Minister, eveneens, van aanpassing en uitvoering van het plan bepaald in de artikelen 6, 7 en 8, § 1, 3, 4, en 5, zijn van toepassing.

Art. 45. Behalve in geval van wijziging van het maatschappelijke doel van de coöperatieve met het oog op de heroriëntering van de activiteiten of bij buitengewone omstandigheden, erkend door de Minister, mag een investeringsplan niet onderbroken worden in de twee jaar volgend op de datum van goedkeuring ervan door de Minister.

Art. 46. Geen enkele investering die uitgevoerd of aangevat is voor de formele goedkeuring door de Minister, komt voor steun in aanmerking.

Art. 47. Het staat een coöperatieve vereniging vrij een investering die in zijn goedgekeurde plan voorzien is, niet uit te voeren. In voorkomend geval licht ze er het bestuur over in; het steunbedrag waarvan ze vrijwillig afziet, wordt afgetrokken van het totale maximumsteunbedrag bepaald in artikel 52.

Art. 48. § 1. Een maximumsteun die gelijk is aan 14 % van de in aanmerking komende waarde van de investering wordt toegekend voor investeringen die minstens voldoen aan één van de volgende criteria :

1° de investeringen die bijdragen tot de oriëntatie van de productie volgens de voorspelbare evolutie van de markten of die de nieuwe afzetmogelijkheden voor de landbouwproductie bevorderen, door een vlottere voortbrenging en afzet van nieuwe producten of kwaliteitsproducten, met inbegrip van de biologische landbouwproducten;

2° de investeringen die bijdragen tot de verbetering of de rationalisatie van de afzetkanalen of van het verwerkingsproces van de landbouwproducten;

3° de investeringen die bijdragen tot de verbetering van de kwaliteit, de presentatie en de verpakking van de producten of tot een beter gebruik van de bijproducten, met name door afvalrecyclage;

4° de investeringen die de aanwending van nieuwe technologieën voor milieubescherming bevorderen;

5° de investeringen die bijdragen tot de verbetering van de kwaliteit en de sanitaire voorwaarden, en tot een betere controle erop.

§ 2. Voor de investeringen die voldoen aan de criteria van het Waalse programma voor plattelandontwikkeling 2007-2013, wordt de steun op 20 % gebracht.

Art. 49. De aankoop van grond, eenjarige planten, plantages van eenjarige planten, bedrijfstoelagen, quota, dieren, vervoer en materieel voor het administratieve beheer van de coöperatieve en de eenvoudige vervangingsrichtingen komen niet in aanmerking voor investeringssteun, behalve uitzonderingen bepaald bij dit besluit.

Hetzelfde geldt voor draineringswerken en werken of de aankoop van irrigatiematerieel, tenzij die investeringen een vermindering van het waterverbruik met minstens 25 % opleveren.

Art. 50. Om ontvankelijk te zijn, dient een investeringsplan minstens € 30.000 aan investeringen over de gehele duur te voorzien en elke investering waarvan sprake in het plan moet op zich meer bedragen dan € 10.000.

De maximumwaarde die per investering waarvan sprake in het plan voor steun in aanmerking komt, bedraagt € 250.000. De maximumwaarde die per investering in gebouwen waarvan sprake in het plan voor steun in aanmerking komt, bedraagt € 500.000.

Art. 51. De maximumbedragen voor in aanmerking komende investeringen bepaald in artikel 50 worden verhoogd met 30 % voor investeringen in

1° nieuwe technologieën voor milieubescherming;

2° de inrichting van gebouwen of de aanpassingen van materieel om energiebesparingen door te voeren als aanvulling op andere, reeds toegekende overheidssteun.

Art. 52. § 1. Per investeringsplan over drie jaar wordt er een maximaal steunbedrag vastgesteld op het samengevoegde totaal van alle steunmaatregelen toegekend aan de diverse investeringen die in het investeringsplan worden voorgesteld.

Het niveau van dat maximumbedrag staat in verhouding tot het aantal stemmen in de algemene vergadering die in handen zijn van de landbouwers, de CVGL, de groeperingen of verenigingen die lid zijn van een verwerkings- of afzetcoöperatieve en actief zijn op het ogenblik waarop het investeringsplan wordt ingediend. Het wordt vastgesteld als volgt :

1° van 3° tot 9 stemmen : : € 200.000;

2° van 10° tot 29 stemmen : : € 200.000 plus een bijkomend bedrag van € 5.000 per stem;

3° van 30° tot 54 stemmen : : € 300.000 plus een bijkomend bedrag van € 2.000 per stem;

4° meer dan 54° stemmen : : geen bijkomend bedrag.

§ 2. De aanvrager dient erover te waken dat het totaal van de steunmaatregelen waarop hij aanspraak maakt wanneer hij zijn plan indient, de drempel bepaald in § 1 niet overschrijdt.

§ 3. Wordt het maximumbedrag overschreden vóór de analyse van de aanvraag en de eventuele weigering van sommige investeringen, worden alle aangevraagde steunmaatregelen verhoudingsgewijs verminderd om de drempel waarvan sprake in § 1 te bereiken.

Art. 53. De steun voor de coöperatieven waarvan de investeringsplannen over drie jaar zijn goedgekeurd overeenkomstig de maximale steunniveaus bepaald in de artikelen 48 tot en met 52, worden toegekend volgens een verdeling die nader is bepaald in het goedgekeurde plan, in de vorm van ofwel :

1° een rentetoelage die gelijk is aan het verschil tussen het referentiepercentage bepaald in artikel 1, 35°, die in werking is op het tijdstip van de ondertekening van de lening met de kredietinstelling en het minimumpercentage van 3,0 % ten laste van de coöperatieve. Het percentage van de rentetoelage mag niet hoger zijn dan 5 % en de rentetoelage heeft betrekking op een maximumduur van 7 jaar voor de investeringen in materiaal en van maximum 15 jaar voor de investeringen in gebouwen;

2° een tegemoetkoming in het kapitaal, in één schijf uitbetaald als het steunbedrag lager is dan € 500.000, twee schijven als het lager is dan € 50.000 en drie schijven als het hoger is dan € 100.000. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten wordt de tegemoetkoming in het kapitaal bij voorrang voorbehouden voor investeringen in materieel;

3° een combinatie van de steunmaatregelen die de rentetoelage en de kapitaalpremie zijn;

Art. 54. Er kan een overheidsgarantie worden verleend voor een periode gelijk aan zeven jaar voor de investeringen in materieel of uitrustingen die de 10 jaar niet overschrijden wat de investeringen in gebouwen betreft. Die garantie wordt toegekend worden voor elke investering van het investeringsplan dat in aanmerking komt voor een steunmaatregel en waarvoor er een lening aangevraagd wordt bij een openbare of privé-instelling die daartoe wordt erkend.

Art. 55. De investeringen in materieel, uitrustingen en/of onroerende goederen voor de verwerking van producten van de coöperatieve die verricht worden op een plaats gelegen in een landelijke vrije zone, komen in aanmerking voor de aanvullende steunmaatregelen bepaald in de artikelen 48 en 51, waarbij de globale steun gebracht wordt op 40 % van het bedrag dat voor investeringen in aanmerking komt. Die aanvulling wordt toegekend via de verdeelsleutel van de begrotingsmiddelen opgenomen in het Impulsfonds voor de ontwikkeling van de plattelands-economie, zoals bepaald in artikel 42, § 4, van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië. Als de investering in aanmerking komt voor een bijdrage van ELFPO in het kader van de verhoging van de toegevoegde waarde van land- en bosbouwproducten van het programma voor plattelandsontwikkeling, wordt de gewestelijke steun beperkt tot 28 % van de in aanmerking komende investeringen.

HOOFDSTUK VI. — *Controles en sancties*

Art. 56. Behoudens de voorafgaande instemming van het bestuur dient elke investering die in aanmerking is gekomen voor een steunmaatregel vallend onder dit besluit, gehandhaafd te worden en gebruikt te worden voor de bestemming waarvan sprake in het plan, tijdens een minimumperiode van vijf jaar volgend op de datum waarop de investering daadwerkelijk is uitgevoerd.

De verkoop, de verhuur, de kosteloze terbeschikkingstelling of elke bestemmings- en/of gebruiksverandering die de investering afwendt van de doelstelling uit het plan machtigt het bestuur ertoe de terugbetaling te eisen van alle steunmaatregelen die zijn gestort voor het uitvoeren van de betrokken investering.

De steungerechtigde die de aanwending en/of het gebruik van een investering die in aanmerking komt of is gekomen voor steun vallend onder dit besluit wenst te wijzigen, licht er eerst het bestuur over in. Hij dient de vroegere en de nieuwe aanwending en/of het vroegere en het nieuwe gebruik van de investering op te geven, de redenen voor de verandering te vermelden en aan te geven of de doelstelling waarvan sprake in zijn plan voor die investering al dan niet in stand wordt gehouden en de gevolgen ervan voor het algemene doel van het plan te vermelden. Deze wijzigingen van bestemming of gebruik van de investeringen behoeven de voorafgaande goedkeuring van de Directeur-generaal.

Art. 57. Elke steungerechtigde die steun krijgt voor een goedgekeurd investerings- of ontwikkelingsplan is verantwoordelijk voor de evaluatie van de implementering ervan. Jaarlijks moet hij de stand van de resultaatindicatoren waarvan sprake in het plan aangeven en zijn opmerkingen vermelden in de samenvattende tabel van het plan.

Art. 58. Het bestuur gaat de stand na van de indicatoren waarvan sprake in het plan en ziet na of ze overeenstemmen met de toestand van het bedrijf. De steungerechtigde moet de controleur alle informatie en stukken verstrekken die nodig zijn om hem in staat te stellen de kwaliteit van zijn evaluatie te beoordelen. Blijft de indicator onder de vastgestelde doelstellingen, dan moet de steungerechtigde in staat zijn de redenen daarvoor op te geven en nieuwe uitvoerende maatregelen voor te stellen om die toestand te verhelpen.

Art. 59. Blijft enige evaluatie uit, wordt geweigerd de nodige informatie en stukken te verstrekken om de kwaliteit van de evaluatie te beoordelen of bij laattijdige uitvoering dan wel ernstige tekortkomingen bij de uitvoering van het plan, bij uitblijven van specifieke maatregelen om die toestand te verhelpen, kan het plan worden opgeschort. In dit geval moet de steungerechtigde die steun ten belope van het niet-verantwoorde gedeelte terugbetalen.

Art. 60. De CVGL's en de coöperatieven voor verwerking en afzet van producten moeten het bestuur het verslag van hun jaarlijkse algemene vergadering overmaken, voor de CVGL's medeondertekend door alle leden, binnen de drie maanden na afsluiting van de jaarrekeningen. Dat verslag moet minstens de activiteiten, de rekeningen en de verdeling van het gebruik van het materieel onder de leden vermelden. Bij uitblijven van het verslag of bij niet-naleving van de doelstellingen van het goedgekeurde plan, worden de steunmaatregelen waarvan sprake in het plan opgeschort en moet de steungerechtigde die steunbedragen terugbetalen ten belope van het niet-verantwoorde deel ervan.

Art. 61. De voederagroeperingen, de groeperingen en verenigingen van melkproducenten, moeten het bestuur het verslag van hun jaaractiviteiten overmaken, medeondertekend door alle leden, na uiterlijk drie maanden na afsluiting van elk jaar van het plan. Dat verslag moet minstens de activiteiten, de rekeningen voorstellen, behalve voor de voederagroeperingen die de verdeling van het gebruik van het materieel onder de leden moeten bewijzen. Bij uitblijven van het verslag of bij niet-naleving van de doelstellingen van de groepering of van het goedgekeurde plan, worden de steunmaatregelen waarvan sprake in het plan opgeschort en moet de steungerechtigde die steunbedragen terugbetalen ten belope van het niet-verantwoorde deel ervan.

Art. 62. Indien de voorwaarde van artikel 9, § 1, voor een CVGL of van artikel 11, § 1, voor een voedergroepering, niet vervuld is tijdens meer dan zes opeenvolgende maanden en het bestuur er niet over ingelicht is, wordt de CVGL of de groepering niet meer erkend. De steunmaatregelen waarvan sprake in het plan worden onderbroken en de gestorte steunbedragen kunnen worden teruggevorderd ten belope van het niet-verantwoorde deel ervan, zelfs bij het lid of de leden die uit de CVGL of de groepering gestapt zijn. De steunmaatregelen voor de groeperingen van melkproducenten die niet meer voldoen aan de begripsomschrijvingen van artikel 1, 20°, worden op dezelfde manier behandeld.

Art. 63. Het landbouwbedrijfshoofd dat steun krijgt bij de eerste vestiging bovenop de naleving van de artikelen van dit hoofdstuk moet het bestuur, in de door Minister bepaalde voorstellingsvorm, een verslag overmaken over de implementering van het ontwikkelingsplan binnen de drie maanden volgend op het einde van elk jaar van implementering van het plan. Zoniet kan het bestuur de betalingen van de steunbedragen opschorten en weigeren om een nieuw investeringsplan te analyseren.

Art. 64. Indien het verslag bedoeld in artikel 63 aantoont dat de doelstellingen van het ontwikkelingsplan niet bereikt worden, moet de jonge landbouwer met instemming van zijn adviseur een aanvraag indienen tot aanpassing van zijn plan en een herziening van zijn doelstellingen. De aanvragen tot aanpassing moeten de structuur en de inhoud bepaald in bijlage I naleven.

Zoniet kan het bestuur in overleg met de adviseur de nodige aanpassingen van het plan opleggen om die doelstellingen te bereiken of, in voorkomend geval, de herziening van de doelstellingen en de middelen om ze te bereiken, opleggen.

Art. 65. Indien de uitvoering niet overeenstemt met het ontwikkelingsplan, schorst het bestuur de betaling van de steunbedragen op en gaat over tot de terugvordering van de steun die gekregen is voor investeringen die niet overeenstemmen met het ontwikkelingsplan.

Art. 66. Indien het grondgebondenheidscijfer lager is dan of gelijk is aan 1 bij de uitvoering van een plan dat investeringen omvat in veehouderijgebouwen, niet nageleefd wordt tijdens twee opeenvolgende jaren, schorst het bestuur de betaling van de steunbedragen op en gaat over tot de terugvordering van de steun die gekregen is voor investeringen in veehouderijgebouwen, ten belope van het niet-verantwoorde deel.

Art. 67. Het bestuur moet de steungerechtigde inlichten over zijn voornemen om de steun op te schorten of ten belope van het niet-verantwoorde deel, overeenkomstig de artikelen 59 tot en met 66 terug te vorderen. Het bestuur moet zijn voornemen motiveren en de steungerechtigde beschikt over 30 dagen om zijn opmerking schriftelijk te laten gelden samen met de verantwoordingsstukken in voorkomend geval; hij kan ook vragen om gehoord te worden als hij dat wenst.

Titel 3. — Specifieke steun voor probleemgebieden

Art. 68. De steun bedoeld in dit hoofdstuk stemt overeen met Verordening (EG) nr.1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO);

Art. 68bis. Een jaarlijkse compenserende vergoeding wordt toegekend aan de landbouwer die voederoppervlakten gelegen in de probleemgebieden omschreven in artikel 1, 29°, uitbaat.

Art. 69. Om in aanmerking te komen voor de compenserende vergoeding, moet de landbouwer voldoen aan volgende voorwaarden :

1° geïdentificeerd zijn bij het bestuur in het kader van het geïntegreerde beheers- en controlesysteem (GBCS) overeenkomstig de bepalingen van Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Raad van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

2° een jaarlijkse aanvraag indienen bij één van de Directies Buitendiensten van het Bestuur overeenkomstig de in de artikelen 70 bedoelde voorwaarden. Die jaarlijkse aanvraag vormt de verbintenis van punt 3°;

3° alle toekenningsvoorwaarden voor de betrokken vergoeding naleven en elke controle ter plaatse aanvaarden;

4° een jaarlijkse oppervlakteaangifte en steunaanvraag indienen bij één van de Directies Buitendiensten van het Bestuur volgens haar instructies;

5° een bedrijf beheren waarvan de landbouwoppervlakte opgenomen in de oppervlakteaangifte gelegen in de probleemgebieden ten minste gelijk is aan 40 % van de totale landbouwoppervlakte van het bedrijf opgenomen in de oppervlakteaangifte gelegen op het nationale grondgebied die minstens drie hectare bedraagt;

6° een activiteit als hoofdberoep uitoefenen. Indien het een groepering van landbouwbedrijfshoofden betreft, kan (kunnen) enkel de natuurlijke persoon (personen) die voldoet (-doen) aan die voorwaarde voor de vergoeding in aanmerking komen. In het geval van een rechtspersoon staat het recht op de vergoeding enkel open voor afgevaardigd-bestuurders, zaakvoerders of vennoten-zaakvoerders die aan die voorwaarde voldoen;

7° niet vijftien jaar oud zijn vóór 1 januari van het jaar volgend op het jaar van de aanvraag;

8° zich ertoe verbinden de landbouwactiviteit in een probleemgebied verder te zetten tijdens minstens vijf jaar vanaf de eerste storting van een compenserende vergoeding. De landbouwer wordt van die verbintenis ontheven bij gevallen van overmacht of in buitengewone omstandigheden bepaald in artikel 96 of indien hij zijn activiteit ophoudt of als de ononderbroken uitbating van de betrokken oppervlakten gegarandeerd is. Het voordeel van die vergoeding houdt evenwel op vanaf 1 januari van het jaar waarin hij van die verbintenis ontheven wordt;

9° beschikken over een gemiddeld veebestand dat hoger is dan of gelijk is aan 0,6 grootvee-eenheden (runderen, schapen, geiten en paarden in het bedrijf aanwezig) per hectare oppervlakte die aangegeven is als voederoppervlakte in de oppervlakteaangifte;

10° een globaal grondgebondenheidscijfer naleven of, in voorkomend geval, een grondgebondenheidscijfer in een « kwetsbaar gebied » lager dan of gelijk aan 1.

Art. 70. De compenserende vergoeding bestaat uit twee schijven :

— een eerste schijf bedraagt € 122 per hectare voederoppervlakte gelegen in de probleemgebieden met, voor een bedrijf, een maximale in aanmerking komende oppervlakte van 14,23 ha;

— een tweede schijf bedraagt € 122 per hectare voederoppervlakte gelegen in de probleemgebieden met, voor een bedrijf, een bijkomende maximale in aanmerking komende oppervlakte van 5 ha; het bedrag van die tweede schijf mag evenwel het totale bedrag van de rechten op eenmalige premie, zoekkoeienpremies, van de eerste en de tweede schijf niet verhogen boven 30 000 per arbeidseenheid.

De vergoeding wordt uitbetaald aan de landbouwer die een aanvraag heeft ingediend voor een compenserende vergoeding via het oppervlakte-aangifte- en steunaanvraagformulier op de rekening die is opgegeven bij de identificatie bij het bestuur.

Art. 71. De jaarlijkse vergoedingsaanvraag van de landbouwer wordt geformuleerd aan de hand van het oppervlakte-aangifte- en steunaanvraagformulier dat uiterlijk ingediend wordt op de uiterste datum die het bestuur vastlegt. Daarnaast moeten alle nodige stukken worden overgemaakt, meer bepaald een attest dat de betrokken landbouwer aangesloten is bij een sociale verzekeringskas voor zelfstandigen als zelfstandige in hoofdberoep, in de hoedanigheid van landbouwer, tuinbouwer of veehouder waarbij juist die hoedanigheid vermeld wordt en opgegeven wordt dat hij zijn bijdragen stipt betaald heeft. Dat attest moet opgesteld worden tijdens het jaar van de overwogen aanvraag en betrekking hebben op datzelfde jaar.

Als het evenwel een groepering van landbouwers betreft, moet elke natuurlijke persoon die lid is van de groepering die het recht opent op de vergoeding bij de aanvraag bovenvermeld attest voegen. Als de aanvrager een rechtspersoon is, moet elke afgevaardigd-bestuurder, elke zaakvoerder of vennoot-zaakvoerder die verantwoordelijk is voor het beheer van het betrokken bedrijf bovenbedoeld attest bij de aanvraag voegen.

Wordt de jaarlijkse aanvraag laattijdig ingediend, dan leidt dat tot een vermindering van het bedrag van de vergoeding met 1 % per werkdag vertraging tegenover de datum die het bestuur heeft bepaald. Duurt de vertraging langer dan vijftientig kalenderdagen, dan wordt de aanvraag onontvankelijk geacht.

Indien de ingediende aanvraag onvolledig is, deelt het bestuur aan de landbouwer mee welk stuk (welke stukken) onvolledig is (zijn) of ontbreekt (ontbreken). Die stukken moeten aan het bestuur overgemaakt worden binnen een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de eerste werkdag volgend op de datum van de mededeling. Indien die termijn niet nageleefd wordt, is de aanvraag voor een compenserende vergoeding in probleemgebieden nietig.

Art. 72. Onverminderd de verminderingen en de uitsluitingen bepaald in artikel 16 van Verordening (EG) 1975/2006 wordt de steun, bij niet-naleving van de voorwaarden van artikel 69 van dit besluit, geweigerd. Indien die niet-naleving met voorbedachtheid gebeurt, wordt de steungerechtigde uitgesloten van de bedoelde maatregel tijdens het betrokken ELFPJ-jaar en het daarop volgende jaar.

Daarnaast is de producent die compenserende vergoedingen heeft gekregen, verplicht de gekregen bedragen terug te betalen bij niet-naleving van de in artikel 69, punt 8°, bedoelde verbintenis.

Art. 73. Bij de bepaling van de oppervlakten die in aanmerking komen voor de compenserende vergoeding gelden de uitvoeringsbepalingen van Verordening 1975/2006.

Art. 74. Indien diegenen die compenserende vergoedingen krijgen, de dwingende vereisten die vallen onder het besluit van de Waalse Regering van 2006 juni 27 tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden bedoeld in artikel 23 van het besluit van de Waalse Regering van 2006 februari 51 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, niet naleven op hun bedrijf als geheel, wegens een daad of een nalatigheid die hen rechtstreeks toe te schrijven is, wordt het totaalbedrag van de betalingen die hen gestort moet worden voor het kalenderjaar waarin de niet-naleving in acht wordt genomen, verminderd of geschrapt overeenkomstig artikel 51 van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO).

Er wordt geen enkele vermindering of schrapping van het bedrag van de betalingen uit § 1 verricht tijdens de extra termijn voor de normen waarvoor overeenkomstig artikel 26, § 1, onder b), van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO) een extra termijn is toegekend.

Art. 75. Daarnaast moet de landbouwer die compenserende vergoedingen heeft gekregen, de gekregen bedragen terugbetalen bij niet-naleving van de in artikel 69, punt 8°, bedoelde verbintenis.

Bij een onverschuldigde betaling moet de betrokken steungerechtigde de steunbedragen of de vergoedingen die hij gekregen heeft, terugbetalen overeenkomstig artikel 73 van voornoemde Verordening (EG) nr. 796/2004.

Titel 4. — Gewestelijke maatregelen ten gunste van bedrijven met financiële problemen en voor de strijd tegen besmettelijke veeziekten

HOOFDSTUK I. — *Maatregelen ten gunste van landbouwers in geldmoeilijkheden*

Art. 76. De landbouwer die kan bewijzen dat zijn financiële problemen aan overmacht te wijten zijn, kan gewestelijke steun genieten, met name :

1° een verlenging van de rentesubsidie en van de garantie voor één of meer leningen waarvoor de steun reeds wordt verleend, of een invorderbare of niet-terugvorderbare kapitaalpremie;

2° een rentesubsidie en de garantie op een overbruggingskrediet.

De Minister bepaalt, in overeenstemming met de Minister van Begroting, de toepassingsvoorwaarden voor die steun, de looptijd van de rentesubsidie en de garantie, alsook de in aanmerking te nemen minimum- en maximumbedragen van de investeringen. De Minister bepaalt de gevallen en de mate waarin de steun geheel of gedeeltelijk kan worden verleend in de vorm van uitgestelde aflossingen van de lening.

HOOFDSTUK II. — *Maatregelen voor de strijd tegen besmettelijke veeziekten*

Art. 77. § 1. De steun bedoeld in dit hoofdstuk stemt overeen met Verordening (EG) nr.1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO).

§ 2. Het landbouwbedrijfshoofd dat het bewijs levert van voldoende vakbekwaamheid, zoals bedoeld in artikel 2, kan de in volgend artikel bedoelde steun genieten, voor zover die steun bestemd is voor de aankoop van vee met het oog op een herbevolking :

1° na de stamping out van de veestapel in het kader van de strijd tegen de runderbrucellose;

2° of na uitzuivering van minstens 30 % van de veestapel wegens rundertuberculose;

3° na uitroeiing van het mond- en klauwzeer, de enzoötische runderleucose, de bovine spongiforme encefalopathie, het mond- en klauwzeer van het varken, de varkenspest, de ziekte van Aujeszky en de vogelpest.

Art. 78. Die steun bestaat uit :

1. de rentesubsidie : bij het eerste ziektegeval in het bedrijf van de aanvrager is ze, met een maximum van 5 %, gelijk aan het verschil tussen het berekeningscijfer en de minimale rentevoet van 3 % die ten laste van de van de begunstigde blijft; de rentevoet die ten laste van de begunstigde blijft bedraagt 5 % in de andere gevallen. Het maximumbedrag van de lening waarop de steun betrekking heeft, wordt bepaald op 30 % van de totale kosten van de herbevolking zonder 90.000 euro per arbeidseenheid en 180.000 euro per bedrijf te overschrijden. De maximumduur van de rentesubsidie bedraagt negen jaar in de bestrijding van de runderbrucellose en vijf jaar in de andere gevallen;

2° de overheidsgarantie, met een maximumduur van tien jaar.

Art. 79. Het landbouwbedrijfshoofd dat de in dit hoofdstuk bedoelde gewestelijke steun wenst te genieten, moet een leningaanvraag bij een door de Minister erkende kredietinstelling indienen. Die aanvraag wordt gestaafd met :

1° een afschrift van het slachtbevel;

2° een door de bevoegde diergeneeskundige inspecteur van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen opgemaakt attest waarin naast de identiteit en het volledige adres de volgende gegevens voorkomen :

— het aantal dieren vóór het slachten, het aantal geslachte dieren, alsook de slachtdatum;

— de refactiecoëfficiënt die toegepast wordt op de door de Minister toegekende vergoedingen;

— zijn advies betreffende de reglementaire aspecten van een eventuele herbevolking van de veestapel.

De Minister bepaalt de gevallen en de mate waarin de steun geheel of gedeeltelijk kan worden verleend in de vorm van uitgestelde aflossingen van de lening.

De waarde van die steun mag niet hoger zijn dan 20 % van het subsidieerbare bedrag.

Titel 5. — Wijzigings-, overgangs-, algemene en slotbepalingen

HOOFDSTUK I. — *Overgangs- en afwijkingsbepalingen*

Art. 80. De steunaanvragen ingediend op grond van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende steun aan de landbouw worden verder beoordeeld overeenkomstig dat besluit.

De aanvrager mag evenwel op grond van dit besluit een steunaanvraag indienen, die de vroegere aanvraag waarvoor geen beslissing is genomen, vervangt. Deze hernieuwde aanvraag maakt het voorwerp uit van een prioritaire behandeling door het Bestuur. De hernieuwde aanvraag wordt overeenkomstig de bepalingen van dit besluit behandeld.

Art. 81. In afwijking van artikel 2 maar onverminderd andere bepalingen van dit besluit komen de landbouwers die steun voor landbouwinvestering of voor de vestiging vóór 1 januari 2007 hebben genoten, in aanmerking voor de na 1 januari 2007 ingediende steunaanvragen.

Art. 82. Een landbouwbedrijfshoofd, een vereniging van bedrijven, een CVGL of een groepering van melkproducenten die voldoen aan de toegangsvoorwaarden voor de steun die op hen betrekking heeft, zoals bepaald in hoofdstuk I, van titel II, zonder reeds over een in uitvoering zijnd investeringsplan te beschikken, kunnen over een periode van drie jaar vanaf de indiening van de eerste aanvraag, in aanmerking komen voor drie gescheiden steunregelingen met een individueel maximumbedrag van 5000 € per investering. Met uitzondering van artikel 15 en artikel 7, § 1, 5^o, die niet van toepassing zijn, zijn de steunbedragen en de procedures, vormen en wijzen van toekenning ervan, die bepaald bij hoofdstuk III. De detailinhoud van de aanvraag voor individuele steun wordt door de Minister bepaald.

De indiening van een steunaanvraag voor een investeringsplan beëindigt die afwijking.

Art. 83. Tot 31 december 2011 wordt de persoon die alleen of met zijn echtgenoot/ote de last van één of meer kinderen draagt, vrijgesteld van de stage vereiste bij artikel 22, § 1, 5^o, van dit besluit.

Art. 83bis. In het kader van de steun bedoeld in hoofdstuk V van titel II van dit besluit genieten de investeringen die voldoen aan één (of meerdere) doelstelling(en) voor de besparing van fossiele energie, voor de vermindering van de emissies van verontreinigende stoffen en/of de productie van hernieuwbare energie met name door de nuttige toepassing van de biomassa afkomstig van de landbouw-, bosbouw en groenactiviteiten, een verbeterde behandeling binnen de perken van de beschikbare begroting die bepaald is op 3,5 miljoen euro.

— het steunniveau wordt verhoogd op 40 % ;

— de maximumbedragen voor in aanmerking komende investeringen bepaald in artikel 50 worden verdrievoudigd;

— de maximumbedragen van steunvormen toegekend in het kader van het in artikel 52 bedoelde investeringsplan worden verdrievoudigd.

Om in aanmerking te komen voor de verbeterde steun die bepaald is bij dit artikel, moeten de investeringen geëindigd worden en moeten de facturen vóór 30 september 2010 bij het bestuur ingediend worden.

Art. 84. § 1. Een landbouwbedrijfshoofd of een vereniging van landbouwbedrijfshoofden van wie het leveringsquotum van suikerbieten en/of cichorei voor campagne 2008/2009 beperkt is en die voldoet aan de toegangsvoorwaarden voor de steun die op hem betrekking heeft, zoals bepaald in hoofdstuk I, van titel II, kan buiten zijn investeringsplan één of meer steunaanvragen indienen die alleen betrekking hebben op investeringen in materiaal die specifiek voor de teelt en oogst van suikerbieten en cichorei. Met uitzondering van artikel 12, 13, 15 en artikel 7, § 1, 5^o die niet van toepassing zijn, zijn de procedures, vormen en wijzen van toekenning ervan, die bepaald bij hoofdstuk I van titel III. De detailinhoud van de aanvraag voor individuele steun wordt door de Minister bepaald. Het steunbedrag wordt bepaald op 40 % van de investeringswaarde. Dat bedrag komt niet in aanmerking voor de berekening van het in artikel 89 bepaalde totaalbedrag van de steun voor investering over de programmering 2007-2013.

Om in aanmerking te komen voor de verbeterde steun die bepaald is bij dit artikel, moeten de investeringen geëindigd worden en moeten de facturen vóór 30 september 2010 bij het bestuur ingediend worden.

Een CVGL waarvan de meeste leden een verminderd leveringsquotum van suikerbieten en/of cichorei voor campagne 2008/2009 hebben gehad, komt ook in aanmerking.

§ 2. Een landbouwbedrijfshoofd of een vereniging van landbouwbedrijfshoofden van wie het leveringsquotum van suikerbieten en/of cichorei voor campagne 2008/2009 volledig opgegeven is en die voldoet aan de toegangsvoorwaarden voor de steun die op hem betrekking heeft, zoals bepaald in hoofdstuk I, van titel II, kan buiten zijn investeringsplan één of meer steunaanvragen indienen die alleen betrekking hebben op investeringen in materiaal die nodig zijn voor het opstarten van een nieuwe productie en/of activiteit in het kader van hun exploitatie. Met uitzondering van artikel 12, 13, 15 en artikel 7, § 1, 5^o die niet van toepassing zijn, zijn de procedures, vormen en wijzen van toekenning ervan, die bepaald bij hoofdstuk I van titel III. De detailinhoud van de aanvraag voor individuele steun wordt door de Minister bepaald. Het steunbedrag wordt bepaald op 40 % van de investeringswaarde. Dat bedrag komt niet in aanmerking voor de berekening van het in artikel 89 bepaalde totaalbedrag van de steun voor investering over de programmering 2007-2013.

Art. 84bis. De erkende adviseringsstructuren erkend op grond van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende steun aan de landbouw worden geacht erkend te zijn overeenkomstig dit besluit.

De adviseurs die erkend worden op grond van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende steun aan de landbouw worden geacht erkend te zijn overeenkomstig dit besluit.

Art. 85. Bij wijze van overgangsmaatregel blijft de steun voor het in overeenstemming brengen van de opslagcapaciteiten voor dierlijke mest, bepaald bij het ministerieel besluit van 1 april 2004 betreffende het in overeenstemming brengen van de opslaginfrastructuren voor dierlijke mest, in werking tot en met 31 december 2008.

De kennisgeving van de erkenning door het bestuur zoals bepaald bij artikel 8 van hetzelfde ministerieel besluit vormt de beslissing tot toekenning van de steun voor die investering.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 86. Artikel 5 van op het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende steun aan de landbouw wordt aangevuld met een paragraaf 7, luidend als volgt :

« § 7. De in de vorm van een vereniging opgerichte landbouwbedrijven komen in aanmerking als :

1° alle leden van de vereniging de steunaanvraag ondertekenen;

2° de vereniging de voorwaarden die toepasselijk zijn op de landbouwbedrijfshoofden naleeft; de in § 1, tweede lid, bedoelde voorwaarden worden geacht aanvaard te zijn als minstens 50 % van de personen uit wie de vereniging bestaat, ze vervullen ».

Art. 87. In artikel 8, § 4, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « in de maand volgend » vervangen door de woorden « binnen drie maanden volgend ».

Art. 87bis. In artikel 80 van hetzelfde besluit, worden de woorden « juli 2008 » vervangen door de woorden « januari 2009 ».

HOOFDSTUK III. — *Algemene en slotbepalingen*

Art. 88. Er wordt geen steun verleend aan een landbouwbedrijf met meer dan 12 bedienden en arbeidseenheden. Alle bedragen vermeld in dit besluit zijn exclusief BTW.

Art. 89. Tijdens de duur van de programmering 2007-2013 kunnen een landbouwbedrijfshoofd, een landbouwer, een CVGL of een voederagroepering geen totaal bedrag aan investeringssteun krijgen dat hoger is dan € 200.000. Tijdens de duur van de programmering 2007-2013 kan een vereniging van landbouwers geen totaal steunbedrag krijgen dat hoger is dan € 350.000 en een verwerkings- en afzetcoöperatieve, geen totaal steunbedrag krijgen dat hoger is dan € 700.000.

Art. 90. Het landbouwbedrijfshoofd dat de in dit besluit bedoelde steun wenst te genieten, moet zich ertoe verbinden geen andere steun in de vorm van een rentetoeelage, een subsidie of een premie van welke aard ook bij het Waalse Gewest aan te vragen of aangevraagd te hebben en erkennen dat hij laatstgenoemde steun niet heeft aangevraagd, voor de investeringen bedoeld in de hoofdstukken I, II, IV en V van Titel II van dit besluit waardoor het steunniveau, bepaald bij Verordening EG 1698/2005, overschreden zou worden.

Art. 91. De aankoop van tweedehands materiaal kan, in behoorlijk gemotiveerde gevallen, beschouwd worden als een uitgave waarvoor steun kan worden verleend als tegelijkertijd wordt voldaan aan de volgende vier voorwaarden :

1° een aangifte van de verkoper met de exacte herkomst van het materiaal, die bevestigt dat het niet in aanmerking is gekomen voor gewestelijke, federale of gemeenschappelijke steun;

2° de aankoop van materiaal is een bijzonder voordeel voor het programma of het project of wordt gerechtvaardigd door uitzonderlijke omstandigheden of door het gebrek aan nieuw materiaal te gelegener tijd, waardoor de vlotte uitvoering van het project in het gedrang zou komen;

3° beperking van de kosten en, bijgevolg, van het steunbedrag t.o.v. de prijs van dat nieuwe materiaal, met handhaving van een goede verhouding prijsvoordeel;

4° het tweedehands materiaal moet de nodige technische en technologische eigenschappen vertonen om te beantwoorden aan de specificaties van het project.

De overname van het materiaal in het kader van de vestiging wordt niet gelijkgesteld met de aankoop van tweedehands materiaal.

Art. 92. § 1. De ingediende aanvragen worden ingewilligd zolang de beschikbare vastleggingsmachtiging strekt.

§ 2. Wanneer het aantal vastleggingen die nodig zijn om de in het eerste lid van dit artikel bedoelde aanvragen in te willigen gedurende een periode van twaalf maanden, de voormelde machtiging tot vastlegging evenwel overschrijdt, zal de in dit besluit bedoelde rentesubsidie beperkt worden naar verhouding van het aantal vastleggingen die noodzakelijk zijn om deze aanvragen in te willigen.

In die veronderstelling bepaalt de Minister voor het betrokken jaar, met de instemming van de Minister van Begroting, de berekeningswijze van voormelde vermindering.

Art. 93. De geldigheidsduur van de niet-geregistreerde overeenkomsten voor de overname bij een eerste vestiging bedraagt één jaar.

Art. 94. Elke aanvraag door een kredietinstelling bij het bestuur voor een tegemoetkoming in rentetoeelage betekent voor de kredietinstelling die de voorwaarden vervult om erkend te worden, dat ze bij het aanvraagdossier een voor eensluidend verklaard afschrift van de door de partijen ondertekende akte van kredietverlening, alsmede de eventuele bijlagen moet voegen. De kredietinstellingen dienen het bestuur de data mede te delen waarop de opeenvolgende stortingen worden verricht in het kader van de vrijgave van het krediet.

Bij de opzegging van het krediet bezorgt de bank het bestuur een afschrift van de aan de cliënt gestuurde brief; de opzeggingsbrief moet een uitvoerig overzicht geven van de boekhoudkundige toestand van elk krediet op de dag van de opzegging ervan.

Zijn er meerdere bankinstellingen in het geding, dan zorgen ze ervoor om samen een beroep op de garantie in te dienen. Een aanvraag tot garantieprovisie dient bij het bestuur te worden ingediend binnen de drie maanden na de datum van het opzeggingssschrijven. De betaling van de provisie beëindigt de door het Gewest verschuldigde rentelast.

Art. 95. De Minister bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van dit besluit. Hij bepaalt de vorm en de minimale inhoud van de verschillende formulieren voor de indiening van plannen en steunaanvragen.

Art. 96. Volgende gevallen van overmacht of van buitengewone omstandigheden worden erkend :

1° het overlijden van het landbouwbedrijfshoofd aanverwant in de tweede graad;

2° de langdurige arbeidsongeschiktheid van het landbouwbedrijfshoofd aanverwant in de tweede graad;

3° de onteigening van een belangrijk gedeelte van de door het landbouwbedrijfshoofd beheerde landbouwoppervlakte als die onteigening niet te voorzien was op de dag van de indiening van de aanvraag;

4° een ernstige natuurramp die de landbouwoppervlakte van het bedrijf op belangrijke wijze aantast;<0

5° de toevallige vernietiging van de veeteeltgebouwen van het bedrijf;

6° een epizoötie waardoor het geheel of een gedeelte van de veestapel van het landbouwbedrijfshoofd wordt getroffen.

Art. 97. Voor de toepassing van dit besluit :

1° blijven erkend, de kredietinstellingen die thans erkend zijn overeenkomstig bovengenoemde wet van 15 februari 1961 en het koninklijk besluit van 25 oktober 1990;

2° blijven erkend, de natuurlijke en rechtspersonen die thans erkend zijn voor het voeren van bedrijfseconomische boekhoudingen, overeenkomstig het koninklijk besluit van 21 maart 1986 betreffende de toekenning van subsidies om het houden van land- of tuinbouwbedrijfseconomische boekhoudingen aan te moedigen en de ontwikkeling van bedrijfsleidingsgroepen te bevorderen.

Art. 98. De inspecteur-generaal van het Bestuur, of bij verhindering de hem vervangende ambtenaar, is ertoe gemachtigd de uitgaven betreffende de in dit besluit bedoelde steun vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 99. De overtredingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De overtredingen van dit besluit kunnen het voorwerp uitmaken van een administratieve boete overeenkomstig artikel 8 van voornoemde wet van 28 maart 1975.

Als bevoegde ambtenaar om de handelingen te verrichten en de beslissingen te treffen wat betreft de administratieve geldboetes bedoeld bij vorig lid wordt de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, in geval van afwezigheid of verhindering, de ambtenaar die hem vervangt, aangewezen.

Art. 100. De Minister is bevoegd om de bijlage bij dit besluit te wijzigen.

Art. 101. Onverminderd de artikelen 80, 86 en 87 van dit besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende steun aan de landbouw opgeheven.

De bij de inwerkingtreding van dit besluit ingediende steunaanvragen worden verder behandeld volgens de bepalingen m.b.t. de procedure en het fonds van dit besluit.

Art. 102. Dit besluit treedt in werking op 15 januari 2009 met uitzondering van de artikelen 85 tot 87 die op de dag van de afkondiging ervan in werking treden.

Art. 103. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE

Erkenningscriteria voor de adviseringsstructuren de adviseurs

De adviseringsstructuren moeten, om erkend te worden en te blijven :

- hun hoofdbedrijfszetel hebben of erkend zijn in het Waalse Gewest, opgericht zijn in de vorm van een handelsvennootschap, een VZW, een beroepsvereniging in de landbouwsector of een openbare instelling die niet deel uitmaakt van de Waalse Overheidsdienst;

- hun activiteiten moeten geheel of gedeeltelijk betrekking hebben op de opleiding en de popularisering, op het toegepast onderzoek of de bijstand bij het beheer van landbouwbedrijven en, indien nodig, op de voering van boekhoudingen;

- actief zijn in hun activiteitengebied sinds minstens vijf jaar en kunnen aantonen dat ze regelmatige contacten hebben in de opvolging, de advisering, de opleiding en de voorlichting met minstens vijftig landbouwers;

- zodanig gestructureerd zijn dat een minimumaantal van drie landbouw-, tuinbouw-, bosbouw- of veeteeltspecialisten met een kwalificatie en beroepservaring actief deelnemen aan de werking van de structuur;

- geleid worden door een verantwoordelijke met een masterdiploma burgerlijk ingenieur, landbouwingenieur of industrieel ingenieur met een land- of tuinbouworientatie of die een beroepservaring kan aantonen in de advisering en het beheer van het landbouwbedrijf die erkend zal worden door het bestuur;

De adviseurs moeten, om erkend te worden en te blijven :

- werken bij de erkende adviseringsstructuur;

- houder zijn van minstens een diploma van het hoger secundair onderwijs van een landbouw-, tuinbouw-, bosbouw- of veeteeltrichting, aangevuld met een minimumberoepservaring van vijf jaar in het adviseren van landbouw-, tuinbouw-, bosbouw-, of veeteeltbedrijven.

- Op grond van hun beroepservaring, hun kennis kunnen aantonen van de EG-, Belgische en gewestelijke regelgeving inzake normering en plattelandsontwikkeling;

- Op grond van hun beroepservaring, hun kennis kunnen aantonen van de landbouwboekhouding en het beheer van bedrijven;

Een adviseur mag jaarlijks voor niet meer dan 40 bedrijven de opstelling en de opvolging van de uitvoering van ontwikkelings- en/of investeringsplannen op zich nemen.

De erkenning van de adviseringsstructuren en de individuele erkenning van de adviseurs wordt toegekend voor een duur van vijf jaar, verlengbaar, na indiening van een dossier dat de naleving van onderstaande criteria aantoonst.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector.

Namen, 19 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN